

UNIVERSITÉ DE PARIS

FACULTÉ DE DROIT ET DES SCIENCES ÉCONOMIQUES

**LE CONCEPT DE LÉSION
ET LA RÉPRESSION
DE LA
DÉLINQUANCE PAR IMPRUDENCE**
(Essai de critique)

THÈSE POUR LE DOCTORAT D'ÉTAT EN DROIT
présentée et soutenue publiquement le 13 Décembre 1963

PAR

Christos ROKOFYLLOS

Docteur en Droit
Avocat à la Cour de Cassation
Assistant à la Faculté de Droit d'Athènes

Membres du Jury { Président : M. Michel de JUGLART.
Suffragants : M. Georges LEVASSEUR.
M. Y. LOUSSOUARN.

P A R I S

LIBRAIRIE GÉNÉRALE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE
R. PICHON ET R. DURAND-AUZIAS
20, Rue Soufflot, 20

1967



Digitized by the Internet Archive
in 2026

LE CONCEPT DE LÉSION ET LA REPRESSION DE LA DELINQUANCE PAR IMPRUDENCE

ESSAI DE CRITIQUE

UNIVERSITÉ DE PARIS

FACULTÉ DE DROIT ET DES SCIENCES ÉCONOMIQUES

**LE CONCEPT DE LÉSION
ET LA RÉPRESSION
DE LA
DÉLINQUANCE PAR IMPRUDENCE**
(Essai de critique)

THÈSE POUR LE DOCTORAT D'ÉTAT EN DROIT
présentée et soutenue publiquement le 13 Décembre 1963

PAR

Christos ROKOFYLLOS

Docteur en Droit
Avocat à la Cour de Cassation
Assistant à la Faculté de Droit d'Athènes

Membres du Jury } Président : M. Michel de JUGLART.
Suffragants : M. Georges LEVASSEUR.
M. Y. LOUSSOUARN.

P A R I S

LIBRAIRIE GÉNÉRALE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE
R. PICHON ET R. DURAND-AUZIAS
20, Rue Soufflot, 20

1967

*La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les
thèses ; ces opinions doivent être considérées
comme propres à leurs auteurs.*



INTRODUCTION

Jusqu'à une époque relativement récente, la délinquance par imprudence était si insignifiante par rapport à la criminalité dolosive qu'on pouvait se permettre de la traiter d'une façon tout à fait superficielle et fragmentaire. Durant les dernières décennies tout a été en revanche renversé. Le progrès scientifique et le développement technique ont mis à la disposition de tous et de chacun des outils complexes dont le manie-ment est une source de dangers aussi bien pour celui qui les utilise que pour les autres. Cette transformation radicale des conditions mêmes de notre vie n'a pas tardé à provoquer la multiplication des délits involontaires à une cadence qui va sans cesse croissant.

L'allure terrifiante qu'a prise de nos jours la délinquance par imprudence a alarmé les esprits et fait d'elle un des problèmes les plus importants du droit pénal moderne. Il suffirait de consulter les études qui lui sont consacrées et suivre les congrès qui s'en occupent pour se convaincre.

Cette évolution de la criminalité par imprudence a mis en évidence l'inaptitude du système répressif classique de mener une lutte efficace contre les sources du mal. Certes, la criminalité en question a eu ses propres causes, et ne peut pas être attribuée à la carence de la répression. Cependant, il n'en est pas moins vrai que le dispositif pénal traditionnel auquel on avait confié la défense des valeurs sociales, pris au dépourvu, s'est démontré incapable d'y opposer une résistance sérieuse. Le phénomène est presque unanimement reconnu et déploré. C'est pourquoi on propose et on apporte de tous les côtés des réformes plus ou moins radicales. Cependant, pour pouvoir prendre position à l'égard de toutes ces propositions et des tendances que celles-ci traduisent, il faut étudier auparavant aussi attentivement que possible le droit actuellement en vigueur en la matière.

Cette étude permettra notamment de déceler avec précision les causes réelles de l'inaptitude du droit positif, ce qui est absolument indispensable pour pouvoir rejeter les faux remèdes et parvenir à préconiser des réformes valables.

C'est là, nous semble-t-il, la condition première de tout effort novateur, si l'on ne veut pas jouer le rôle d'un apprenti sorcier.

C'est sous cet angle que nous allons entreprendre l'analyse critique du système répressif français dans le domaine de la délinquance dite involontaire. Cela nous amènera à étudier tout d'abord l'infraction involontaire dans sa conception traditionnelle classique (première partie). Mais l'étude du droit en vigueur doit être nécessairement complétée par la présentation systématique d'une série de déformations d'inspiration objectiviste que l'infraction en question a déjà subies en fait justement dans le but de devenir plus efficace qu'auparavant. Ce sera là l'objet de notre deuxième partie, qui nous fournira l'occasion de donner une image aussi complète que possible du droit actuellement en vigueur, mais qui nous permettra aussi d'apprécier la valeur, positive ou négative, d'une tendance réformatrice ayant exercé une influence très forte dans l'orientation pratique du droit positif français.



PREMIÈRE PARTIE

LA CONCEPTION CLASSIQUE
DE L'INFRACTION PAR FAUTE
ET SON INSUFFISANCE INTRINSÈQUE

1. — L'infraction commise non intentionnellement, mais par simple faute pénale (*infraction par faute*) (1) est traditionnellement conçue comme une incrimination de lésion. L'étude de sa structure juridique nous permettra de préciser la nature ainsi que le rôle exact que le concept de lésion, c'est-à-dire l'exigence irréductible d'un résultat préjudiciable, joue effectivement dans ce domaine par rapport aux autres éléments constitutifs de cette infraction et notamment en comparaison avec le comportement fautif de l'agent (premier chapitre).

Nous examinerons ensuite les diverses explications avancées pour justifier le fondement de l'infraction culpeuse sur le concept de lésion (second chapitre), ce qui nous permettra de porter un jugement critique eu égard à la conception classique de l'infraction en question, aussi bien sur le plan de l'équité que sur celui de l'efficacité pratique (troisième chapitre).

(1) Les termes infraction ou délinquance « involontaires » ou « non volontaires » traditionnellement utilisés par la doctrine et la jurisprudence françaises pour désigner les actes punissables commis non intentionnellement, mais par simple faute pénale, doivent être, à notre avis, écartés de la terminologie juridique et cela pour deux raisons concordantes : Tout d'abord parce qu'ils méconnaissent le rôle joué par la volonté, soit négativement, soit même positivement dans une importante catégorie d'infractions de ce genre et plus spécialement dans les cas d'imprudence conscience. Ensuite, parce que ces termes, étant purement négatifs, laissent entièrement dans l'ombre le contenu fautif des agissements en question. Ce dernier motif milite également contre l'admission des termes « non intentionnels » ou « non dolosifs ». Sur cette question terminologique, conférez JIMENEZ DE ASUA, « problèmes modernes de la culpa », in *Rev. intern. de dr. pén.*, 1961, p. 855 et s. ; STEFANI et LEVASSEUR, « Droit pénal général », n° 190 ; R. GARRAUD, traité, tom. V, n° 2045 ; CORNIL, « La répression des infr. dites involontaires », in *Rev. de dr. pén. et Crim.*, 1957-58, p. 695 et s. ; L'addition de ce correctif (« dites ») est devenue, par ailleurs, chose courante. V. LEVASSEUR, « Le nouveau régime répressif des infractions contre l'intégrité corporelle d'autrui », in *J.C.P.*, 1959, n° 1515, 17° et 31°. Nous préférons donc des expressions positives telles que : *Infraction par imprudence* ou *par faute*, ou *infraction culpeuse*, etc.

PREMIER CHAPITRE

LA STRUCTURE JURIDIQUE DE L'INFRACTION PAR FAUTE EN TANT QU'INCRIMINATION DE LESION

2. — Suivant la théorie classique qui inspire toujours pour l'essentiel l'ensemble des législations contemporaines, le délit d'imprudence comporte nécessairement parmi ses éléments constitutifs un résultat dommageable, une atteinte effective à un bien juridiquement protégé (la vie ou l'intégrité corporelle d'autrui dans le cas d'un homicide ou des blessures par imprudence, le droit de mainmise de l'Etat sur la personne du condamné dans le cas d'une évasion par négligence des gardiens, etc.). Il est donc conçu comme une *infraction de lésion* dont l'accomplissement suppose nécessairement la réalisation de l'effet préjudiciable prévu et puni par la loi pénale.

Certes, le résultat n'est pas à lui seul suffisant pour la constitution de l'infraction d'imprudence. Celle-ci implique, en effet, d'autres éléments dont on ne saurait se passer si l'on veut saisir le phénomène de la délinquance culpeuse dans son essence et comprendre en même temps le rôle exact que l'exigence d'une lésion effective joue dans ce domaine. Aussi, dans l'analyse de l'infraction culpeuse que nous allons entreprendre, examinerons-nous successivement les deux grandes entités dont elle est composée, à savoir le comportement fautif de l'agent et le résultat dommageable qui, tout en dérivant de ce comportement, s'en distingue nettement.

SECTION I. — Le comportement fautif de l'agent.

3. — *L'activité matérielle.* Ce n'est pas une réalisation quelconque du résultat lésionnaire prévu par la loi pénale qui est punissable, mais seulement celle qui est l'effet d'un ou plusieurs actes humains. Par acte

humain nous entendons le mouvement physique — ou, ce qui revient au même, l'absence du mouvement physique — qui est à l'origine du trouble apporté, du changement opéré, dans le monde extérieur (1).

A la base donc de l'infraction culpeuse se trouve une activité humaine, positive ou négative, qui peut être qualifiée d'objectivement délictueuse si elle produit un des résultats dommageables prévus et punis par la loi pénale, c'est-à-dire si elle peut être reliée par un rapport de cause à effet avec un de ces résultats. C'est la constatation de ce *lien de causalité* qui rend l'activité humaine délictueuse en la rattachant objectivement — et sans se préoccuper le moins du monde de l'attitude psychologique de son acteur — à son effet criminel.

Considérons, par exemple, pour mieux préciser notre pensée, un individu qui jette par la fenêtre de sa chambre une bouteille. Celle-ci, rencontrant dans sa trajectoire la tête d'un passant, provoque sa mort. Dans ce cas fort simple, l'action humaine de jeter la bouteille est la cause évidente du décès survenu, et c'est ce rapport objectif entre ces deux événements matériels, qui rend le premier délictueux. Ainsi, le rapport de causalité ne fait partie, ni subjectivement, ni objectivement, du comportement fautif de l'agent. C'est un jugement porté a posteriori et permettant d'attribuer tel ou tel résultat dommageable survenu dans le monde extérieur à telle ou telle activité humaine.

4. — *La faute*. L'infraction étant une forme de responsabilité pénale, fondée depuis des siècles sur la culpabilité, il faut que l'activité matérielle, décrite ci-dessus, puisse être imputée subjectivement à son auteur. A la base de ce jugement de reprochabilité se trouve — en dehors de la capacité pénale, qui ne nous intéresse pas ici — l'attitude psychologique de l'agent envers l'élément matériel de son infraction. Or, cette attitude psychologique se ramène, en la matière, à une faute pénale d'imprudence.

Qu'est-ce donc la faute pénale ? Si son contenu exact est sujet à de vives controverses qui ont amené M. Roux à déclarer, qu'« il n'est peut-être pas, en droit pénal, de théorie plus remplie d'obscurités » que celle-ci (2), il y a, tant en doctrine qu'en jurisprudence, un accord suffisamment large pour nous permettre de la circonscrire.

5. — Doctrine dominante, jurisprudence et législateur n'hésitent, en effet, point de distinguer aussi bien en France qu'à l'étranger, la faute de l'intention délictueuse. Les deux termes traduisent, l'un et l'autre, une attitude psychologique de l'agent par rapport à l'élément matériel de l'infraction, mais cette attitude n'est pas la même et c'est ce qui différencie les infractions intentionnelles des infractions culpeuses.

(1) V. LEGAL, « L'imprudence et la négligence comme source de responsabilité pénale », rapport présenté au VIII^e Congrès de l'Assoc. Internationale de Droit pénal (Lisbonne, sept. 1961), dans *Revue internationale de Droit pénal*, 1961, p. 1079 et s., et plus spécialement p. 1081.

(2) Roux, note S 1927 I 33.

Dans le premier cas, il y a de la part de l'agent, une volonté qui porte aussi bien sur son activité matérielle que sur le résultat susceptible d'en découler. Dans le second cas, l'activité matérielle peut être plus ou moins volontaire, mais la volonté de l'agent ne va pas plus loin, elle ne se réfère pas à la production du résultat illicite (3).

Cependant, le défaut d'intention quant aux conséquences nuisibles du comportement de l'agent — auquel les auteurs ramènent parfois (4) sommairement l'essence de la faute pénale d'imprudence — ne constitue qu'une définition négative et incomplète de la faute. En effet, on ne peut pas punir un individu pour la seule raison que son comportement, fût-il volontaire, a entraîné un résultat préjudiciable. A défaut d'une intention, il faut que l'auteur ait au moins commis une faute relativement à la réalisation de ce résultat, sinon on ne se trouve pas devant une infraction par imprudence, mais devant un cas fortuit, sur lequel aucune responsabilité pénale ne doit être fondée. Et c'est justement l'analyse de cette faute qui, seule, peut nous fournir la base d'appréciation, la substance même de l'attitude psychologique de l'agent dans l'infraction culpeuse:

6. — La faute de l'agent peut revêtir deux formes que la doctrine a su distinguer de bonne heure. Il se peut, en effet, que l'auteur d'un acte susceptible de causer un résultat préjudiciable illicite ne se soit pas rendu compte de cette éventualité et ce, bien que, d'après le caractère et les circonstances de la cause, il aurait dû et pu le faire. En d'autres termes, le reproche qu'on peut adresser à l'agent se résume, dans ce cas, à un défaut d'attention consistant en l'absence de prévision de l'effet nuisible auquel son attitude matérielle pourrait éventuellement aboutir, tandis qu'un autre homme moyennement avisé, se trouvant dans les mêmes circonstances, aurait certainement prévu cette éventualité et évité le dommage. Dans ce cas, on parle en général de *faute inconsciente* ou de *faute sans prévoyance*.

En revanche, dans d'autres hypothèses, l'agent a très bien entrevu la possibilité d'un résultat dommageable, mais il a escompté à tort que cette éventualité ne se réaliserait pas. Dans ces cas, où l'on parle de *faute consciente* ou de *faute avec prévision*, on est de nouveau devant un défaut d'attention et de prudence de la part de l'agent, consistant cette fois, non pas à ne pas se rendre compte de la possibilité d'un résultat dommageable, mais à ne pas tenir compte de cette possibilité, et ce, bien que l'agent l'ait envisagée (sans l'avoir toutefois voulue ou acceptée) et bien qu'un autre homme d'une diligence normale aurait, dans les mêmes circonstances, refusé d'en assumer le risque.

(3) V. LEGAL, « L'imprudence et la négligence comme source de responsabilité pénale », dans *Revue intern. de Droit pénal*, 1961, p. 1081 à 1083 ; BEKAERT, « Les circonstances aggravantes de l'imprudence », in *Revue de Droit pénal et de Criminologie*, 1954-55, p. 244, etc.

(4) Cf. par ex., VIDAL et MAGNOL, « Cours de droit criminel et de science pénitentiaire », 9^e éd., Paris, 1949, n^{os} 129 et 130, p. 190-191.

Sans doute, l'agent a-t-il entrepris et poursuivi son action dans l'espoir — soit actif, soit passif (5) — que le résultat dommageable en question ne se serait pas réalisé. C'est le fait que cet espoir ait été le fondement définitif dans la poursuite de la conduite de l'agent qui différencie l'attitude psychologique de celui-ci du dol criminel (6), mais c'est également sur la témérité de cet espoir que se fonde sa culpabilité pour faute. Le reproche qu'on adresse dans cette hypothèse à l'agent se ramène en réalité à ce que celui-ci, se fiant trop à cet espoir, a manqué de prudence.

Mais, pour qu'on puisse adresser à l'auteur d'un acte un tel reproche, il ne suffit pas qu'il ait prévu la possibilité d'un dommage illicite et qu'il y ait passé outre. Il n'est pas, en d'autres termes, suffisant que celui-ci ait assumé volontairement le risque de lésion que son comportement matériel engendrait. Comme le souligne, très opportunément, le Doyen LEGAL, « ... étant donné qu'en pratique il n'est, pour ainsi dire, pas d'activité humaine qui ne comporte un certain risque et qu'on ne peut exiger de l'individu qu'il s'abstienne toutes les fois qu'il prévoit une éventualité quelconque d'un préjudice pour autrui... comme pouvant résulter de son attitude, on aura... à se demander si un homme d'une diligence normale aurait refusé d'assumer le risque qu'a délibérément affronté l'agent. Si oui, on sera fondé à lui imputer une faute. Dans le cas contraire... cas fortuit exclusif de toute responsabilité » (7).

C'est dire qu'à la base de la culpabilité par faute se trouve toujours un manquement qui rend coupable aussi bien l'imprévoyance de l'agent dans le cas de la faute inconsciente, que l'acceptation des risques à laquelle il procède dans l'espoir d'éviter, malgré tout, finalement le dommage, dans l'hypothèse de l'imprudence consciente.

7. — Il n'y a donc pas une différence de nature ou d'intensité entre ces deux espèces de faute, mais uniquement une différence de forme que le défaut de diligence revêt à propos de l'une ou de l'autre. Aussi estimons-nous injustifiable l'établissement d'une gradation « a priori » entre ces deux formes de culpabilité fautive. LISZT écrivait déjà, il y a un demi-siècle, qu'il serait faux de considérer l'imprudence consciente comme la forme la plus grave de la faute. « En effet, précisait-il, l'auteur prévoyant qui mesure préalablement et avec anxiété les conséquences les plus éloignées et qui, après un examen soigneux, mais qui le conduit

(5) Sur cette distinction, cf. JIMENEZ DE ASUA, « La faute consciente et le *dolus eventualis* », in *Revue de Droit pén. et de Criminologie*, 1959-60, p. 603 et s., et plus particulièrement p. 607 à 609.

(6) JIMENEZ DE ASUA, *op. cit.*, p. 607 et 608.

(7) LEGAL, « L'imprudence et la négligence comme source de responsabilité pénale », in *Revue intern. de Droit pénal*, 1961, p. 1083 ; cf. également WELZEL, « L'imprudence et les délits de la circulation (de la théorie des délits d'imprudence) », in *Revue internationale de Droit pénal*, 1961, p. 996.

à un résultat faux, rejette la causalité, serait traité beaucoup plus sévèrement que l'individu insouciant » (8).

La gravité de la faute, c'est-à-dire l'écart entre la conduite de l'agent et celle exigée par la prudence, ainsi que l'intensité de l'insouciance ou du mépris de celui-ci à l'égard des biens juridiquement protégés d'autrui, ne peut être estimée, à notre avis, qu'à propos de chaque espèce particulière.

8. — La notion de la faute pénale d'imprudence, ainsi que la distinction entre ces deux espèces, consciente et inconsciente, sont déjà consacrées par des dispositions d'ordre général, dans les législations modernes. Il suffirait, pour s'en rendre compte, de consulter les Codes pénaux, suisse de 1937 (9), polonais de 1932 (10), grec de 1950 (11), yougoslave de 1951 (12), éthiopien de 1957 (13), ainsi que le projet

(8) LISZT, « Traité de Droit pénal allemand », 17^e éd., traduite par LOBSTEIN, tome I, Paris, 1911, p. 269 à 270. Dans le même sens : LOGOZ, « Commentaires du Code pénal suisse », partie gén., sous l'art. 18. CHORAFAS, « Principes généraux de droit pénal », 8^e éd., Athènes, 1966, (en grec), p. 282. MEYER, Rapport présenté au VIII^e Congrès de l'Assoc. intern. de Droit pénal de Lisbonne, dans *Revue intern. de Droit pénal*, 1961, p. 1111.

Contra : HAUS, « Principes généraux du Droit pénal belge », 2^e éd., Gand, tome I, n^o 310 ; ROUX, « Cours de Droit criminel », 2^e éd., Paris, 1927, § 39, p. 152 ; GALET, « La notion de la tentative punissable », *Thèse*, Caen, 1898, n^o 66, p. 122 à 123 ; BROUCHOT, « De l'influence du résultat illicite sur la pénalité », *Thèse*, Paris, 1905, p. 47 ; ALTAVILLA, « Les problèmes posés dans le Droit pénal moderne par le développement des infractions non intentionnelles », rapport général au VIII^e Congrès de l'Assoc. intern. de Droit pénal, in *Revue intern. de Droit pénal*, 1961, p. 763 et s.

Cf. également JIMENEZ DE ASUA, traçant une solution médiane, suivant que l'espoir de l'agent a été passif ou actif, « Problèmes modernes de la « culpa » (faute) », rapport au VIII^e Congrès de l'Assoc. internationale de Droit pénal de Lisbonne, in *Revue internationale de Droit pénal*, 1961, p. 855 et s., spécialement p. 869 à 871.

(9) Art. 18, al. 3 : « Celui-là commet un crime ou un délit par négligence qui, par une imprévoyance coupable agit sans se rendre compte ou sans tenir compte des conséquences de son acte. L'imprévoyance est coupable quand l'auteur de l'acte n'a pas usé des précautions commandées par les circonstances et par sa situation personnelle ».

(10) Le Code polonais, influencé, sur ce point, par la rédaction du Code pénal suisse (cf. ANDREJEW, « L'évolution de la responsabilité pénale en Pologne », in *La Responsabilité pénale* ; travaux du Colloque de Philosophie pénale, Strasbourg, janvier 1959, éd. Dalloz, 1961, p. 539 et s., spécialement p. 546 et 547), stipule expressément : « L'infraction non intentionnelle existe aussi bien dans les cas où l'auteur prévoit la possibilité de l'effet délictueux, mais suppose sans raison qu'il l'évitera, que dans le cas où l'auteur ne prévoit pas l'effet délictueux ou le caractère délictueux de l'action, quoiqu'il puisse ou doive les prévoir » (art. 14, § 2).

(11) Art. 28 : « Agit par imprudence, celui qui, ayant failli à l'attention qu'il devait, d'après les circonstances, et pouvait déployer, n'a pas prévu le résultat punissable produit par son acte, ou l'ayant prévu comme possible, il a cru qu'il ne se réaliserait pas ».

(12) L'art. 7, al. 3, du Code pén. yougoslave dispose : « L'infraction est commise par négligence lorsque l'auteur avait été conscient qu'une conséquence illicite pourrait se produire, mais supposait à la légère qu'elle ne se produirait pas ou qu'il pourrait la détourner, ou lorsqu'il n'avait pas été conscient de la possibilité qu'une conséquence illicite pourrait se produire, quoiqu'il eût dû et pu être conscient de cette possibilité, vu les circonstances et ses qualités personnelles ».

(13) Ce Code, rédigé par le criminaliste J. GRAVEN, prend la position qui suit : « Commet une infraction par négligence, celui qui, par une imprévoyance ou une imprudence coupable, agit sans se rendre compte ou sans tenir compte

allemand de 1956, dont la rédaction primitive (projet de 1913) a servi de modèle à plusieurs codes (par exemple : grec, tchécoslovaque, yougoslave et bulgare) (14). C'est, enfin, dans la même voie que s'est engagé le tout récent Code pénal de la République Socialiste Fédérative de Russie du 28 octobre 1960, dont l'article 9 s'exprime de la façon suivante : « Une infraction est considérée comme accomplie non intentionnellement si la personne qui l'a commise avait prévu la possibilité des conséquences socialement dangereuses de son action, mais avait compté avec légèreté qu'elles ne se produiraient pas, ou bien n'avait pas prévu que cette infraction pût avoir de telles suites, bien qu'elle eût dû ou pu le prévoir » (15).

En France comme en Belgique (16), bien que le Code pénal de 1810 ait passé sous silence la question, la doctrine n'a pas manqué de souligner la distinction fondamentale qui existe entre la faute consciente et la faute inconsciente (17).

Certes, un accord complet n'est pas encore survenu sur certains points. La controverse la plus grave concerne le mode d'appréciation de la conduite fautive qui se ramène à la question de savoir si l'on doit se borner à prendre en considération la conduite de l'homme moyen conçu abstraitement sur le modèle du *bonus pater-familias* du droit romain, placé dans les mêmes circonstances externes (appréciation in abstracto), ou si, au contraire, on ne devait pas tenir également compte des circonstances et des capacités individuelles de l'agent (appréciation in concreto). Nous aurons l'occasion de nous préoccuper longuement de ce problème plus loin (cf. infra, n° 56 à 63). Ce qui importe pour le moment, c'est de mettre en exergue l'objet de la faute.

9. — *L'objet de la faute.* Que la faute soit appréciée « in abstracto » ou « in concreto », qu'elle soit consciente ou inconsciente, elle doit de

des conséquences de son acte. Son attitude est coupable lorsque l'auteur n'a pas pris les précautions que l'on pouvait raisonnablement exiger de lui, du fait des circonstances et de sa situation personnelle, notamment de son âge et de son expérience, de son instruction, de sa profession ou de son rang » (Art. 59, n° 1).

(14) Cf. JIMENEZ DE ASUA, « Problèmes modernes de la culpa (faute) », in *Revue intern. de Droit pénal*, 1961, p. 860 et 861, où l'on peut également trouver la traduction en Français du texte du § 17 (semblable au § 19 de 1913) du projet en question : « Agit coupablement (fahrlässig) celui qui a méprisé l'attention dont il était capable, attendu les circonstances et ses conditions personnelles, et qui, en raison de cela, n'a pas reconnu que le type d'action punissable pourrait se produire, ou qui, le considérant comme possible, a cependant espéré qu'il ne se produirait pas... »

(15) Sur la distinction de la faute consciente et de la faute inconsciente en Droit pénal italien, ainsi que sur son importance considérable au point de vue de la criminologie moderne, cf. NUVOLONE, in *Rev. de sc. crim.*, 1962, p. 264 et s.

(16) Le Code belge de 1867 a, depuis, consacré, bien que sommairement, le principe de la distinction entre le « défaut de prévoyance » et le « défaut de précaution » (art. 418).

(17) Cf. surtout HAUS, « Principes généraux du Droit pénal belge », 2^e éd., Gand, tome I, n°s 308 et s.; ROUX, « Cours de Droit criminel », 2^e éd., Paris, 1927, § 39; LEGAL, « L'imprudence et la négligence comme source de responsabilité pénale », dans *Revue intern. de Droit pénal*, 1961, p. 1083 et s.

toute façon porter, non seulement sur l'activité matérielle de l'agent, mais aussi sur le résultat que cette activité est susceptible d'entraîner ou, plus exactement, sur la capacité de la première de devenir la cause productrice de ce dernier.

En effet, la faute étant l'attitude psychologique de l'agent envers l'élément matériel de son infraction et, par conséquent, une forme de sa culpabilité, elle doit exister au moment même ou celui-ci décide d'agir ou de s'abstenir. Or, en ce moment, le résultat dommageable n'étant point survenu, n'est que simplement possible, éventuel. Par conséquent, le défaut de diligence que l'on impute à l'agent — et auquel sont dus, soit son imprévoyance (imprudence inconsciente), soit son espoir téméraire et fautif (imprudence consciente) — ne peut pas se rapporter au résultat dommageable.

Il ne peut non plus se référer au lien de causalité unissant le résultat survenu à l'activité matérielle de l'agent, et ceci pour la bonne raison que ce lien — au moyen duquel on se permet d'affirmer qu'un certain comportement a été la cause réelle de l'effet préjudiciable réalisé — ne peut être établi *qu'après* la survenance du résultat (18).

Sur quoi donc porte, en réalité, la faute de l'agent ? Quel est l'élément dont l'agent a été amené, par son défaut d'attention, soit à ne pas se rendre, soit à ne pas en tenir compte ? Quel est, en d'autres termes, l'objet réel de la faute pénale ?

L'analyse de la faute à laquelle nous nous sommes déjà livrés, nous permet d'envisager une réponse à cette question qui, pour ne pas avoir suffisamment attiré l'attention de la doctrine, n'est pas moins importante pour la compréhension de l'imprudence dans son essence même et par là de l'infraction culpeuse dans son ensemble. Des développements qui précèdent, il résulte clairement que la faute se réfère, non pas au préjudice, mais à son éventualité, c'est-à-dire à la capacité virtuelle de l'acte commis par l'agent de produire le préjudice redouté, ou — ce qui revient au même — de devenir sa cause. Autrement dit, la faute se résume à un manquement au devoir de prudence, à cause duquel l'agent a, par son comportement matériel donné, assumé soit inconsciemment, soit consciemment le danger de provoquer la lésion punissable (19). C'est, en définitive, le danger réel et concret contenu dans le comportement de son

(18) Sur la notion du lien de causalité et l'impossibilité de le saisir avant la réalisation du résultat dommageable, on pourrait consulter avec fruit la thèse de GALLEY : « La notion de la tentative punissable », Caen, 1898, n° 22 à 24 et 122.

(19) Par danger, il faut entendre la probabilité d'un résultat dommageable *concret* et non point le risque général et abstrait de provoquer une lésion quelconque, que certains comportements, par exemple le fait de conduire une voiture ou de procéder à une opération chirurgicale, engendrent par eux-mêmes. Sur ce point, cf. CHORAFAS, « Principes généraux de Droit pénal » (en grec), 8^e éd., p. 284 ; ALTAVILLA, rapport général au VIII^e Congrès de l'Assoc. intern. de Droit pén., in *Rev. intern. de Droit pénal*, 1961, p. 775 ; ZAGAROLAS, « Le principe "nulla poena sine culpa" et ses déviations » (en grec), tome I, p. 61 ; TOUSSIS et GEORGIU, « Code pénal annoté » (en grec), 2^e éd., 1958, sous l'art. 28, n° 4.

auteur, qui constitue l'objet de la faute, et c'est par rapport à ce danger que celle-ci peut être valablement conçue et appréciée.

Ainsi le danger, le risque de production du résultat dommageable illicite, se trouve à la base de l'infraction culpeuse et c'est la raison pour laquelle nous souscrivons volontiers à l'affirmation de M. HERZOG que « l'infraction involontaire (est) un délit de risque (20). Par contre, il y a un autre point, sur lequel nous ne pouvons pas suivre l'opinion émise par cet auteur : c'est lorsqu'il soutient que l'imprudence se caractérise toujours par l'acceptation volontaire de ce risque dans l'espoir passif de l'éviter (21). Or, si cette assertion est solidement fondée sur la réalité dans les cas de l'imprudence consciente, où l'agent, ayant conscience du danger, accepte en effet volontairement de l'assumer dans l'espoir — d'ailleurs pas nécessairement « passif » (22) — d'en éviter les conséquences préjudiciables, elle ne porte pas moins à faux en ce qui concerne l'imprudence inconsciente. Dans ce dernier cas, le délinquant crée certes par son comportement fautif un danger objectivement identique à celui qui se trouve à la base de l'action consciemment imprudente, mais sans en avoir pris conscience et sans avoir voulu, par conséquent, en assumer les aléas. On peut donc soutenir que la faute inconsciente implique au même titre que la faute consciente, la création d'un danger, mais on n'est nullement fondé de parler d'acceptation de ce danger de la part de son auteur (23).

Pour conclure, faute inconsciente et faute consciente ont le même objet, à savoir le danger que le comportement matériel du sujet engendre dans chaque espèce. Ce qui les différencie, c'est l'attitude psychologique de l'auteur par rapport à cet objet, attitude qui, tout en se ramenant à un défaut de diligence, consisterait à ne pas se rendre compte du danger, dans la première hypothèse, à l'accepter volontairement, mais dans l'espoir qu'il ne se réaliserait pas, dans la seconde hypothèse.

(20) Cf. HERZOG, « La prévention des infractions involontaires contre la vie et l'intégrité de la personne humaine », in *La Prévention des Infractions contre la Vie humaine et l'Intégrité de la Personne*, 1^{er} vol., p. 207 et s., spécialement p. 222.

(21) Cf. HERZOG, op. cit., p. 225, ainsi que son rapport présenté aux journées franco-belgo-luxembourgeoises de sc. pénale (Paris 7 et 8 nov. 1958) sur « la répression des infractions involontaires », in *Rev. de Droit pénal et de Criminologie*, 1958-59, p. 87 et s., spécialement p. 93 et 94 ; v. des considérations semblables dans THÉVENON, « L'élément objectif et l'élément subjectif de l'infraction », *Thèse*, Lyon, 1942, p. 150 et 152.

(22) En effet, on peut parler d'un espoir « passif », si l'agent se remet au hasard, à sa bonne étoile, pour éviter le préjudice. Par contre, son espoir est qualifié d'« actif », s'il repose sur l'idée que l'agent se fait de son habileté d'agir de façon à conjurer finalement le péril assumé. Cf. les observations perspicaces de JIMENEZ DE ASUA, « La faute consciente et le "dolus eventualis" », in *Rev. de Droit pénal et de Criminologie*, 1959-60, p. 608 et s., ainsi que « Problèmes modernes de la culpa (faute) », in *Rev. intern. de Droit pénal*, 1961, p. 869 à 871. Voir aussi HANNEQUART, « La responsabilité pénale de l'ingénieur », Liège, 1959, p. 30.

(23) Cf., dans ce sens, FERRI, « Les délits involontaires », in *Revue de Droit pénal et de Criminologie*, 1925, p. 1 et s., spécialement p. 2 et 3 ; CORNIL, « La répression des infractions dites involontaires », dans la même revue, 1957-58, p. 695 et s., et, plus particulièrement, 708 et 709 ; HANNEQUART, « La responsabilité pénale de l'ingénieur », Liège, 1959, p. 50.

10. — Mais, s'il en est ainsi, la *faute* pénale, aussi bien que le *danger* auquel celle-ci se rapporte, *peuvent se concevoir indépendamment de la réalisation effective du résultat dommageable*.

Prenons un exemple pour mieux éclaircir notre affirmation. Considérons un conducteur qui coupe un virage masqué sur la gauche. Le fait de couper le virage constitue une manœuvre dangereuse, même s'il s'avère, a posteriori, qu'aucun autre usager de la route, venant en sens inverse, ne s'est trouvé sur le parcours de la voiture en question. Aussi, doit-on affirmer que le caractère dangereux de cet acte ne saurait se trouver accentué du fait que s'y ajoute la production effective du résultat dommageable virtuel, ni diminué par l'absence de celui-ci. Car « le jugement du danger est toujours — comme le remarque très pertinemment le professeur allemand WELZEL (24) — ... un jugement « ex ante » faisant abstraction des facteurs réels non discernables à un moment donné. Une fois connues « ex post » toutes les conditions réelles, continue M. WELZEL, le préjudice apparaît, soit certain, soit exclu... le moment décisif, lorsqu'il s'agit de savoir si une *action* est dangereuse, et celui où l'action s'accomplit ».

En effet, il ne pourrait en être autrement ; la notion même du danger implique une telle conclusion. « Le danger — écrivait M. GRASSBERGER dans son remarquable rapport présenté au VIII^e cours international de criminologie — n'est pas une grandeur absolue, mais un jugement porté sur la probabilité d'un dommage. Ce jugement est le résultat de notre connaissance imparfaite des circonstances favorables ou défavorables à la réalisation de l'événement préjudiciable. Pour un être omniscient — conclue le criminologue viennois — il n'y aurait pas de danger » (25). Or, un rapport de probabilité, établi entre deux ou plusieurs entités, a sa valeur propre et ne saurait être démenti, diminué ou intensifié par le cours des événements dans chaque cas particulier. Ainsi, pour revenir à notre exemple, entre le fait de couper un virage masqué sur la gauche et la réalisation d'un résultat dommageable illicite (mort, par exemple, ou blessures d'autrui), il y a une relation causale virtuelle, qui se traduit par un rapport de probabilité. Ce dernier peut être plus ou moins important, mais sa grandeur est fonction de divers facteurs dont il est l'expression (vitesse de la voiture, fréquence du trafic, largeur et état de la chaussée, etc.) et nullement du résultat final.

De même la *faute* qui, comme nous venons de le démontrer, n'est autre chose que l'attitude psychologique de son auteur, vis-à-vis du danger

(24) Auquel nous avons également emprunté l'exemple utilisé pour notre démonstration. V. Hans WELZEL, « L'imprudence et les délits de la circulation (de la théorie des délits d'imprudence) », in *Rev. intern. de Droit pénal*, 1961, p. 985 et s., partic. p. 1000-1001.

(25) Cf. GRASSBERGER, « Le facteur humain dans les infractions involontaires », in *La Prévention des Infractions involontaires* (8^e cours intern. de criminologie), Bruxelles, oct. 1958, p. 31 et s., et surtout p. 36. Cf. également dans le même sens, CHORAFAS, « Principes généraux de Droit pénal », 8^e édition, Athènes, 1966, (en grec), p. 161.

engendré par son activité matérielle, peut être graduée en raison de ses propres éléments, mais en aucune façon d'après la réalisation du résultat dommageable ou en fonction de son étendue. Ainsi, toute faute serait exclue, si l'agent, même en faisant preuve d'une diligence normale, n'aurait pas dû et pu, soit prévoir le danger que son activité contenait en puissance, soit se conformer à une telle prévision (cf. supra, n° 6).

Et puis, à supposer la faute établie, sa gravité devait être mesurée en fonction de l'écart de l'attitude de son auteur par rapport à celle qu'aurait l'homme normalement prudent et consciencieux, placé dans les mêmes circonstances (26), ainsi que d'après le degré de légèreté, de mépris ou de désinvolture que cette même attitude exprime à l'égard des biens juridiquement protégés. Ainsi que l'observe M. BEKAERT, « lorsqu'un délinquant commet une faute qui entraîne une atteinte involontaire à la personne d'autrui, cette faute a sa valeur propre ; sa graduation est intrinsèque et demeure étrangère à celle des conséquences... si l'imprudence a des degrés, il semble peu justifié d'en chercher la mesure dans les conséquences » (27).

Dans ces conditions, on ne peut que souscrire à la conclusion que M. DELITALA s'est cru en droit de tirer dans son rapport de synthèse présenté au IV^e Congrès International de Défense Sociale de Milan : « L'individu qui dépasse une voiture ou franchit un tournant sans visibilité suffisante, ou parcourt une route habitée à une vitesse excessive... tient toujours une conduite fautive, que l'événement nuisible se produise ou non. La valeur symptomatique n'est donc pas dans l'infraction commise, mais dans la conduite de l'individu qui la commet : l'infraction peut ne pas se produire, sans que cela diminue d'un millième la signification antisociale de la conduite tenue par le sujet (28).

11. — L'activité humaine, objectivement dangereuse et subjectivement coupable dans le sens précis que nous avons dégagé ci-dessus, forme ce que l'on appelle, depuis quelque temps, *le comportement fautif* (ou la conduite fautive ou, encore, l'action imprudente) pour l'opposer à l'effet nuisible de l'infraction par imprudence. Et l'on assiste, ces dernières années, à un effort particulièrement louable de la doctrine, tendant à approfondir son essence, à souligner son importance intrinsèque, à déplacer vers lui le centre de gravité de la répression et à en

(26) Suivant que l'on apprécie la faute in « abstracto » ou in « concreto », ces circonstances peuvent varier. Dans le premier cas, on prend en considération uniquement les circonstances externes, tandis que dans le second, on tient également compte des circonstances individuelles inhérentes à la personne de l'inculpé. Et, ceci, non seulement pour mesurer la gravité de la faute, mais aussi pour se prononcer sur son existence même. V. *Infra* n° 56 et suivants.

(27) V. BEKAERT, « Circonstances aggravantes de l'imprudence », dans *Revue de Droit pénal et de Criminologie*, 1954-55, p. 235 et s., spécialement p. 242-243.

(28) V. DELITALA, « La prévention des infractions involontaires contre la vie humaine et l'intégrité corporelle », in *Actes du IV^e Congrès international de Défense sociale* (Milan, 2-6 avril 1956), Milan, Giuffrè, 1957, tome I, p. 549 et s., et plus particulièrement p. 559.

faire l'élément pénalement essentiel et décisif de l'infraction involontaire (29).

Quoi qu'il en soit, il n'en demeure pas moins vrai qu'en droit positif — les infraction de mise en danger mises à part — la répression de la délinquance culpeuse est aujourd'hui encore axée sur la lésion, de sorte que la définition légale de l'infraction implique un résultat préjudiciable, sans la réalisation duquel le comportement fautif de l'agent n'a pas de valeur pénale. Force nous est donc d'entreprendre l'étude de ce résultat et de son rôle précis dans l'infraction par imprudence.

SECTION II. — Le résultat dommageable.

12. — Élément constitutif, donc condition indispensable pour la constitution même de l'infraction par faute, le résultat préjudiciable joue, en outre, un rôle prédominant dans l'organisation de la répression en ce domaine. C'est par conséquent sous ces deux angles que nous allons essayer de démontrer son importance dans le cadre de l'infraction culpeuse.

§ 1 : LE RÔLE DU RÉSULTAT DOMMAGEABLE DANS LA CONSTITUTION DE L'INFRACTION.

13. — Il est hors de doute qu'un comportement fautif, fût-il extrêmement dangereux et monstrueusement coupable, n'est pas en règle générale suffisant pour constituer une infraction culpeuse ; encore faut-il qu'il se solde par une atteinte effective à un bien pénalement protégé. On a beau démontrer que le comportement fautif est parfaitement concevable — aussi bien objectivement par le danger qu'il fait naître, que subjectivement par la faute qui s'y attache — abstraction faite de ses suites nuisibles. En vain, a-t-on fait remarquer que sa gravité même demeure intrinsèque et ne saurait être évaluée d'après la réalisation ou

(29) Cf. pour l'essentiel WELZEL, « L'imprudence et les délits de la circulation (de la théorie des délits d'imprudence) », in *Rev. intern. de Droit pénal*, 1961, p. 985 et s. ; HALLEUX, « Les problèmes posés dans le Droit pénal moderne par le développement des infractions non intentionnelles », même rev., 1961, p. 880 et s. ; BEKAERT, « Circonstances aggravantes de l'imprudence », dans *Revue de Droit pénal et de Criminologie*, 1954-55, p. 235 et s. et « De l'infraction non intentionnelle », dans *La Prévention des Infractions involontaires* (8^e Cours international de criminologie), Bruxelles, oct. 1958, p. 41 et s. ; HERZOG, « La répression des infractions involontaires », dans *Rev. de Droit pénal et de Criminologie*, 1958-59, p. 87 et s. ; LEVASSEUR, « Une révolution en Droit pénal : le nouveau régime des contraventions », *Chron. D.*, 1959, p. 127 ; PISAPIA, « Prévention dans les crimes involontaires, relativement aux diverses formes de la faute », in *Actes du IV^e Congrès international de Défense sociale*, Milan, Giuffrè, 1957, tome II, p. 533 et s. ; BODSON, « La prévention des infractions involontaires en matière de circulation sur route », in *La Prévention des Infractions involontaires*, Brux., 1958, p. 83 et s., etc. etc.

l'ampleur du préjudice occasionné. Le législateur ne reste pas moins attaché à la notion de lésion.

Certes, ce mouvement d'idées, quoique peu coordonnées en ce qui concerne surtout les changements pratiques à opérer, n'est pas resté au stade purement théorique des critiques négatives. Il a, en effet, abouti à certains résultats positifs, véritables brèches, — plus ou moins importantes suivant les pays — à l'uniformité de l'édifice de la répression de lésion dans le domaine de la délinquance par imprudence. Mais que tout cela ne nous empêche de regarder les choses avec un certain réalisme, si l'on ne veut pas faire preuve d'un anachronisme futuriste !

Or, en fait, on est bel et bien obligé de reconnaître que M. GARÇON a, en principe, raison, lorsqu'il affirme, avec son sens aigu de la réalité, que « ... la loi ne tient compte que du résultat matériel ; elle exige que le mal ait été réellement causé. La faute, même la plus grave et la mieux prouvée, n'est pas punissable, si elle n'a en fait occasionné ni homicide, ni blessure » (30). Ce qui revient à dire, avec WELZEL, qu'à « *la non-valeur de l'action* doit s'ajouter, en règle générale, *la non-valeur du résultat* », et que « c'est seulement par sa matérialisation dans un résultat que cette action acquiert — selon le droit positif — son caractère pénal, qu'elle devient la base matérielle d'un tort appelant la répression pénale » (31).

§ 2 : LA PRÉDOMINANCE DU RÉSULTAT DOMMAGEABLE DANS L'ORGANISATION DE LA RÉPRESSION.

14. — L'effet préjudiciable devient ainsi un élément indispensable dans la constitution de l'infraction culpeuse. Mais ce n'est pas tout. Le législateur ne se contente pas d'en subordonner, comme à une condition *sine qua non*, l'intervention de la répression dans ce domaine. Il va beaucoup plus loin : il en fait la pierre angulaire du système répressif en fixant la peine uniquement d'après la gravité du préjudice provoqué.

Pour se convaincre, on n'a qu'à passer en revue les peines commises par le Code Pénal Français à propos de l'homicide et des coups et blessures involontaires. Le premier est puni d'un emprisonnement de trois mois à deux ans, et d'une amende de 1.000 à 20.000 F (art. 319). Les coups et blessures sont sanctionnés cumulativement ou alternativement d'un emprisonnement de quinze jours à un an et d'une amende de

(30) GARÇON, C.P. annoté, art. 319-320 bis, n° 9 ; GARRAUD précisait également à propos de la même infraction que « ... la loi ne punit que le mal causé et produit ; elle incrimine un *résultat* dommageable ». V. *Traité*, tome V, n° 2057 ; cf. également, DONNEDIEU DE VABRES, « Questions choisies de Droit pénal comparé et de Droit pénal international », *Cours de Droit pénal approfondi*, 1951-52, p. 103 ; STEFANI et LEVASSEUR, « Droit pénal général », 1964, n° 209.

(31) WELZEL, « L'imprudence et les délits de la circulation (de la théorie des délits d'imprudence) », in *Rev. intern. de Droit pénal*, 1961, p. 985 et s., et plus particulièrement p. 998 à 1000.

500 à 15.000 F, mais seulement dans le cas où ils ont entraîné une incapacité totale de travail supérieure à trois mois (art. 320) ; si cette incapacité n'est pas totale et en tout cas si elle est d'une durée inférieure à trois mois, la loi prévoit de simples peines de police consistant à un emprisonnement de dix jours à un mois et à une amende de 400 à 1.000 F ou à l'une de ces deux peines seulement (art. R 40, n° 4).

C'est ainsi qu'un individu peut se voir traduire devant une juridiction correctionnelle et y encourir une peine de prison importante (maximum de un ou de deux ans de prison) ou se voir reléguer devant l'audience expéditive d'un tribunal de police pour ne risquer qu'une peine relativement bénigne (maximum : un mois de prison) et ce, uniquement en fonction de la gravité du préjudice que son comportement fautif, fût-il identique, aurait, d'après l'heur ou le malheur des circonstances, entraîné.

En effet, le fait pour le directeur du personnel d'une société de donner l'ordre à un de ses chauffeurs de circuler avec un véhicule dont il connaissait l'absence pratique de freins (32) ; ou pour le syndic d'un immeuble en copropriété de n'avoir ni interdit l'usage, ni fait opérer la réparation de l'ascenseur vétuste de cet immeuble, bien qu'il ait été prévenu de son fonctionnement défectueux et dangereux (33) ; ou, encore, le fait pour un conducteur de franchir délibérément, sans s'arrêter, un carrefour protégé par le signal « stop » (34) — pour emprunter quelques exemples caractéristiques à la jurisprudence récente — constituent tous une attitude fautive identique en elle-même. Pourtant, elle ne sera passible des pénalités des art. 319, 320 et R 40 n° 4 du Code Pénal, que dans l'hypothèse où elle aura entraîné des atteintes effectives à la vie ou à l'intégrité corporelle d'autrui, et elle ne sera sanctionnée que d'après la gravité de ces atteintes.

Il peut même arriver qu'un comportement fautif minime occasionne la mort d'un ou de plusieurs hommes, tandis qu'une faute objectivement très dangereuse et subjectivement particulièrement grave ne provoque que des blessures très légères. La première n'en sera pas moins qualifiée d'une façon beaucoup plus sévère que la seconde.

Certes, le pouvoir d'appréciation dont le juge dispose entre le maximum et le minimum de la peine, voire même en dessous de ce dernier par le jeu des circonstances atténuantes, constitue déjà un moyen d'assouplissement de la « tarification » légale. Mais il n'y a là qu'un simple palliatif qui ne peut du reste fonctionner qu'à sens unique, c'est-à-dire dans le sens de l'indulgence. Et puis, il ne faudrait pas croire que le juge puisse rester absolument impassible devant la volonté, si clairement affirmée, du législateur, de faire graduer la peine en fonction de l'étendue du résultat effectif de l'infraction.

(32) Paris, 21 janvier 1957, *J.C.P.*, 1957, II, 8950, observ. Rog. de LESTANG.

(33) Trib. Corr. Seine, 31 janv. 1957, *G.P.*, 15 mars 1957.

(34) Trib. Corr. Lille, 14 nov. 1958, *J.C.P.*, 1959, II, 11013, note J.-B. HERZOG.

15. — A ce propos, l'évolution de la législation française, quant à l'homicide et les coups et blessures dits involontaires, est suffisamment instructive. Le législateur de 1810, tout d'abord, a organisé son système répressif en la matière sur la considération exclusive du résultat en écartant largement la peine prévue pour l'homicide (3 mois à 2 ans de prison), de celle prévue en cas des blessures (six jours à deux mois) (35). La prédominance du résultat lésionnaire, établie de la sorte, fut sérieusement tempérée par le D.-L. du 30 oct. 1935, qui avait élevé considérablement le maximum de la peine des coups et blessures (de dix jours à un an). Mais une ordonnance, datée du 4 octobre 1945, est venue marquer un net retour en arrière en rejetant au rang des contraventions les coups et blessures n'ayant entraîné qu'une incapacité de travail égale ou inférieure à six jours. Et cette disqualification unilatérale, fondée uniquement sur la gravité du résultat dommageable, a été, tout récemment, considérablement aggravée par l'ordonnance n° 58-1297 du 23 déc. 1958 qui, par son art. 5, a sérieusement étendu le domaine de la contravention en la matière, en élevant à trois mois le plafond de l'incapacité de travail. Et pour mieux affirmer ses intentions, le législateur a tenu à préciser qu'il s'agissait bien d'une incapacité totale et non point d'une incapacité partielle, fût-elle permanente, de travail personnel (ord. n° 60-529 du 4 juin 1960 complétant l'art. 320 du C.P.).

16. — Cette évolution législative n'a pas manqué de devenir l'objet de critiques parfois violentes. M. LEVASSEUR n'a pas hésité de la qualifier de « profondément choquante » (36) et d'exprimer notamment son indignation quant au mode d'évaluation utilisé par la loi pour mesurer la gravité des infractions en question.

« Or, écrit-il, c'est au moment où les recherches sur les causes des accidents de la route et sur les moyens à prendre à l'encontre de leurs auteurs commencent à apporter quelque lumière sur les moyens de réagir contre un danger social effarant, et démontrent la nécessité de s'attacher à la nature et à la gravité de la faute, plutôt qu'à l'étendue des dommages causés, que le législateur français décide de considérer comme des bagatelles les accidents qui n'entraînent pas plus de trois mois d'incapacité de travail » (37). Ces considérations n'ont pas tardé à trouver un écho de plus en plus large, même dans les milieux judiciaires. M. HERZOG trouve qu'il s'agit là d'une complication malencontreuse (38), et M. SALINGARDES ne lui ménage point ses critiques (39).

(35) Sur l'état d'esprit du législateur napoléonien, cf. BRUNHES, « L'imprudence devant la loi pénale », *Thèse*, Dijon, 1932, p. 35 et 36.

(36) LEVASSEUR, « Le nouveau régime répressif des infractions contre l'intégrité corporelle d'autrui, in *J.C.P.*, 1959, n° 1515, 21°.

(37) LEVASSEUR, « Une révolution en Droit pénal: le nouveau régime des contraventions », *Chron. D.*, 1959, p. 121 et s., spécialement p. 127.

(38) HERZOG, « Les responsabilités pénales susceptibles de naître des accidents de la circulation », rapport présenté aux deuxièmes journées juridiques franco-polonaises (Varsovie-Poznan, 20-25 avril 1961) (ronéotypé).

(39) SALINGARDES, « Les problèmes posés dans le Droit pénal moderne par le développement des infractions non intentionnelles », rapport présenté au VIII^e Congrès intern. de Droit pénal (Lisbonne, sept. 1961), dans *Revue internationale de Droit pénal*, 1961, p. 1093 et s., spécialement p. 1200.

17. — Il n'en reste pas moins que le droit positif français est aujourd'hui encore nettement orienté vers le résultat lésionnaire. Ainsi, celui-ci n'est pas seulement un élément constitutif des infractions commises par imprudence, il en est l'élément prépondérant sur lequel sont calquées les peines comminées par la loi. En effet, si la faute demeure, en principe tout au moins (40), elle aussi un élément constitutif des infractions dites involontaires, elle n'a pas en réalité le même poids que ses conséquences préjudiciables dans l'organisation de leur répression. Et cela pour la bonne raison qu'elle est caractérisante quelle que soit sa gravité (41) et que, par conséquent, elle ne peut pas faire varier la rigueur de la peine, tout au moins dans sa mesure légale. Au contraire, le résultat est en mesure de faire graduer la peine légale par lui seul et indépendamment du comportement fautif de l'agent. « Encourues dès que des résultats dommageables sont produits — fait remarquer M. HERZOG . . ., sans qu'il y ait lieu de distinguer selon la gravité des fautes commises, les peines sont au contraire conditionnées par la gravité des dommages » (42).

Le résultat dommageable ne joue donc pas un rôle « simplement limitatif », sur la base duquel le droit positif se contenterait de procéder à une « sélection » parmi les actions imprudentes, comme le déclare le professeur allemand WELZEL, dans son excellent rapport au VIII^e Congrès international de droit pénal (43). S'il n'en était que cela, on aurait pu également soutenir que le comportement fautif joue, à son tour, un tel rôle étant donné que le législateur n'incrimine les résultats préjudiciables que s'ils sont fautifs. C'est, d'ailleurs, le rôle de tout élément constitutif d'une infraction que de servir de base à une sélection. Mais le droit positif ne se borne pas à opérer un tel tri parmi les conduites fautives. Celui-ci va, en réalité, beaucoup plus loin, en graduant, comme nous l'avons déjà vu, la rigueur de son intervention répressive en la matière, exclusivement d'après la gravité objective du résultat occasionné. Et c'est cette caractéristique complémentaire qui rompt l'équilibre entre la faute et le résultat dans les infractions dites involontaires et rend ce dernier prépondérant. En même temps, le caractère lésionnaire des dites infractions ne fait que s'aggraver.

(40) Nous verrons plus loin les tempéraments, voire même les dérogations, que la pratique a, peu à peu, imposés à ce principe. Cf. la seconde partie de cet ouvrage.

(41) Crim., 23 avril 1955, D 55, J. 524; HERZOG, rapport aux journées franco-polonaises, cité plus haut, p. 13; BRUNHES, « L'imprudence devant la loi pénale », *Thèse*, Dijon, 1932, p. 76 et 77 (références nombreuses à la jurisprudence).

(42) HERZOG, *op. cit.*, p. 14.

(43) WELZEL, « L'imprudence et les délits de la circulation (de la théorie des délits d'imprudence) », in *Revue internationale de Droit pénal*, 1961, p. 1000.

SECOND CHAPITRE

EXPLICATIONS AVANCEES POUR JUSTIFIER LE FONDEMENT DE L'INFRACTION PAR FAUTE SUR LE CONCEPT DE LESION

18. — Il serait, au plus haut degré, intéressant d'essayer de dégager les raisons qui ont conduit le législateur à fonder son système répressif en la matière sur la notion de lésion effective. Autrement dit, il faut chercher à comprendre pourquoi le législateur n'a voulu incriminer la faute que dans ses résultats préjudiciables, en faisant de ceux-ci la condition et la mesure de la condamnation de celle-là.

SECTION I. — Explication historique.

19. — Pour chercher l'origine du concept de lésion, il faudrait remonter aux sources du droit pénal, aux institutions répressives des sociétés primitives, et essayer d'en dégager les bases premières de la répression. Or, d'après M. THÉVENON, qui s'est bien donné la peine d'un tel effort, « la première justification de la répression du délit, privé ou public, est dans le résultat dommageable, dans le préjudice que l'acte de l'auteur a fait subir à la victime » (1).

Cela correspondrait parfaitement à la mission du droit primitif qui se résumait à une fonction de vengeance réparatrice. Dans ces conditions, il était parfaitement normal que le résultat dommageable soit l'élément

(1) Cf. THÉVENON, « L'élément objectif et l'élément subjectif de l'infraction », *Thèse*, Lyon, 1942, p. 40 et 41.

prépondérant, voire même au début l'élément unique (2), de l'infraction, et cela non seulement dans le domaine de la délinquance involontaire, mais également dans celui de la criminalité dolosive.

20. — Depuis, au fur et à mesure que les bases et les buts de la répression s'éloignaient de la conception primitive d'une réparation vindicative, le rôle du résultat dommageable ne cessait de diminuer sur le plan de la criminalité intentionnelle. Lentement, certes, mais constamment, les autres éléments de l'infraction intentionnelle, à savoir la forme de l'activité matérielle et, surtout, la volonté criminelle de son auteur, se dégagèrent du résultat pour acquérir en droit positif une valeur intrinsèque correspondant à leur propre intensité. Cela s'est traduit par deux phénomènes importants : tout d'abord, on a pu les saisir et les punir indépendamment de la réalisation de leur résultat préjudiciable (tentative) ; ensuite, même dans les cas où leur répression est demeurée subordonnée à la production d'un effet préjudiciable, on leur a réservé un rôle très important dans la fixation de la peine légale.

21. — Si nous avons insisté sur l'évolution de la répression sur le plan de la criminalité intentionnelle, c'était justement pour faire le contraste avec l'infraction fautive, qui, elle, reste toujours obstinément ancrée sur le concept primitif de lésion, à tel point que M. HERZOG s'est cru en mesure de parler d'une « conception néolithique de la sanction pénale », en la matière (3).

Si excessive qu'apparaisse, à première vue, cette affirmation, elle n'est pas pour autant dénuée de tout fondement. Certes, depuis l'époque la plus primitive, on a su introduire le concept subjectif de la faute, et tempérer ainsi l'objectivisme outrancier qui caractérisait la répression de la délinquance par imprudence. Mais il ne faut pas perdre de vue, d'une part, que la place concédée de la sorte par le droit positif à la faute pénale était — et demeure, en principe — assez médiocre, par rapport à l'importance prédominante du résultat dommageable (cf. *supra*, n^{os} 14 à 17) ; d'autre part, que la pratique alarmée devant l'ampleur des ravages de l'étourderie humaine que notre civilisation technique ne cesse d'accroître, s'est mise à ronger par l'intérieur la substance même de la faute, en élargissant inconsidérément — sous prétexte d'efficacité — sa notion, et en amenuisant de la sorte davantage son rôle dans le cadre de l'infraction involontaire (4). Si l'on y ajoute

(2) En effet, dans le Droit primitif, le résultat dommageable, d'une part, résumait l'élément objectif de l'infraction (comparez, par ex., le *furtum* du Droit romain) ; d'autre part, il primait l'élément moral de l'infraction, et c'est pourquoi il n'y avait pas de différence entre l'homicide involontaire et le meurtre. Cf. THÉVENON, *op. cit.*, p. 34, et PANTAZOPOULOS, « Introduction historique aux sources du droit hellénique » (en grec), p. 78. D'après ce dernier écrivain, c'est Dracon qui, le premier, a consacré, en Droit athénien, la distinction entre l'homicide involontaire et le meurtre.

(3) HERZOG, note sous Trib. corr. Lille, 14 nov. 1958, *J.C.P.*, 1959, II, 11.014, II A'.

(4) Voy. la seconde partie de notre thèse.

la tendance explicitement affirmée d'une certaine fraction de la doctrine moderne d'enrayer l'idée même de faute dans ce domaine par l'adoption d'une théorie du risque analogue à celle qui a prévalu en droit civil (5), on pourrait se rendre compte que la distance qui nous sépare de la conception primitive de l'infraction par imprudence n'est pas seulement faible, mais elle risque de diminuer davantage, voire même de disparaître.

22. — Pourtant, ce rapprochement, si valable apparaisse-t-il pour l'essentiel, et si entaché soit-il d'un sens nettement péjoratif dans la pensée de M. HERZOG, ne saurait nous dispenser de chercher les raisons qui ont imposé et qui ont, malgré tout, maintenu la conception de lésion en tant que fondement de l'infraction culpeuse. Bien au contraire, il ne serait pas impensable que certains trouvent, justement dans sa pérennité, une preuve de solidité et un argument supplémentaire en faveur de la notion de lésion (6).

SECTION II. — Essais de justifications théoriques et sociologiques.

§ 1 : L'APPEL FAIT A LA MISSION DU DROIT PÉNAL.

23. — Les partisans les plus ardents des infractions de lésion estiment nécessaire de faire appel à la mission suprême du droit pénal pour étayer leur thèse. Ils soulignent volontiers que le droit pénal vise essentiellement, et avant tout, à défendre par ses sanctions certaines valeurs sociales que le législateur a considérées dignes d'une protection particulièrement vigoureuse ; d'où ils tirent la conclusion, un peu hâtive, que c'est l'atteinte effectivement occasionnée à ces valeurs qui, seule, justifie l'intervention des sanctions pénales. Comme l'écrivait le procureur général belge SERVAIS, « la protection de la vie humaine est un devoir social. Contre quoi la société peut-elle, en principe, légitimement, et doit-elle se défendre ? Contre un acte in se, indépendamment de son résultat, qu'il n'a peut-être pas atteint ? Non pas : ce n'est pas l'acte qui est une nuisance sociale. Ce contre quoi la sanction pénale protège la société, ce sont non de simples actes, mais des faits socialement nuisibles, c'est-à-dire des résultats » (7). Et c'est également cette théorie qui se trouvait à la base des considérations nettement objectivistes qu'a développées avec vigueur M. LEGROS, dans son rapport présenté aux

(5) V. *Infra*, n° 106 à 108.

(6) Cf., par exemple, LEGROS, « Considérations sur les délits d'imprudence », in *Revue de Droit pénal et de Criminologie*, 1958-59, p. 109 et s., spécialement p. 115, note 21.

(7) SERVAIS, « Le meurtre par omission », in *Belg. judic.*, 1927, p. 609 et s.

Journées franco-belgo-luxembourgeoises de science pénale des 7 et 8 novembre 1959 (8).

Ainsi, constatait-il, « le droit pénal n'est pas la morale », mais « un dispositif de sécurité », qui « doit assurer la défense des valeurs sociales », en sanctionnant « des atteintes portées à des valeurs unanimement admises : la vie, la propriété, la vérité... » (9). Par conséquent, ce qui intéresse le droit pénal, c'est bien le résultat dommageable. Il trouve donc parfaitement normal que le « dommage » soit « la condition et la mesure de la condamnation de la faute ». Par contre, « la prise en considération du comportement individuel intéresse surtout les autorités chargées de la *prévention* des infractions d'imprudence. « En d'autres termes — poursuit M. LEGROS — c'est là un aspect *criminologique* du problème. Mais le droit pénal, comme tel, a ses exigences sociales, et, à cet égard, il faut, ici encore, souligner son caractère *objectif* par opposition aux tendances subjectives de la criminologie » (10). Ces considérations ont d'ailleurs amené cet auteur à pousser son objectivisme jusqu'à avancer l'idée d'une théorie du risque en droit pénal, aussi bien pour les infractions fautives, qu'à propos même de la criminalité intentionnelle (11). Sur ce dernier point, qui ne nous intéresse pas spécialement ici, nous aurons l'occasion de revenir plus tard. Nous nous contentons pour le moment d'attirer l'attention sur le fait que « ... Cette objectivation de la répression — ainsi que M. LEGROS a tenu de le souligner — trouve son vrai fondement dans la *défense sociale, défense du patrimoine social*, le premier et parfois le seul à souffrir directement de l'action délictueuse » (12).

C'est donc de l'essence même du droit pénal que découlerait directement, d'après ce premier argument, l'importance du résultat dommageable dans la constitution de l'infraction, ainsi que son rôle prépondérant dans la détermination de la rigueur répressive.

24. — Or, si le point de départ de cette théorie est exact, la conclusion qu'on en a voulu tirer, en faveur de la conception de lésion, n'est pas moins partielle. Le droit en général étant fait pour l'homme, vise, en effet, à protéger et à défendre des valeurs et des intérêts humains. Dans ce but, le droit procède, tout d'abord, à une sélection parmi les multiples intérêts créés par la vie sociale, en érigeant ceux qu'il estime dignes de protection au rang des *biens* ou d'*intérêts juridiques* (13). Mais le droit n'est pas seulement un régulateur de valeurs, il est également, et par sa nature la plus intime, un dispositif de sécurité ou, comme écrivait le grand criminaliste allemand LISZT (14), une « organisation de combat »

(8) LEGROS, « Considérations sur les délits d'imprudence », in *Revue de Droit pénal et de Criminologie*, 1958-59, p. 109 et s.

(9) LEGROS, op. cit., p. 111 et 112.

(10) LEGROS, op. cit., p. 116.

(11) LEGROS, op. cit., p. 116 et s.

(12) LEGROS, op. cit., p. 119.

(13) V. LISZT, « Traité de Droit pénal allemand », Paris, 1911, tome I, § 13, p. 94 et s.

(14) LISZT, op. cit., p. 97 et s.

destinée à garantir et à faire respecter, par des sanctions appropriées, la protection ainsi accordée. Dans cet ordre d'idées, on peut affirmer que le droit pénal étant par sa nature même un droit sanctionnateur, a pour but suprême la défense de ces valeurs sociales, auxquelles MM. LEGROS et SERVAIS faisaient allusion. LISZT, qui a si admirablement analysé ces conceptions, remarquait déjà que « si le droit a pour mission générale la défense des intérêts vitaux humains, le droit pénal a pour mission spéciale la défense renforcée d'intérêts dignes de protection... défense qui a lieu par la menace et l'exécution de la peine... » (15).

25. — Seulement, ces intérêts pénalement protégés, ce patrimoine social, ne constituent pour le droit répressif que *l'objectif*. Objectif que celui-ci peut atteindre de plusieurs façons, dont le choix repose autant sur l'idée de justice que sur le sens de l'efficacité. Une de ces méthodes consiste, en effet, à incriminer des faits qui *lèsent* effectivement un ou plusieurs intérêts juridiques, afin d'éviter de pareilles lésions dans l'avenir. Dans ce cas, la mise en œuvre des sanctions pénales est nécessairement subordonnée à la réalisation de cette atteinte, à la production du « mal du délit » ou du « résultat directement préjudiciable au droit d'autrui », comme disait ORTOLAN (16). De la sorte, les infractions de ce genre comportent obligatoirement un tel résultat, à défaut duquel elles ne peuvent pas se constituer, et c'est là justement ce qui nous permet de le qualifier d'« *infractions de lésion* ».

Cependant, il n'y a là qu'une méthode qui, pour être la plus ancienne et la plus répandue, n'est pas pour autant la forme unique que le droit pénal peut revêtir pour remplir sa mission de défense des intérêts juridiques. En effet, le droit pénal peut, tout en visant le même but, intervenir avant qu'une atteinte soit effectivement portée au préjudice des intérêts sus-mentionnés, et ce, en incriminant des faits ou des comportements humains, voire même des manières de vivre, qui, tout en étant inoffensifs en eux-mêmes, *créent le danger* d'une pareille atteinte et font craindre la réalisation d'une lésion, au sens déjà expliqué. Ainsi, le législateur a été amené à faire, dans une série d'hypothèses, abstraction de l'effet nuisible et punir, par conséquent, le danger d'un tel effet en tant que tel, et indépendamment de sa réalisation effective. Autrement dit, au lieu d'attendre qu'une lésion soit effectuée aux intérêts juridiquement protégés, on frappe dès la « *mise en danger* » de ces mêmes intérêts. Les infractions de cette deuxième catégorie sont généralement connues comme « *infractions de mise en danger* » ou « *infractions de mise en péril* », ou encore comme des « *délits-obstacles* ». Leur notion, ainsi que les modalités de leur mise en œuvre, ne peuvent évidemment pas être étudiées ici. Néanmoins, il nous semble d'ores et déjà acquis que les infractions en question, tout en se différenciant nettement des infrac-

(15) LISZT, op. cit., p. 98 et s.

(16) V. ORTOLAN, « *Éléments de Droit pénal* », 5^e éd., par Desjardins, Paris, 1886, tome I, n^{os} 956 et s.

tions de lésion, visent exactement le même objectif que celles-ci, à savoir la défense de certaines valeurs sociales que le droit estime dignes de protection.

26. — Ce point résolu, ce ne sont que des considérations de politique criminelle qui guideront chaque fois le législateur à choisir tel, plutôt que tel autre, mode de combat, et à confier, en conséquence, la protection d'un certain bien juridique uniquement à des incriminations de lésion ou à organiser en plus une « défense en profondeur » en y ajoutant une ou plusieurs infractions de mise en danger destinées à y jouer le rôle des « ouvrages avancés » (17). De même, ce sont des considérations de politique criminelle qui conduiront le législateur à déterminer, à propos de chaque infraction particulière, l'importance du résultat dommageable ou de la mise en danger par rapport à ses autres éléments constitutifs — spécialement par rapport à l'élément moral — et ce, tant sur le plan de la constitution de l'infraction, qu'en ce qui concerne la rigueur des pénalités qui en découleraient.

Certes, les choix concrets auxquels le législateur aboutit chaque fois, peuvent être critiqués aussi bien sous l'angle de l'idée de justice, que sur le plan de l'efficacité pratique. Cependant, on n'est point autorisé à soutenir que la mission même du droit pénal lui imposerait comme unique moyen de défense les infractions de lésion, et encore moins qu'elle assignerait au résultat lésionnaire une prépondérance quelconque. Il nous semble donc que ce premier argument consistant à faire appel à la défense des valeurs sociales pour justifier l'idée de lésion en tant que base unique des infractions involontaires, ne sert guère la thèse de ceux qui l'ont avancé.

§ 2 : L'ARGUMENT TIRÉ DES EXIGENCES DE L'OPINION PUBLIQUE.

27. — Cependant, ce qui a dû vraisemblablement jouer un rôle déterminant dans l'orientation de la législation vers le résultat dommageable, c'est la *pression de l'opinion publique*, plutôt que des considérations finalistes sur la mission du droit pénal.

En effet, la plupart des auteurs qui ont voulu chercher une explication du phénomène qui nous préoccupe ici, n'ont pas manqué d'observer que l'opinion publique est beaucoup plus sensible envers le résultat nuisible, qu'à l'encontre du comportement fautif. Tout d'abord, « il est permis de faire valoir — avec M. HALLEUX — que le *trouble social* à réparer dépend largement du résultat de l'accident, élément plus spec-

(17) Nous empruntons ces expressions imagées — mais combien réalistes ! — à l'excellente étude de M. LEVASSEUR, « Aspects juridiques de la prévention de l'homicide volontaire », in *La prévention des Infractions contre la Vie humaine et l'Intégrité de la Personne*, 1^{er} vol., p. 45 et s., spécialement p. 48.

taculaire pour le grand public... » (18). Certes, la conduite fautive a sa valeur antisociale propre, qui est, comme nous l'avons vu (19), indépendante de ses suites. Mais ce sont justement ses suites qui, en portant la ruine, la désolation et l'infortune, rendent son caractère antisocial tangible aux yeux de la grande masse et jettent l'alarme au sein du corps social. Cela s'explique par le fait qu'en cas d'infraction, l'opinion publique « apprécie, selon M. DÜNNEBIER, plus le tort que la culpabilité, ainsi qu'en appréciant les exploits juge du succès plus que de l'effort » (20).

Par contre, la faute, aussi grave soit-elle, n'est que difficilement constatable pour quelqu'un qui ne connaît pas toutes les circonstances de la cause, et ne se penche pas systématiquement à leur appréciation. Et ce n'est pas tout. Même si la faute était parfaitement tangible, les réactions du public auraient été sensiblement moins vives que devant une catastrophe due à une faute beaucoup plus légère. C'est, en effet, qu'à la base de notre sensibilité envers le résultat préjudiciable, ne se trouve pas seulement l'horreur devant la gravité du désastre, mais, surtout, ce que M. WELZEL appelle « le sentiment irrationnel, suivant lequel, les choses ne sont pas si graves pourvu que tout se soit encore bien passé » (21).

Ce sont vraisemblablement ces considérations qui ont amené M. LEGROS à conclure, de la façon la plus ferme, que « la foule juge selon les résultats : Morts, blessés... moins d'après la faute, et le peuple a des instincts indélébiles qui ont parfois plus de force convaincante que la froide logique » (22). Chose d'ailleurs assez significative, cette « force convaincante » ne s'exerce pas seulement sur des auteurs qui y chercheraient volontiers un appui supplémentaire à leur orientation objectiviste. Elle se fait également sentir sur la pratique judiciaire, dont l'indulgence extrême envers les comportements fautifs — lorsqu'ils sont punis par la loi, abstraction faite de leurs suites nuisibles — constitue un phénomène presque universel (23). Elle se laisse enfin percevoir par des écrivains

(18) HALLEUX, « Les problèmes posés dans le droit pénal moderne par le développement des infractions non intentionnelles », in *Revue intern. de Droit pénal*, 1961, p. 880 et s., spécialement p. 891. Cf. également SALINGARDES, rapport sous le même titre, op. cit., p. 1193 et s., et plus particulièrement p. 1198 et 1199.

(19). V. *Supra*, n° 9 à 11.

(20) DÜNNEBIER, rapport présenté au VIII^e Congrès de l'Assoc. intern. de Droit pénal (Lisbonne, sept. 1961), in *Revue intern. de Droit pénal*, 1961, p. 911 et s., spécialement p. 915.

(21) WELZEL, « L'imprudence et les délits de la circulation (de la théorie des délits d'imprudence) », in *Revue intern. de Droit pénal*, 1961, p. 985 et s., spécialement p. 1000.

(22) LEGROS, « Considérations sur les délits d'imprudence », in *Revue de Droit pénal et de Criminologie*, 1958-59, p. 109 et s., spécialement p. 114.

(23) Cf. pour le Droit français : LE ROY, « Les contraventions à la police de la circulation routière », in *La Prévention des Infractions contre la Vie humaine et l'Intégrité de la Personne*, 1^{er} vol., p. 255 et s., spécialement p. 258 ; SALINGARDES, « Les problèmes posés dans le Droit pénal moderne par le développement des infractions non intentionnelles », in *Revue intern. de Droit pénal*, 1961, p. 1193 et s., spécialement p. 1199. En ce qui concerne le Droit allemand, on pourrait consulter avec fruit : ABEL, « Les causes principales des

qui, tout en étant convaincus de son caractère irrationnel et défectueux sur le plan théorique, ne soulignent pas moins son importance pratique. Le passage suivant de M. CORNIL est assez significatif : « En théorie, je concède... qu'il vaudrait mieux se dégager de cette préoccupation de l'effet dommageable produit par la faute, mais il serait fort difficile, en pratique, de ne pas tenir compte de la pression de l'opinion publique qui augmente en proportion des conséquences de la faute » (24).

28. — Force nous est donc de reconnaître que la conscience sociale est effectivement motivée par la survenance et les effets de la catastrophe. Mais le vrai problème consiste justement à savoir dans quelle mesure on doit assujettir la justice à cette conscience sociale en y cherchant un guide pour axer et proportionner la répression. A cet égard, la méfiance que la plupart des orateurs ont manifestée — lors des journées franco-belgo-luxembourgeoises de science pénale de 1958 — vis-à-vis du sentiment de l'opinion publique en ce domaine, est assez instructive. M. VERSÈLE, plus particulièrement, s'est élevé avec vigueur contre la prise en considération des sentiments « au contenu extrêmement variable et parfois déconcertant » qui, fussent-ils issus de la conscience sociale, sont « loin de constituer pour le juge un critère certain ». Pour lui, si la conscience sociale réagit, en effet, « aux morts et aux blessures, il s'agit trop souvent d'une réaction primaire, dictée par l'horreur du sang, par le goût de la vengeance... plutôt que par le souci d'une solution juste et efficace » (25). Le doyen RIPERT ne constatait-il pas, sous un angle beaucoup plus général, que la formation de l'opinion publique, loin d'être toujours spontanée, est souvent, dans certains de ses sursauts, « provoquée ou orchestrée par quelques meneurs » (26) ? De son côté, M. HANNEQUART tient à souligner les dangers de partialité auxquels la capitulation du droit positif devant les pressions de l'opinion publique serait susceptible de laisser libre cours. « Celui qui se fie à la conscience sociale, écrit-il dans son excellente étude sur la responsabilité pénale de l'ingénieur, s'expose... à identifier, avec la conviction des mem-

accidents de la circulation routière », in *La Prévention des Infractions involontaires* (8^e cours intern. de criminologie), Bruxelles, 1958, p. 69 et s., et plus particulièrement p. 73 ; MAYER et JACOB, « Typische Unfallursachen in deutschen Strassenverkehr dargestellt an Hand einer statistischen Untersuchung », Bad Godesberg, 1^{er} vol., p. 185. Pour ce qui est, enfin, du *Droit belge*, cf., à propos de l'art. 422 C.P. belge : ADAM, « La prévention des infractions et des accidents de chemin de fer », in *La Prévention des Infractions involontaires* (8^e cours intern. de criminologie), Bruxelles, 1958, p. 111 et s., spécialement p. 111 et 112.

(24) CORNIL, « La répression des infractions dites involontaires », dans *Revue de Droit pénal et de Criminologie*, 1957-58, p. 695 et s., spécialement p. 704.

(25) Cf. VERHAEGEN, « Chronique des journées franco-belgo-luxembourgeoises de Science pénale » (Paris, 7 et 8 nov. 1958), dans la *Revue de Droit pénal et de Criminologie*, 1958-59, p. 786 et s., spécialement p. 787. Dans la même chronique on pourra voir les opinions convergentes d'autres orateurs, et en particulier l'intervention de M. l'Avocat général VAN DEN BRANDEN DE REETH (p. 788).

(26) On pourra toujours consulter avec fruit les savantes analyses que le regretté Doyen RIPERT a consacrées à l'action des forces sociales sur la législation, et plus particulièrement à la notion et au rôle de l'opinion publique, dans son dernier livre, « Les forces créatrices du Droit », Paris, L.G.D.J., 1955, nos 34 à 44, spécialement n° 36.

bres de la communauté humaine, les assertions unilatérales d'un groupe plus cohérent et plus revendicatif. Le danger est grand, car les manifestations de solidarité humaine n'émanent pas toujours de la noblesse d'âme. Les oppositions des classes sociales... n'y sont pas toujours étrangères. L'accident sera parfois l'occasion de libérer certaines rancœurs » (27). En dehors même de cet antagonisme d'intérêts et de rancunes partisans, il y a, à la base de cette sensibilité envers le résultat dommageable, d'autres motifs qui, pour être plus désintéressés, ne constitueraient pas moins un facteur puissant de partialité. C'est que « la souffrance des uns et l'émotivité mêlée à la commiseration des autres inclinent — comme l'observe avec finesse M. HANNEQUART — les consciences et surtout les subconsciences à la partialité » (28).

29. — Nous ne pouvons donc cacher notre scepticisme quant à la valeur attribuée par certains à la conscience sociale dans ce domaine. Et cela d'autant plus que nous entrons dans une période qui, par son caractère technique chaque jour plus accentué, multiplie presque à l'infini les sources de danger. Devant cette transformation irrésistible des structures de notre vie quotidienne et la généralisation effrayante des méfaits de notre étourderie qui s'ensuit, une importante partie de l'opinion publique commence à se dégager du concept de lésion pour prendre conscience de la nécessité d'une lutte directe et systématique contre les causes les plus redoutables du mal. La preuve se trouve dans la progression très nette que connaissent en ce moment les incriminations de la « mise en danger », dans ses formes les plus diverses, ainsi qu'à l'accueil explicitement favorable que leur réserve la majorité de la doctrine (29). Certaines réactions très récentes de la jurisprudence, se caractérisant par une régression assez significative de l'indulgence traditionnellement démontrée envers les infractions de cette catégorie, ne font d'ailleurs que confirmer cette évolution (30).

Certes, « notre génération conserve encore — comme le constate avec justesse M. WELZEL — un pied dans le monde prétechnique, et c'est pourquoi elle n'adapte que lentement et difficilement ses jugements

(27) V. HANNEQUART, « La responsabilité pénale de l'ingénieur », Liège, 1959, p. 19.

(28) HANNEQUART, op. cit., loc. cit.

(29) Pour éviter les redites, nous nous permettons de renvoyer *Infra*, n° 130.

(30) Cf. sommairement LEVASSEUR, « Le nouveau régime répressif des infractions contre l'intégrité corporelle d'autrui », *J.C.P.*, 1959, n° 1515, 30° ; LE ROY, « Les contraventions à la police de la circulation », in *La Prévention des Infractions contre la Vie humaine et l'Intégrité de la Personne*, 1^{er} vol., p. 255 et s., spécialement p. 258 ; HERZOG, « Les responsabilités pénales susceptibles de naître des accidents de la circulation », rapport présenté aux deuxièmes journées juridiques franco-polonaises (Varsovie-Poznan, 1961) (ronéotypé), p. 11. En ce qui concerne la pratique judiciaire allemande, M. WELZEL nous révèle que « la statistique fédérale allemande fait état, pour 1957, de 25.000 condamnations rien qu'au titre du § 316, al. 2 », du Code pénal allemand, qui punit d'un emprisonnement de 2 ans au maximum ou d'une amende tout individu qui, par imprudence, aura, par un des comportements décrits dans l'art. 315 a, « *compromis la sécurité de la circulation routière et aura de ce fait provoqué un danger public* ».

de valeur à l'accroissement de la responsabilité sociale de l'homme » (31). Et puis, il ne faut pas perdre de vue que l'opinion publique constitue dans son ensemble une force essentiellement conservatrice, qui aurait plutôt tendance à s'accommoder du droit existant, qu'à se porter vers des réformes importantes (32).

Cependant, la transformation radicale des conditions de notre vie quotidienne, effet de l'accélération irrésistible du progrès scientifique et de son utilisation technique, a bouleversé les données sur lesquelles se fondaient les jugements de valeur dans la conscience sociale. La propagation et la « vulgarisation » des énergies contenues dans la matière (33), et l'accroissement constant des dangers que le moindre relâchement de diligence est susceptible de déclencher et dont le dénouement ultérieur semble échapper largement à la maîtrise de l'homme, ont puissamment contribué à attirer l'attention du public vers le comportement fautif, source créatrice du risque encouru. Dans ces conditions, et même si ce n'est qu'une partie seulement de la population qui a su se dégager du résultat dommageable pour porter sa réprobation directement à la conduite fautive de l'individu, il nous semble que le mode de jugement traditionnel, axé sur le concept de lésion, commence à être déjà sérieusement ébranlé dans la conscience sociale au sens le plus large.

30. — Ces considérations nous permettent de conclure que les tenants du système de lésion dans l'organisation de la répression de l'imprudence n'ont pas seulement surestimé le rôle de l'opinion publique en ce domaine ; ils ont également méconnu les orientations les plus récentes et les plus saines de la conscience sociale.

SECTION III. — Le recours à des raisons de praticabilité.

§ 1 : LE PROBLÈME ET LA PREUVE.

31. — En dehors même de ces explications théoriques et sociologiques, ce qui a été particulièrement décisif, ce qui a dû déterminer le législateur à subordonner l'ouverture et l'ampleur de la répression à la survenance de tel ou tel effet préjudiciable, c'étaient surtout des raisons de praticabilité se ramenant à la difficulté, voire même à une prétendue impossibilité, d'établir la faute et d'en mesurer la gravité, autrement qu'à travers ses résultats lésionnaires. C'est, en d'autres termes, la délicate question de la preuve qui a, en effet, des exigences propres dont tout législateur doit nécessairement tenir compte s'il veut faire œuvre réaliste.

(31) WELZEL, op. cit., p. 1012.

(32) Cf. RIPERT, « Les forces créatrices du Droit », Paris, 1955, n° 36, p. 97.

(33) Comme écrivait M. BEKAERT, « Circonstances aggravantes de l'imprudence », in *Revue de Droit pénal et de Criminologie*, 1954-55, p. 235 et s., spécialement p. 240.

M. GALLET a particulièrement insisté, dans sa brillante thèse de doctorat, sur l'« impossibilité matérielle de qualifier, de définir en dehors de ses résultats dommageables l'imprudence commise », et y a vu le véritable obstacle qui s'opposerait à l'abandon du concept de lésion en la matière (34). Et pourtant, il s'agissait d'un écrivain qui avait critiqué très sévèrement le système de lésion, et dénoncé avec force son caractère irrationnel et « contraire aux exigences légitimes de l'utilité sociale » (35). L'exemple de M. GALLET n'est pas d'ailleurs unique, car il n'est pas le seul à voir ses convictions se heurter au problème de la preuve. De nos jours même, M. CORNIL y voit un obstacle insurmontable devant lequel s'estompent ses objections théoriques à l'encontre du concept de lésion. Ainsi, après avoir affirmé qu'« en théorie... il vaudrait mieux se dégager de cette préoccupation de l'effet dommageable produit par la faute... », il s'empresse de souligner que « ... si l'on décidait de mesurer la sanction sur la seule base de la faute, on se trouverait fort embarrassé dans la plupart des cas. La gravité de la faute elle-même, poursuit-il, ne s'établit qu'à la lumière des conséquences qu'elle a produites » (36).

Cette conception est tellement répandue qu'on la rencontre même chez des auteurs qui, tout en ayant dépassé ce stade des desiderata théoriques pour réclamer l'instauration effective immédiate d'une répression fondée sur la mise en danger fautive, ne tiennent pas moins à souligner que l'absence de résultat nuisible constituera une gêne considérable sur le plan de la preuve à administrer. « L'effet, observe à cet égard M. BRUNHES, avait un grand avantage : il était révélateur de la faute. Comment va-t-on la saisir indépendamment de lui ? C'est la difficile question de la preuve : il s'agit de découvrir un critère autre que la mort ou les blessures et susceptible de déceler l'imprudence » (37).

32. — Pourtant, si enracinée soit-elle dans les esprits la conviction sur la valeur probatoire du résultat dommageable, elle ne nous semble pas pour autant fondée sur la réalité des choses. De l'analyse de l'imprudence, à laquelle nous nous sommes déjà livrés, il résulte, en effet, nettement que l'existence de la faute, aussi bien que sa gravité, peuvent et doivent, en bonne technique juridique, être établies abstraction faite du résultat effectivement produit (38).

(34) Tout au moins en ce qui concerne l'imprudence inconsciente. Cf. GALLET, « La notion de la tentative punissable », *Thèse*, Caen, n° 65, p. 114 à 119.

(35) V. GALLET, *op. cit.*, p. 103 et 105 à 108.

(36) CORNIL, « La répression des infractions dites involontaires », in *Revue de Droit pénal et de Criminologie*, 1957-1958, p. 695 et s., spécialement p. 704.

(37) BRUNHES, « L'imprudence devant la loi pénale », *Thèse*, Dijon, 1932, p. 161.

(38) Cf. *Supra*, notamment n°s 9 et 10. Des développements plus détaillés sur ce sujet, notamment sur les éléments précis de la preuve à administrer dans l'hypothèse d'une répression faisant abstraction du résultat dommageable

Dans ces conditions, l'absence de résultat dommageable, loin de rendre impossible la preuve de la faute, serait au contraire susceptible d'inciter à une meilleure appréciation de sa substance. Car il ne faut pas oublier qu'en présence d'une lésion effectivement occasionnée, diverses contingences peuvent influencer — et influent souvent en réalité — sur l'appréciation de la faute. L'émotion devant le sinistre accompli et le souci d'assurer une indemnisation à la malheureuse victime en particulier, n'inclinent-ils pas parfois le juge à « découvrir » une faute pénale là où il n'y avait qu'une erreur de conduite parfaitement compréhensible et nullement coupable ?

Par contre, quand on réprime la faute en elle-même, de telles contingences disparaissent automatiquement pour laisser le terrain libre à des investigations judiciaires beaucoup plus sereines, justes et orthodoxes.

Ainsi le résultat dommageable, non seulement n'est pas de nature à révéler l'imprudence de l'agent, mais il contribue souvent à fausser gravement son appréciation normale. Ce danger commence à devenir particulièrement sensible, au point que M. BODSON n'a pas hésité à avancer l'idée que le juge devrait toujours se poser la question suivante : « Est-ce que je condamnerais si j'étais en présence du seul comportement litigieux, abstraction faite de l'ensemble des suites dommageables ? » (39).

§ 2 : L'EXIGENCE DES GARANTIES CONTRE LE DANGER D'ARBITRAIRE.

33. — A cet argument de preuve se greffe tout naturellement un autre relatif au *danger d'arbitraire* contre lequel le système actuel de lésion opposerait une garantie solide. M. HALLEUX, qui ne ménage pourtant point ses critiques à l'encontre de la conception légale de l'infraction culpeuse, ne lui accorde pas moins le mérite d'un tel avantage. « Qu'elle soit le résultat d'un calcul, ou seulement d'une politique empirique, écrit-il, la solution légale actuelle n'a rien de cartésien, mais elle présente au moins l'avantage d'éliminer toute discrimination arbitraire » (40).

pour ne viser que le comportement fautif de l'individu, sortent évidemment du cadre de notre travail. Ils auraient certainement leur place dans une étude systématique des infractions de mise en péril. Ici, nous nous bornons à renvoyer le lecteur à ce que nous avons écrit précédemment sur la notion de la faute, et dont il ressort clairement que, de toutes façons, les suites matérielles de l'action fautive, n'ont absolument rien à faire dans l'établissement et l'appréciation de la faute pénale d'imprudence, donc dans l'administration de sa preuve. Cf. également *Infra*, n° 37.

(39) BODSON, « La prévention des infractions involontaires en matière de circulation sur route », in *La Prévention des Infractions involontaires* (8^e cours international de criminologie), Bruxelles, oct. 1958, p. 83 et s., spécialement p. 99. Pourtant, il s'agit d'un écrivain nettement orienté, par ses fonctions mêmes (il est ministre de la Justice, des Transports et des Travaux publics du Grand Duché de Luxembourg), vers la pratique plutôt que vers l'abstraction théorique.

(40) HALLEUX, « Les problèmes posés dans le Droit pénal moderne par le développement des infractions non intentionnelles », dans la *Revue intern. de Droit pénal*, 1961, p. 880 et s., spécialement p. 891. Cf., dans le même sens, LEGROS, « Considérations sur les délits d'imprudence », in *Revue de Droit pénal et de Criminologie*, 1958-59, p. 109 et s. et plus particulièrement p. 116, note 26, et 119.

34. — Cependant, la portée de cet argument dépend largement de la valeur probatoire du résultat dommageable pour l'appréciation judiciaire des autres éléments de l'infraction qui, eux aussi, jouent — et doivent, en bonne technique juridique, jouer davantage — un rôle déterminant dans l'établissement et la gradation de la responsabilité pénale en ce domaine. Or, cette valeur probatoire si longtemps attribuée à l'effet préjudiciable de l'infraction culpeuse étant nulle (41), le danger d'arbitraire devient illusoire. Car il serait absolument contradictoire d'exhorter le juge d'apprécier — pour des raisons d'équité aussi bien que par souci d'efficacité — le comportement fautif de l'individu d'après sa valeur intrinsèque (42) et sans tenir nullement compte de résultat survenu, d'un côté ; et de se lever, sous prétexte d'éviter des discriminations arbitraires, contre de pareilles méthodes d'investigation, de l'autre côté.

D'ailleurs, il ne faudrait pas se dissimuler une chose : en voulant échapper à tout prix à l'emprise du pouvoir discrétionnaire du juge, on se soumet volontiers aux caprices inexorables du hasard qu'on érige de la sorte en arbitre suprême de la répression de l'imprudence (43) !

SECTION IV. — L'espoir que l'incrimination du résultat dommageable est en mesure d'exercer une influence décisive sur le comportement même de l'homme.

35. — La conception de lésion se fonde enfin sur l'espoir qu'en incriminant le résultat préjudiciable, on arrivera à influencer en fait l'attitude de l'individu et éveiller, chez celui à qui la menace de la peine s'adresse, « un effort plus efficace de prudence et de prévoyance » (44). « Par menace d'une peine, par la réalisation de cette menace lorsque la défense a été méconnue, écrit M. GALLET, le législateur espère déterminer les individus à s'abstenir de ces actes d'imprudence qui satisfont peut-être leur intérêt ou leur fantaisie, mais qui mettent en danger la personne ou les biens de leurs semblables » (45). Et c'est justement cette espérance qui permet au législateur de se montrer généreux en accordant à l'individu la « faveur de lui compter seulement les résultats acquis » (46).

Ce que le droit positif vise avant tout et veut atteindre, par le truchement de l'incrimination du résultat dommageable, c'est le compor-

(41) D'après ce que nous avons écrit, *Supra*, n° 32.

(42) Cf. BODSON, op. cit. (*Supra*, n° 32), et HALLEUX lui-même, op. cit., p. 894.

(43) Sur le caractère aléatoire de la répression en cette matière. Cf. *Infra*, n° 37 et s.

(44) V. GARRAUD (René), « Traité théorique et pratique de Droit pénal », 3^e éd., tome V, n° 2056.

(45) GALLET, « La notion de la tentative punissable », *Thèse*, Caen, 1898, p. 105.

(46) V. LEGROS, « Considérations sur les délits d'imprudence », *Revue de Droit pénal et de Criminologie*, 1958-59, p. 109 et s., spécialement p. 116.

tement fautif qui est non seulement la cause génératrice du préjudice produit, mais aussi le seul élément en qui réside et s'incarne la criminalité de l'individu. Si, par conséquent, la loi n'attache la répression qu'à la seule réalisation effective d'une lésion, c'est parce qu'elle y a vu l'unique moyen pour mener une lutte juste et efficace contre les sources du mal. Mais encore reste-t-il à savoir si ce moyen est, en fait, approprié à remplir la mission en vue de laquelle il a été choisi, et ce, tant sur le plan de l'équité que sur celui de l'efficacité. Et c'est justement par là qu'on pourra, en fin de compte, porter un jugement de valeur sur la conception de l'infraction culpeuse et la notion de lésion qui la caractérise.

TROISIEME CHAPITRE

EXAMEN CRITIQUE DE LA CONCEPTION CLASSIQUE DE L'INFRACTION PAR FAUTE

36. — Dans les conditions étudiées plus haut, il nous semble absolument nécessaire d'examiner d'une part, si les infractions de lésion satisfont aux exigences de la justice en répartissant d'une façon équitable la responsabilité pénale pour faute, et d'autre part si — et dans quelle mesure — la coaction psychologique contenue virtuellement dans la menace de leurs pénalités est apte à endiguer efficacement le flot montant de la criminalité par imprudence. C'est donc sous ces deux angles que nous essayerons d'apprécier, dans les sections qui vont suivre, le système traditionnel des infractions de lésion dans le domaine de la délinquance dite involontaire.

SECTION I. — Le caractère aléatoire de la répression et ses répercussions sur le plan de l'équité.

37. — La conception de lésion qui se trouve toujours à la base du système légal fait, comme nous l'avons déjà vu (1), que l'intervention de la répression, ainsi que sa rigueur, soient subordonnées à la survenance d'un résultat dommageable et proportionnées, en plus, à sa gravité objective.

Or, il se trouve que ce résultat — tout en étant étroitement lié à l'action imprudente dont il est en quelque sorte la matérialisation

(1) Cf. *Supra*, notamment n° 13 à 17.

extérieure (2) — ne subit pas moins les aléas incontrôlables des facteurs multiples, étrangers à cette action humaine, et dont dépend finalement sa réalisation aussi bien que son étendue. De la sorte, le même comportement fautif peut, suivant les caprices du hasard ou la tournure fortuite des événements, occasionner la mort d'une ou de plusieurs personnes, provoquer des blessures graves ou légères, ou s'avérer en fait absolument inoffensif. En plus, il se peut que, d'un comportement à peine dangereux et très légèrement coupable, découlent des conséquences nuisibles effroyables, tandis qu'une faute particulièrement lourde — par le danger qu'elle fait déclencher et l'insouciance dont son auteur fait preuve — peut ne provoquer que des lésions insignifiantes ou encore demeurer sans aucune suite préjudiciable.

Il n'y a là que des constatations qui relèvent du sens commun. La doctrine n'a pas manqué de souligner le caractère aléatoire et purement fortuit de l'effet dommageable de l'infraction par imprudence, et il y a une telle concordance d'avis sur ce point que toute démonstration nous semble superflue (3).

Mais, s'il en est ainsi, le résultat de l'infraction n'est susceptible de refléter ni le danger objectif créé par l'activité matérielle de l'agent, ni la culpabilité subjective de celui-ci. Entre ces éléments — formant ce qu'on appelle de plus en plus fréquemment « le comportement fautif de l'individu » (4) — et le résultat, lésionnaire ou non, survenu, il n'y a pas une correspondance certaine qui permettrait d'estimer les premiers sur la base de ce dernier. Par contre, ce qui serait intéressant à relever, c'est que les rapports de puissance résultant des structures mêmes de notre civilisation technique rendent de plus en plus illusoire la croyance en une telle correspondance. « De nos jours, observe avec beaucoup de perspicacité M. SALINGARDES, l'importance du machinisme, la force des moyens techniques que l'on prétend domestiqués, fait que des résultats redoutables peuvent découler de gestes à peine perceptibles et d'inattentions légères... par contre, de nombreux éléments étrangers au délin-

(2) C'est par là que le résultat de l'infraction se différencie de divers faits objectifs simples et de certaines conditions objectives de la punissabilité. Cf. THÉVENON, « L'élément objectif et l'élément subjectif de l'infraction », *Thèse*, Lyon 1942, p. 33 et 49 à 52; WELZEL, « L'imprudence et les délits de la circulation (de la théorie des délits d'imprudence) », in *Revue intern. de Droit pénal*, 1961, p. 985 et s., spécialement p. 1000.

(3) Cf., à titre tout à fait indicatif, ORTOLAN, « Eléments de Droit pénal », 5^e éd., par Desjardins, tome I, n° 979; GALLET, « La notion de tentative punissable », *Thèse*, Caen, 1898, p. 105 et s.; BRUNHES, « L'imprudence devant la loi pénale », *Thèse*, Dijon, 1932, p. 156 à 158; HERZOG, « Intervention au Colloque international tenu à Paris sous le patronage de l'U.N.E.S.C.O., le 8 janvier 1958, in *Bulletin de la Société internationale de Criminologie*, 1958, p. 255; LE ROY, « Les contraventions à la police de la circulation routière », in *La Prévention des Infractions contre la Vie*, etc., tome I, p. 255 et s., spécialement p. 256 et 257; DELITALA, « La prévention des infractions involontaires contre la vie humaine et l'intégrité de la personne », rapport de synthèse au IV^e Congrès intern. de Défense sociale (Milan, 1956), in *Actes de ce Congrès*, tome I, p. 549 et s., spécialement p. 550 et 559, etc.

Cf. également, *Supra*, n° 10.

(4) Dans le sens déjà défini, *Supra*, n° 3 à 11.

quant peuvent intervenir pour atténuer ou supprimer les conséquences de la faute pourtant lourde de l'agent » (5).

38. — Subordonner, dans ces conditions, la répression et proportionner sa rigueur à des éléments aussi fortuits que la réalisation ou non d'une lésion illicite ou son étendue effective, équivaut à ériger le hasard en arbitre suprême de la responsabilité pénale en la matière. Du même coup, on blesse sérieusement l'idée de justice en méconnaissant largement son impératif élémentaire selon lequel tout jugement de responsabilité pénale doit être fondé sur la culpabilité de l'homme.

Rien, en effet, n'est plus contraire à l'équité que de répartir la responsabilité en fonction des événements accidentels, étrangers à la conduite réelle de l'homme. Charger d'une lourde responsabilité l'auteur d'un fait dont les suites préjudiciables ont atteint un coefficient 10, et dont le comportement n'est coupable qu'au degré 1 ; tenir hors de tout reproche l'auteur d'un fait resté, par le pur effet du hasard, sans suites dommageables, encore que son défaut de diligence a atteint un coefficient 10, ou lui faire endosser une responsabilité minime dans le cas où le résultat de son attitude fautive atteindrait le coefficient 1 ou 2 : Voilà une série de discriminations légales qui ne sauraient en aucune façon être conformes à l'idée de la justice que prétendent pourtant et avant tout satisfaire les partisans du système actuel des infractions de lésion. M. ALTAVILLA ne manqua pas de rappeler, dans son rapport de synthèse destiné au VIII^e Congrès international de droit pénal, ces vérités premières. « ... la nature du droit pénal, écrivait-il, se refuse à créer des différences aussi importantes dues à des contingences étrangères à l'élément psychico-régulateur de la conduite, en sorte que la gravité du délit devrait se rapporter à la gravité de la faute, pour une raison de justice » (6).

Il ne pourrait, en effet, en être autrement, vu que ce qui dépend en définitive de l'homme, ce n'est pas d'éviter ou même de tempérer les conséquences de son attitude fautive, mais de faire un usage normal de ses aptitudes pour conformer son activité aux normes impératives imposées par la prudence. Le reproche qu'on serait alors fondé de lui adresser ne peut se rapporter qu'à son attitude et ne peut être intensifié qu'en fonction de l'écart de celle-ci par rapport à celle qu'il devait et pouvait adopter, ainsi qu'au degré de l'insouciance, de la désinvolture ou de la

(5) SALINGARDES, « Les problèmes posés dans le droit pénal moderne par le développement des infractions non intentionnelles », in *Revue intern. de Droit pénal*, 1961, p. 1193, spécialement p. 1199. Dans le même sens, LEBRET, rapport publié dans la même revue, p. 1059 et s., spécialement p. 1061 et 1062.

(6) ALTAVILLA, « Les problèmes posés dans le Droit pénal moderne par le développement des infractions non intentionnelles », in *Revue intern. de Droit pénal*, 1961, p. 802. Cf. également LEBRET, rapport publié dans la même revue, p. 1062 ; CHAVANNE ne cache également pas son indignation devant « ce paradoxe choquant, à savoir que la même faute, le même comportement antisocial entraîne des conséquences répressives totalement différentes, en fonction du résultat obtenu ». V. son rapport introductif présenté au Colloque du XXV^e anniv. de la Rev. de Sc. crim., même Revue, 1962, p. 241, spécialement p. 248.

témérité qui ont, en fait, motivé sa déviation du droit chemin. C'est donc en son comportement fautif que réside et s'incarne, pour ainsi dire, la criminalité de l'individu et ce n'est que sur cette base qu'on devrait fonder en droit sa responsabilité pénale. Malheureusement, le droit positif traditionnel permet très difficilement un tel mode de répartition de la responsabilité.

Certes, le pouvoir d'appréciation dont le juge est doté, constitue déjà un facteur d'assouplissement, mais pour des raisons multiples (7) il ne peut pas jouer — et il ne joue pas en réalité — un rôle décisif dans le sens souhaité. M. SALINGARDES, qui pourtant fait un effort remarquable pour souligner l'importance de ce procédé, a été amené à reconnaître franchement son insuffisance (8).

39. — Force nous est donc de reconnaître que le système traditionnel articulé sur le concept de lésion, est loin de satisfaire aux exigences légitimes de l'équité. Serait-il alors en mesure de mener une lutte au moins efficace contre les méfaits de notre étourderie, que l'évolution des conditions de la vie moderne rend de plus en plus nombreux et effrayants ? Bien qu'il ne soit pas, en principe, de bon augure que la recherche de l'opportunité se fasse au détriment de l'idée de justice, il y aurait tout de même là, à l'actif du système classique, un avantage certain, capable de compenser largement l'iniquité éventuelle de certaines de ses solutions. On ne peut se passer, par conséquent, d'un examen attentif du système légal sous l'angle de l'efficacité pratique, si l'on veut porter un jugement de valeur à son égard. C'est là l'objet des développements qui vont suivre.

SECTION II. — Le caractère aléatoire de la répression et son incidence sur le plan de l'efficacité.

40. — Ainsi que nous l'avons déjà fait remarquer, le système légal implique nécessairement la réalisation effective d'une lésion, de telle sorte que son appareil sanctionnateur ne peut intervenir que si l'action imprudente a occasionné un des résultats dommageables prévus et punis par la loi pénale.

Or, la survenance d'un tel effet dépend largement, comme il a été exposé plus haut (cf. *supra* n° 37 et s.), du facteur « hasard ». L'agent peut par conséquent sans crainte entreprendre des actions éminemment dangereuses et lourdement coupables, il peut afficher aux yeux de tous sa légèreté et son manque d'égards criminels envers la vie et les

(7) Certaines de ces raisons ont été déjà exposées plus haut (*Supra*, n° 14). Pour le reste, qu'il nous soit permis de renvoyer à la seconde partie de cette thèse.

(8) SALINGARDES, *op. cit.*, et notamment p. 1200.

autres biens juridiquement protégés de ses semblables : rien de fâcheux ne saurait lui arriver aussi longtemps que le sort lui sourit en couronnant d'un succès immérité ses folles audaces. La loi pénale attend patiemment la production d'un préjudice illicite, principalement une atteinte à la vie ou à l'intégrité corporelle d'autrui, pour s'intéresser à sa conduite fautive. La réaction répressive ancrée sur la conception du sacrifice humain nécessaire (9) ne se manifeste que tardivement. Entre temps, on permet à l'individu d'accumuler sans scrupules ses entreprises imprudentes, de s'accoutumer tranquillement au goût du risque et de répandre autour de lui le mauvais exemple. On risque même de l'encourager dans sa désinvolture coupable. « Avec le système actuel, observe pertinemment M. BRUNHES, l'audacieux sans scrupule évitera la peine aussi longtemps qu'un sort favorable lui aura épargné d'être la cause d'un homicide ou de blessures ; il sera ainsi encouragé dans son insouciance égoïste, et, grisé par sa propre chance, il ne cessera de devenir de plus en plus dangereux par la confiance accrue qu'il aura en lui-même » (10).

En liant la répression à la seule réalisation de la lésion redoutée, on s'interdit toute action répressive directe contre les causes, les moyens et les prodromes du mal, action qui pourrait cependant, sinon tarir les sources, au moins devancer souvent l'attitude imprudente et prévenir ses effets avant qu'il ne soit trop tard.

41. — L'œuvre de la prévention est donc uniquement confiée — nous serions même tenté de dire : abandonnée — à la force préventive des pénalités comminées pour le cas où le comportement fautif aurait en fait occasionné la lésion incriminée. La menace d'une peine et la crainte de se la voir éventuellement infliger créeraient une sorte de coaction psychologique capable de détourner l'individu de toute action fautive susceptible de provoquer des lésions et d'amener, par voie de conséquence, l'application effective de la peine comminée par la loi. D'ailleurs, l'exécution effective de la peine infligée à celui qui passerait outre, serait à même de raffermir la menace légale aux yeux de tous (prévention générale), et plus particulièrement à l'égard du condamné (prévention spéciale). Si l'on se contente, par conséquent, d'incriminer le résultat dommageable, c'est parce qu'on espère exercer par là une influence modératrice sérieuse sur le comportement même de l'individu et parvenir à une diminution de pareils résultats dans l'avenir.

42. — Cependant, il se trouve qu'en réalité des raisons propres à la nature des infractions dites involontaires neutralisent la coaction

(9) Cf. BEKAERT, « Circonstances aggravantes de l'imprudence », in *Revue de Droit pénal et de Criminologie*, 1954-55, p. 235 et s., spécialement p. 239 et « De l'infraction non intentionnelle », in *La Prévention des Infractions involontaires*, Brux., 1958, p. 42.

(10) BRUNHES, « L'imprudence devant la loi pénale », *Thèse*, Dijon, 1932, p. 157. Cf. également le brillant rapport d'ABEL, présenté au 8^e cours intern. de criminologie, « Les causes principales des accidents de la circulation routière », p. 69 et s., spécialement p. 71.

psychologique traditionnellement attribuée à la peine sanctionnant la production de la lésion illicite, et rendent largement illusoire son effet préventif (11).

Pour se convaincre, on n'a qu'à se rappeler brièvement la notion même de l'imprudence. Nous avons, en effet, établi plus haut (v. supra, notamment, n° 9) que l'infraction involontaire est en réalité un délit de risque que son auteur assume, soit inconsciemment parce qu'il ne s'en rend pas compte et ne songe pas à ses suites nuisibles possibles (imprudence inconsciente), soit consciemment et malgré la prévision d'une éventualité préjudiciable, parce qu'il espère à tort que cette dernière ne se réalisera pas (imprudence consciente). Dans les deux cas, l'individu imprudent ne veut et n'accepte pas la production du résultat dommageable, qu'il est le premier à déplorer très sincèrement. S'il était par avance certain que son acte aboutirait à l'effet illicite survenu, il s'en serait incontestablement abstenu. Cela résulte de la définition même de l'imprudence, et s'il n'en est pas ainsi dans une hypothèse quelconque, c'est qu'il ne s'agirait plus, en réalité, d'un cas de faute, mais de dol criminel.

43. — Dans ces conditions, il est peu probable que, dans l'hypothèse de la *faute inconsciente*, l'individu qui ne songe même pas à la possibilité d'une lésion quelconque soit retenu par la menace de la peine qui s'attacherait à cette lésion. Pour qu'il se rende et tienne compte de la peine, il lui aurait fallu prévoir auparavant l'éventualité d'une lésion dont la réalisation est seule susceptible de lui faire encourir cette peine. Or, une telle prévision est exclue à son égard.

Certes, la menace d'une peine pourrait justement inciter un tel individu à un effort, soit conscient, soit le plus souvent inconscient, de prévoyance (12). Cependant, cet effet est en réalité assez médiocre, et ce, pour la bonne raison que la perspective d'un résultat dommageable éventuel qui, souvent, compromettrait la vie ou l'intégrité corporelle de l'imprudent lui-même, de sa famille ou des personnes auxquelles celui-ci s'intéresse vivement, est déjà de nature à exercer sur lui une contrainte psychologique de loin plus sérieuse que la crainte d'une peine modeste, aléatoire et lointaine, susceptible de lui être infligée. De la sorte, la menace d'une peine liée à la survenance d'un résultat nuisible n'est pas de nature à ajouter grand'chose à l'effet préventif que la perspective d'un tel résultat exerce par elle-même et indépendamment de toute

(11) Contra LEGROS, « Considérations sur les délits d'imprudence », dans la *Revue de Droit pénal et de Criminologie*, 1958-59, p. 109 et s., spécialement p. 123. D'après cet auteur, la peine aurait, au contraire, un effet plus intimidant dans la matière des délits non intentionnels qu'à propos des délits intentionnels, et ce, pour la bonne raison qu'« il est plus facile d'agir sur une volonté sans but ». Cf. aussi, dans le même sens, CHAVANNE, « Le problème des délits involontaires », in *Revue de Sc. crim.*, 1962, p. 241 et s., en particulier p. 244 et 245.

(12) Cf. CORNIL, « La répression des infractions dites involontaires », in *Revue de Droit pénal et Criminologie*, 1957-1958, p. 695 et s., spécialement p. 709.

pénalité s'y rapportant. Si l'on ne peut donc nier complètement la valeur préventive de la peine comminée par la loi, on ne doit pas non plus surestimer sa portée.

44. — Est-ce que l'effet préventif de la sanction pénale serait au moins plus important à propos de la *faute consciente* ? Le caractère volontaire de l'acte accompli, la conscience du danger assumé, la prévision de l'éventualité d'une issue lésionnaire et, par conséquent, répréhensible — éléments propres à l'imprudence consciente — seraient à première vue de nature à rendre l'individu beaucoup plus sensible à la menace de la peine (13). Cependant, la notion exacte de l'imprudence consciente et la psychologie de son auteur, nous permettent de répondre par la négative. En effet, si l'agent passe outre à la prévision du danger, engendré par son activité, c'est uniquement parce qu'il est animé — d'une façon certes téméraire, mais réelle — par l'espoir qu'il n'y aura finalement pas de lésion illicite.

On pourrait dissenter longuement sur la motivation psychologique de cet espoir. Celui-ci peut s'expliquer par le *goût du risque* qui se manifesterait, ainsi qu'il a été finement observé par M. GRASSBERGER, « ... par une tendance, voisine à celle du jeu, de se rendre dans une situation dangereuse dont la maîtrise semble promettre une satisfaction extraordinaire » (14). Dans ce cas, il s'agirait plutôt d'un espoir actif, l'agent se remettant à ses propres aptitudes pour conjurer le péril assumé (15). Dans d'autres cas, il s'agirait d'un espoir passif (15) qui se caractériserait par la *confiance accrue à sa bonne étoile*, l'agent ressemblant plutôt, d'après M. HERZOG, à un « joueur que berce l'éternel mirage de la chance », et qui accepterait « d'être éventuellement dangereux, mais avec la fausse certitude de ne jamais l'être effectivement... » (16). En dehors même de ces déficiences morales que représentent le goût du risque et la passion du jeu, il y a souvent, à la base de l'espoir décrit ci-dessus, une *manifestation d'optimisme* si familier à certains tempéraments, voire même un *simple défaut d'attention* qui empêche l'agent de se rendre compte de la légèreté inexcusable contenue dans une telle espérance. Quoi qu'il en soit du processus de sa formation, l'espoir fautif de l'agent est un fait psychologique certain qui constitue le fonde-

(13) Certains auteurs le pensent déjà. M. HERZOG, pourtant adversaire farouche du système répressif de lésion, écrit notamment : « A l'égard de ces délinquants, (dont le comportement imprudent résulte d'une inconscience délibérée et se traduit par la commission consciente de graves infractions aux réglementations administratives), la peine (des art. 319 et 320 C.P.) peut revêtir l'effet intimidant qui lui est prêté par la doctrine classique ». V. HERZOG, note sous trib. corr. de Lille, 14 sept. 1958, *J.C.P.*, 1959, II, 11014 II A', 1^o.

(14) GRASSBERGER, « La criminologie de l'accident de circulation », 1958, p. 215 et s., spécialement p. 223.

(15) Sur la distinction entre l'espoir passif et l'espoir actif, cf. *Supra*, n° 9, in fine, not. 22.

(16) HERZOG, « La prévention des infractions involontaires contre la vie et l'intégrité de la personne humaine », in *La Prévention des Infractions contre la Vie humaine et l'Intégrité de la Personne*, 1^{er} vol., p. 206 et s., spécialement p. 225.

ment définitif dans l'entreprise et la poursuite de sa conduite et le trait caractéristique de sa culpabilité.

Dans ces conditions, et étant donné que la sanction pénale ne peut intervenir, d'après le droit en vigueur, que comme conséquence légale de la lésion, il est absolument normal que l'auteur conscient de l'acte imprudent espère qu'il ne sera finalement passible d'aucune pénalité. Sa confiance dans l'innocuité finale de son activité ne peut que s'étendre, par voie de conséquence, à l'impunité certaine que lui assurera la confirmation de son espoir. Car, du moment que celui-ci espère vraiment éviter la lésion incriminée, il est fondé d'espérer également échapper à la peine qui y est attachée par la loi. Il sera donc enclin d'assumer volontairement, avec le risque de la lésion qu'il peut occasionner, le danger de la peine que cette dernière serait susceptible de lui faire encourir (17).

Certes, la menace de la peine n'est pas complètement inutile, car elle est de nature à freiner parfois l'euphorie d'un optimisme téméraire et à inciter, par conséquent, l'imprudent à se fier moins facilement à ses espoirs audacieux. Seulement, cet effet préventif demeure malgré tout limité dans les mêmes proportions qu'à propos de la faute inconsciente. Et ce, pour la bonne raison que la prévision du résultat dommageable — que l'agent ne veut pas et qui très souvent l'affligera profondément — est de nature à exercer, par elle-même, sur son esprit, une contrainte beaucoup plus considérable que la crainte de la peine. De la sorte, il est peu probable, exactement comme en matière d'imprudence inconsciente, que la perspective d'une peine pèse sérieusement sur les décisions de l'agent et parvienne à le retenir dans la poursuite de son activité fautive.

45. — Et, s'il en est ainsi de la menace de la peine, son *application effective* ne semble guère plus apte à consolider et renforcer, avec l'efficacité escomptée, l'effet préventif de la première. Au lieu de constituer un avertissement salutaire qui inviterait le défaillant à prendre des habitudes nouvelles et lui permettrait d'éviter la rechute, elle sera plutôt sentie — vu son caractère aléatoire décrit plus haut — comme le coup de la malchance et incitera, par contre, l'individu négligeant à « incriminer le hasard et la fatalité » (18).

46. — Ce qui serait intéressant à remarquer, c'est que *la raison de cette inefficacité* de la répression ne doit pas être recherchée dans la nature des peines instituées par la loi, comme certains semblent le

(17) Cf., dans ce sens, SALINGARDES, « Les problèmes posés dans le Droit pénal moderne par le développement des infractions non intentionnelles », dans la *Revue intern. de Droit pénal*, 1961, p. 1193 et s., spécialement p. 1200 ; LEBRET, rapport sous le même titre, publié dans la même revue, p. 1059 et s., et plus particulièrement p. 1062 ; HERZOG, « La prévention des infractions involontaires contre la vie et l'intégrité de la personne humaine », op. cit., p. 240 et 241.

(18) Cf. HERZOG, « La prévention des infractions involontaires contre la vie humaine et l'intégrité de la personne humaine », op. cit., p. 225. Voy. aussi, dans le même sens, BODSON, « La prévention des infractions involontaires en matière de circulation sur route », in *8^e Cours intern. de Criminologie*, Bruxelles, 1958, p. 83 et s., spécialement p. 99.

penser en proposant à l'intention du législateur des sanctions « mieux adaptées à la nature des infractions et à l'esprit des délinquants considérés » (19), à savoir des peines humiliantes (20) ou des arrêts dominicaux et des prestations de travail (21). De pareilles réformes ne seraient pas moins vouées à l'échec. Car le vrai motif de la carence actuelle se trouve, non pas dans l'inaptitude des peines d'emprisonnement ou d'amende généralement utilisées par la loi en ce domaine, mais dans le fait de leur subordination à des événements aléatoires, à savoir la survenance et l'étendue d'un résultat dommageable. C'est, en effet, pour être liée à un élément fortuit, que la répression devient incertaine dans l'esprit de tous et de chacun, et ce, d'autant plus qu'il s'agit d'un événement auquel l'agent ne songe pas (imprudence inconsciente), ou qu'il espère obstinément éviter (imprudence consciente).

Aussi longtemps donc que les infractions culpeuses seront ancrées sur le concept de lésion, l'imprudent sera enclin à méconnaître, dans des proportions à peu près identiques, la force intimidante de leurs sanctions, que celles-ci revêtent la forme de l'emprisonnement ou de l'amende, ou qu'elles deviennent humiliantes ou dominicales (22). Le vrai remède à l'insuffisance préventive de la répression en cette matière devrait, par conséquent, être recherché, non point dans un changement législatif de la nature des pénalités ou du régime de leur exécution, mais dans un renouvellement de la politique criminelle des incriminations qui, seul, permettrait d'échapper à l'emprise du résultat préjudiciable pour viser directement les causes réelles du mal. La conception d'une telle politique criminelle, ainsi que les modalités de sa mise en œuvre ne peuvent pas être étudiées ici. Pour le moment, nous nous contentons de relever que les infractions actuelles sont très insuffisamment efficaces, et qu'elles le sont par leur constitution même, c'est-à-dire parce qu'elles sont des incriminations de lésion. C'est cela qui nous permet de parler d'une insuffisance, en quelque sorte « organique », à leur égard.

(19) Voy., par exemple, HERZOG, note sous Trib. corr. Lille, 14 nov. 1958, *J.C.P.*, 1959, II, 11014, II A', 2°, ainsi que son article cité ci-dessus, p. 240 et 241. Voy. aussi, dans le même sens, CHAVANNE, rapport introductif au Colloque du XXV^e anniv. de la Revue de Sc. crim., dans cette même Revue, 1962, p. 241 et s., en particulier p. 244 et 245.

(20) Celles-ci ont été préconisées notamment par Margery FRY, « Arms of the Law », London, 1951, p. 123, contre les automobilistes, auteurs d'accidents graves.

Cf. également HERZOG, op. cit., loc. cit.

(21) Cf. notamment HERZOG, note sous Trib. corr. de Lille, op. cit. loc. cit.

(22) Il faut noter, d'autre part, que l'aggravation des peines classiques ou leur plus stricte application, prêchées dernièrement par certains auteurs, ne sont pas à même de donner, à elles seules, des résultats plus heureux. Sur cette tendance, voy. notamment LEGROS, « Considérations sur les délits d'imprudence », in *Revue de Droit pénal et de Criminologie*, 1958-1959, p. 109 et s., spécialement p. 123 et s., et l'intervention de M. le Doyen BOUZAT lors des Journées franco-belgo-luxembourgeoises de science pénale de Paris, rapportée par M. VERHAEGEN, dans la *Revue de Droit pénal et de Criminologie*, 1958-59, p. 792. Cf. également les multiples et véhémentes interventions de M. BOUZAT au Colloque du XXV^e anniv. de la Revue de sc. crim., dans cette Revue, 1962, p. 251 et s.

47. — *L'évolution de la délinquance dite involontaire* durant les dernières décennies, tout en rendant flagrante la carence du système légal de répression, nous donne la mesure à la fois du danger que celle-ci fait courir à la société, et de la nécessité de la combattre d'une façon cohérente, systématique et efficace. On assiste, en effet, depuis quelque temps, à une croissance extraordinaire des délits d'imprudence dont les statistiques criminelles ne cessent de marquer d'allure terrifiante (23). Rien que pour l'Allemagne occidentale, il y eut, chaque année, à partir de 1953, plus d'hommes tués sur les routes que de soldats tombés pendant la première année de la dernière guerre mondiale (24).

Le phénomène étant unanimement reconnu et déploré, rend superflu un contrôle minutieux des statistiques (25). Il est, par contre, intéressant de relever que l'accroissement constant des délits d'imprudence coïncide avec une nette tendance de diminution des infractions intentionnelles et notamment du meurtre et des coups et blessures volontaires, et c'est ce qui semble confirmer l'aphorisme prophétique de FERRI (26). M. PORTA, professeur de neurologie à la Faculté de Médecine de Milan, y a vu la manifestation d'une loi sociologique (27) et M. HERZOG s'est mis à démontrer, par des articles successifs, sa véracité en tirant les enseignements des statistiques criminelles françaises des années 1948 à 1958 (28).

« Loi sociologique ou phénomène social, l'aggravation de la délinquance involontaire est, comme le constate M. HERZOG, une réalité » (29).

(23) Tous les travaux scientifiques abondent d'éléments statistiques. V. notamment : PANSARD, « Expériences françaises de prévention en matière d'accidents de la route », in *La Prévention des Infractions involontaires* (8^e cours intern. de criminologie), Brux., 1958, p. 101 et s.; ABEL, « Les causes principales des accidents de la circulation routière », dans le même ouvrage, p. 69 et s.; GRASSBERGER, « La criminologie de l'accident de circulation », in *Bulletin de la Société intern. de Criminologie*, 1958, p. 215 et s.; BEKAERT, « Circonstances aggravantes de l'imprudence », in *Revue de Droit pénal et Criminologie*, 1954-55, p. 235 et s. Cf. également les nombreuses références faites par HANNEQUART, « La responsabilité pénale de l'ingénieur », Liège, 1959, p. 16, note 2.

(24) Voy. JESCHECK, « La prévention d'infractions commises par négligence contre la vie et l'intégrité corporelle », *Revue intern. de Criminologie et de Police technique*, 1956, p. 8.

(25) Cf. DELITALA, « La prévention des infractions involontaires contre la vie humaine et l'intégrité corporelle », rapport de synthèse au IV^e Congrès intern. de défense sociale (Milan, 1956), in *Actes de ce Congrès*, tome I, p. 549 et s., spécialement p. 555.

(26) Qui, dès 1925, écrivait : « La civilisation moderne... tend à faire diminuer les délits volontaires plus ataviques (tels le meurtre) et tend, au contraire, à augmenter progressivement les délits involontaires... »; Cf. FERRI, « Les délits involontaires », *Revue de Droit pénal et de Criminologie*, 1925, p. 1 et s., spécialement p. 2.

(27) Impliquée par le « passage des conditions de dépression économique aux conditions de bien-être progressif ». Voy. son rapport au IV^e Congrès intern. de Défense sociale de Milan, in *Actes de ce Congrès*, tome II, p. 351 et s.

(28) HERZOG, « La prévention des infractions involontaires contre la vie et l'intégrité de la personne humaine », op. cit., p. 210 et s.; « La répression des infractions involontaires », op. cit., p. 88 et s.; « Les responsabilités pénales susceptibles de naître des accidents de la circulation », op. cit., p. 1, note 2. Dans le même sens, CORNIL, « La répression des infractions dites involontaires », *Revue de Droit pénal et de Criminologie*, 1957-58, p. 695 et s., spécialement p. 697; DELITALA, « La prévention des infractions involontaires contre la vie humaine et l'intégrité corporelle », op. cit., p. 555.

(29) HERZOG, « La répression des infractions involontaires », op. cit., p. 90.

qui se fait sentir chaque jour davantage par l'ampleur inquiétante de ses ravages. Et si l'état d'alerte provoqué par les infractions involontaires est moins accusé que le trouble causé par les méfaits intentionnels homologues, il ne faut pas perdre de vue que la perturbation occasionnée « dans l'existence fonctionnelle des groupes sociaux auxquels la victime appartient, est pratiquement la même dans les deux cas » (30). De la sorte, « l'inquiétude engendrée par la *perversité morale des uns* est, comme le fait très opportunément remarquer M. BEKAERT, largement compensée par l'angoisse que suscite le *nombre des autres* » (31) !

Certes, la cause réelle de cette évolution ne doit pas être recherchée dans la carence de la répression, exactement comme on ne saurait voir dans la rareté relative des infractions involontaires de naguère une preuve d'efficacité à son égard. Si, en effet, les délits d'imprudence étaient jusqu'à une époque récente assez rares, ce n'était pas par l'effet préventif attribué à la sanction pénale, mais bien plus par l'action salutaire de certaines fonctions mentales nous mettant inconsciemment en état d'alerte à l'égard du danger (32). Or, il semble que ces régulateurs de l'action humaine soient essentiellement conçus en fonction des forces naturelles de l'homme, et qu'ils ne fonctionnent plus avec la même sûreté dès lors que celui-ci se sert, par le moyen des machines, des forces dépassant largement les siennes (33). C'est pourquoi, le moindre relâchement de vigilance risque de provoquer, bien plus fréquemment qu'autrefois, des effets nuisibles d'une gravité énorme (34). Et c'est par là, également, que s'explique, à notre avis, l'assertion de certains théoriciens que le développement hallucinant des infractions culpeuses n'impliquerait pas une « déchéance des aptitudes individuelles moyennes », ni une « aggravation de l'état de la personnalité humaine » (35), encore moins un « affaiblissement réel de la moralité » (36). Dans ce contexte, on ne peut que souscrire à l'affirmation de M. HANNEQUART, selon laquelle « le grief réside bien moins dans un étiolement de l'esprit de prévoyance et de précaution, que dans la modestie de son accroissement » (37).

48. — Ces observations ne sont pas sans impliquer certaines *conclusions* concernant la politique criminelle, et plus particulièrement le rôle de la répression dans ce domaine :

(30) Cf. BEKAERT, « Circonstances aggravantes de l'imprudence », op. cit., p. 241.

(31) BEKAERT, « De l'infraction non intentionnelle », in *La Prévention des Infractions involontaires* (8^e cours intern. de Criminologie), Brux., 1958, p. 41 et s., spécialement p. 47.

(32) Cf. ENGISCH, « Untersuchungen über Vorsatz und Fahrlässigkeit, in *Strafrecht* », 1930, p. 476.

(33) V. WELZEL, « L'imprudence et les délits de la circulation (de la théorie des délits d'imprudence) », in *Revue intern. de Droit pénal*, 1961, p. 986.

(34) Cf. WELZEL, op. cit., loc. cit.; HANNEQUART, « La responsabilité pénale de l'ingénieur », Liège, 1959, p. 20.

(35) DELITALA, dans son rapport de synthèse cité plus haut, p. 555.

(36) HANNEQUART, op. cit., loc. cit.

(37) HANNEQUART, op. cit., loc. cit.

1° L'évolution de la criminalité par imprudence a tout d'abord mis en évidence *l'inaptitude du système répressif traditionnel* fondé sur le concept de lésion, de mener une lutte efficace contre les sources du mal. Sa carence, longtemps dissimulée sous la fausse apparence de la rareté des délits d'imprudence, est devenue flagrante ; les espoirs fondés sur la vertu préventive de la peine comminée par la loi contre le résultat dommageable, ont été « malicieusement » déjoués par le cours implacable des événements. Car, si, en définitive, la croissance universelle des méfaits involontaires a eu ses propres causes, il n'en demeure pas moins vrai que le dispositif pénal auquel on avait confié la défense des valeurs sociales, pris au dépourvu, s'est démontré incapable d'y opposer une résistance sérieuse. Son échec, chaque jour plus spectaculaire, témoigne avec éloquence de son caractère impolitique, tandis que son discrédit parmi les juristes devient de plus en plus profond. M. ABEL n'a pas hésité de soutenir, dans son remarquable rapport présenté au 8^e cours intern. de Criminologie, que l'attachement de la répression à la survenance d'un effet préjudiciable la rend à tel point défectueuse que, « dans l'état actuel des choses, la voie publique ressemble à une arène de courses de taureaux, dans laquelle on se contente d'emporter les victimes et de répandre du sable frais pour que le combat continue » (38) !

2° La délinquance involontaire, par les hécatombes de ses victimes et l'alarme justifiée qui en est résultée, a, d'autre part, cessé d'être la « Cendrillon du droit pénal » (39), pour devenir un des problèmes les plus importants de notre société moderne (40). Son avenir s'annonce déjà particulièrement « brillant » : « A ce degré prodigieux où l'humanité est en train de parvenir..., écrit avec sa verve habituelle M. LAMBERT, le crime lui-même n'apparaîtra plus que comme un phénomène social sans importance au regard du défaut de précaution... » (41). Le sujet mérite beaucoup plus de considération qu'on ne lui en a prêtée jusqu'à présent. Les juristes, demeurés longtemps indifférents à son égard, semblent avoir pris conscience de l'ampleur du phénomène de la criminalité par imprudence et de la gravité du danger que celle-ci fait peser sur l'ordre social (42).

(38) ABEL, « Les causes principales des accidents de la circulation routière », dans l'ouvrage collectif : « La prévention des infractions involontaires », Brux., 1958, p. 69, spécialement p. 75.

(39) Selon le mot expressif, mais non moins justifié, de M. MANHEIM, « Criminal Justice and Social Reconstruction », p. 57, repris par M. CORNIL, dans sa récente étude, « Une politique criminelle réaliste », in *Les principaux Aspects de la Politique criminelle moderne* (recueil d'études en hommage à la mémoire du prof. H. DONNEDIEU DE VABRES), Paris, 1960, p. 29 et s., spécialement p. 32.

(40) Comme le déclarait M. PINATEL dans son allocution au 8^e cours intern. de criminologie, in *La Prévention des Infractions involontaires*, p. 20.

(41) V. LAMBERT, « Cours de Droit pénal spécial appliqué à l'information », 2^e éd., Lyon, 1950, p. 244.

(42) En effet, les études juridiques se multiplient à un rythme impressionnant et les Congrès intern. font preuve d'une émulation assez significative. M. PINATEL avouait franchement lors du 8^e cours intern. de criminologie consacré entièrement — comme d'ailleurs le précédent de Vienne — au problème de la

Dans ces conditions, il est évident qu'on ne saurait se passer d'un système répressif énergique et efficace. Si l'on pouvait, à une époque encore récente, s'accommoder de la répression classique et de ses déficiences sur le plan de la prévention pénale, aujourd'hui, l'imprudence et ses méfaits ont acquis une importance beaucoup trop grande pour qu'on s'y résigne davantage.

49. — Jusqu'ici, nous avons passé en revue la conception fondamentale de l'infraction dans son état pur, tel qu'il résulte, à peu de nuances près, de l'enseignement de la doctrine dominante, aussi bien que des affirmations de principe des décisions judiciaires, dans la plupart des pays européens. L'analyse de sa structure juridique, l'examen de ses éléments constitutifs, la considération, enfin, de leur rôle dans la détermination de la répression, nous ont permis de constater en particulier l'attachement de l'infraction volontaire à la notion de lésion (43). Nous avons, ensuite, essayé de dégager les origines historiques et les raisons, théoriques aussi bien que pratiques, qui ont prévalu à la considération d'une telle conception de l'infraction non intentionnelle et qui lui servent toujours de fondement (44). L'examen critique auquel nous avons enfin soumis le système répressif ainsi institué, nous a cependant révélé son caractère inéquitable et impolitique, que le développement récent de la délinquance involontaire rend de plus en plus accentué et de moins en moins tolérable (45). La cause de l'inaptitude de la répression et de son échec spectaculaire se ramenant essentiellement, ainsi que nous l'avons établi (46), dans la défectuosité du concept de lésion en tant que base irremplaçable des infractions involontaires, une nouvelle politique d'incrimination — qui permettrait d'intervenir sans attendre passivement la production effective d'un résultat dommageable et sans être obligé de proportionner la peine à l'ampleur de ce dernier — semble s'imposer comme une nécessité impérieuse.

50. — Pour mieux saisir l'importance du concept de lésion, pour se faire, en d'autres termes, une idée complète sur le rôle, à notre avis néfaste, que celui-ci joue dans le fonctionnement pratique de la répression de l'imprudence, il convient de s'arrêter, et même longuement, sur certaines *déformations* très importantes que la notion de l'infraction involontaire a subies dans son application pratique, et qui accentuent davantage son caractère lésionnaire.

Ces déformations se traduisent par un affaiblissement constant, voire même parfois par un effacement plus ou moins complet, de la faute

délinquance involontaire, que « l'inscription d'un tel sujet dans un programme de criminologie aurait été impensable il y a un demi-siècle environ ». Cf. son allocution déjà citée, p. 19. Sur ce revirement de la doctrine, on peut consulter HANNEQUART, *op. cit.*, p. 15 et s.

(43) V., *Supra*, n° 3 à 17.

(44) V., *Supra*, n° 18 à 35.

(45) V., *Supra*, n° 36 à 48.

(46) Cf. spécialement, *Supra*, n° 46.

pénale. Comment est-on arrivé là ? S'il n'est pas facile à justifier, il est moins difficile à expliquer ce mouvement de déviation. Réduite par le système légal à une inertie complète tant que le résultat préjudiciable de l'action imprudente ne s'est pas réalisé, la pratique n'a pas disposé d'autres moyens, pour marquer sa réaction à l'encontre de l'accroissement inquiétant de la délinquance involontaire, que d'étendre la notion de la faute. Seulement, cet élargissement de la portée de la faute ne pourrait se réaliser qu'au prix d'une méconnaissance progressive de sa substance subjective. Ainsi, devant l'impossibilité de faire la moindre abstraction à l'égard du résultat dommageable, on a été amené à faire bon marché de l'élément subjectif de l'infraction culpeuse, et ce, de plus en plus, au fur et à mesure que l'effort antérieur paraissait inefficace, donc pas suffisamment audacieux ! On est même allé jusqu'à préconiser l'introduction pure et simple de la « théorie du risque civiliste » en droit pénal, tout au moins dans certains secteurs particulièrement dangereux ! Quoi qu'il en soit, l'hypertrophie actuelle de la responsabilité pénale, dans le domaine de l'imprudence, fut payée par un recul considérable de la culpabilité, et c'est ce que tout juriste soucieux de chercher la réalité sous le conformisme parfois trompeur du langage juridique traditionnel ne doit perdre de vue, s'il veut parvenir à une image aussi fidèle que possible de l'infraction involontaire.

Il devient, dans ces conditions, évident que le schéma classique de l'infraction fautive doit être complété, voire même corrigé, par l'étude des mécanismes de sa déformation et de leurs effets sur la répression. C'est par là qu'on arrivera à apprécier pleinement l'attachement de la responsabilité pénale au concept de lésion et ses répercussions sur le plan de l'équité, aussi bien que sur celui de l'efficacité. Car, si la notion de lésion conditionne déjà, dans les proportions établies plus haut (47), la responsabilité pénale dans sa forme classique, son emprise ne fait que s'accroître avec l'affaiblissement progressif de la faute.

(47) Cf., *Supra*, notamment n° 13 à 17.

DEUXIÈME PARTIE

LA DÉFORMATION DE LA CONCEPTION
CLASSIQUE DE L'INFRACTION PAR FAUTE
ET LE REcul DE LA FAUTE PÉNALE
D'IMPRUDENCE

51. — Dégager et présenter, si méthodiquement que possible, les divers procédés juridiques par lesquels s'est, en fait, déformée l'infraction culpeuse dans sa conception théorique et notamment dans son fonctionnement pratique (premier chapitre).

Essayer de saisir, dans son vrai sens, l'idée de base d'où proviennent et la tendance que ces méthodes de déviation expriment en réalité : chercher les raisons ayant facilité l'éclosion et favorisé l'expansion de ce mouvement objectiviste au cœur même du droit pénal de la délinquance par imprudence ; démontrer l'étroite connexité existant entre l'attachement de l'infraction culpeuse au concept de lésion et le renforcement du courant objectiviste dans ce domaine : apprécier, enfin, sur le plan de l'équité et, surtout, sur le plan de l'efficacité, l'apport des techniques de déformation, ainsi que la valeur de la transformation de l'infraction dite involontaire, que celles-ci traduisent ou vers laquelle elles tendent (second chapitre).

Voilà comment se présente à nos yeux l'objet, et s'esquisse, tout naturellement, à notre avis, le plan de cette deuxième partie.

PREMIER CHAPITRE

LES MECANISMES DE DEFORMATION

52. — En étudiant le droit pénal français de la délinquance par imprudence, dans son application pratique, on commence vite à sentir que le schéma juridique classique de l'infraction culpeuse, exposé dans la première partie de cette thèse, ne correspond pas toujours à la réalité. On est plus particulièrement frappé par la constatation, de plus en plus nette, que l'élément moral, la faute pénale d'imprudence, ne cesse de perdre de poids, de se dépouiller progressivement de son essence subjective, voire parfois de s'effacer, devant les autres éléments constitutifs de l'infraction culpeuse, notamment devant le résultat préjudiciable dont la place, déjà prédominante dans le schéma classique (cf. supra n^o 14 à 17), devient, de la sorte, exorbitante.

Ce recul considérable de la faute, qui constitue une déformation incontestable de la conception de l'infraction culpeuse, n'est cependant pas facile à déceler, ni, surtout, à préciser. Plusieurs motifs se trouvent à l'origine de cette difficulté. Tout d'abord, le fait que les changements accomplis aient eu lieu lentement, sous la pression des événements et par souci de pallier des nécessités pratiques urgentes, par une jurisprudence se réclamant toujours du droit existant et faisant constamment appel aux principes classiques. Il était, par conséquent, tout à fait naturel que la transformation de l'infraction culpeuse, opérée de la sorte, soit dissimulée — et même soigneusement — sous les apparences trompeuses du langage juridique traditionnellement employé. Mais, à travers le conformisme de l'étiquette juridique utilisée, que des changements substantiels à découvrir pour celui qui serait avide de réalisme et de vérité !

Et, à cette première difficulté, d'autres viennent s'ajouter. Dans certains cas, en effet, la jurisprudence n'a fait qu'appliquer certaines règles classiques(tel, par ex., le principe, traditionnel en France, de l'assimilation de la violation d'un règlement à la faute pénale d'impru-

dence) qui étaient, jadis, d'une application plus ou moins anodine et qui, dans le contexte de la vie contemporaine, prennent une importance considérable. Aussi, la transformation de l'infraction culpeuse se fait-elle, dans ce cas, sans changement évident sur le plan des principes du droit pénal à cet égard.

Quoi qu'il en soit, nous avons cru pouvoir, malgré tout, déchiffrer certains procédés juridiques, au moyen desquels a été opérée — ou simplement maintenue sans raison — la dégradation de la notion de la faute en tant qu'élément indispensable de la répression en ce domaine.

Les principaux mécanismes juridiques permettant l'instauration — ou le maintien — d'une responsabilité pénale sans faute, tout au moins au sens normal de ce terme, sont, à notre avis, les suivants :

- 1° Le principe de l'identité des fautes, civile et pénale :
- 2° L'assimilation de la faute dite contraventionnelle à la faute pénale d'imprudence ;
- 3° La responsabilité pénale du fait d'autrui, et,
- 4° La conception du délit préterintentionnel.

Il va, bien entendu, de soi que cette énumération n'est pas du tout limitative. Il va, également, de soi que leur étude, à laquelle nous allons consacrer les quatre sections de ce chapitre, ne portera que sur les points servant à éclaircir leur rôle dans la déformation de la conception classique de l'infraction culpeuse.

SECTION I. — Le principe de l'identité des fautes, civile et pénale, et la dégradation de la faute pénale.

53. — Jusqu'à une date relativement récente, la jurisprudence tenait à distinguer nettement la faute pénale d'imprudence de la faute civile quasi délictueuse, en se prononçant résolument en faveur de leur dualité. Dans l'esprit des magistrats, comme d'ailleurs dans l'argumentation de la majorité de la doctrine, la faute pénale était moins large et plus caractérisée que la faute civile, de sorte que l'absence de la première n'excluait nullement la seconde. La Cour de Cassation déclarait explicitement qu'il appartenait au juge de décider, « d'après les circonstances de fait et la gravité de l'imprudence alléguée, si cette imprudence constitue un délit punissable d'une peine correctionnelle, ou une simple faute ne donnant ouverture qu'à une action civile... » (1).

(1) V. Civ. 15 avril 1889, S. 1891 I 292. Cf. également RIPERT-BOULANGER, « Traité de Droit civil, d'après le traité de PLANIOL », 1957, tome II, n° 1167 et les arrêts qui y sont cités ; BRUNHES, « L'imprudence devant la loi pénale », *Thèse*, Dijon, 1932, p. 75 et s., etc.

Mais, par un arrêt de sa chambre civile, du 18 déc. 1912, statuant à propos du délai de prescription de l'action civile, la Cour Suprême a marqué un revirement complet (2) ; elle a, en effet, abandonné la thèse traditionnelle de la dualité, pour consacrer le principe contraire de l'identité absolue de deux fautes, tant en ce qui concerne leur nature que leur gravité. Depuis, la jurisprudence s'est maintenue dans le sens de l'assimilation de la faute pénale à la faute civile, et la Cour de Cassation a eu souvent l'occasion de réaffirmer sans ambiguïté — malgré quelques hésitations dans certains arrêts postérieurs (3) — sa position en faveur de l'unité des deux notions de faute (4). De la sorte, l'acquittement du prévenu du chef de l'homicide ou des coups et blessures involontaires, exclut automatiquement toute réclamation des dommages-intérêts en réparation du préjudice causé à la victime, tout au moins sur la base de la faute civile des art. 1382 et 1383 du Code Civil (5).

54. — Une évolution semblable de la jurisprudence a eu également lieu en Belgique, où la réaction des tribunaux contre le principe de la distinction de la faute pénale et de la faute civile, amorcée après la promulgation du Code pénal belge de 1867, a abouti à la consécration de la théorie de l'unité par l'arrêt du 5 oct. 1893 de la Cour suprême belge (6).

55. — A part un certain argument tiré des textes légaux (7) et le souci d'éviter les contradictions possibles entre les décisions pénales et civiles (8), il nous semble que *deux raisons* se trouvent principalement

(2) V. Crim. 18 déc. 1912, S. 1914 I 249, note MOREL, D. 1915 I 17 (publié avec l'arrêt, conforme, du 12 juin 1913), note L.S.

(3) V. notamment Civ. 4 mars et 22 oct. 1919, S. 1921 I 17, note MOREL, Civ. 2 mai 1924, S. 1924 I 324. Cf. aussi RIPERT et BOULANGER, op. cit., loc. cit. ; DEPREZ, « Faute pénale et faute civile », in *Quelques Aspects de l'Autonomie du Droit pénal*, sous la direction de M. G. STEFANI, Dalloz, Paris, 1956, p. 179.

(4) V. par ex. Civ. 15 janv. 1929, S. 1930 I 177, note P. ESMEIN ; 30 déc. 1929, D. 1930 I 41, note SAVATIER ; Req. 18 fév. 1930, D.H. 1930, 252 ; Req. 5 mai 1933, G.P. 1933 II 270 ; Civ. 23 mars 1955, *Bull. civ.*, 2^e partie, n° 179, p. 107.

(5) Cependant, le recours à la présomption de faute ou de responsabilité des art. 1384, 1^o, 1385 et 1386 du Code civil reste toujours possible, à moins que la juridiction répressive n'ait jugé qu'il n'y avait pas fait de la chose. Cf. RIPERT et BOULANGER, op. cit., loc. cit. ; STEFANI et LEVASSEUR, « Procédure pénale », Dalloz, 1959, n°s 138 in fine, 205 et 896, ainsi que les arrêts qui y sont cités.

(6) Cass. belge, 5 oct. 1893, Pasicrisie, 1893 I 321. Cf. surtout HANNEQUART, « La responsabilité pénale de l'ingénieur », n°s 160 et 161.

(7) V. MERLE, « Droit pénal général complémentaire », 1957, p. 245 et 246 ; DONNEDIEU DE VABRES, « Cours de Droit pénal approfondi », 1951-52, sous le titre « Questions choisies de Droit pénal comparé et de Droit pénal international », p. 109 ; HANNEQUART, op. cit., notamment n°s 166 à 173.

(8) L'argument ne semble pas décisif. Les deux fautes étant différentes, il n'y a même pas matière à contradiction. Certes, on rétorque que le public ne pourrait pas saisir les subtilités de la distinction de la faute civile et de la faute pénale. Mais s'il en est ainsi, la jurisprudence a fait œuvre imparfaite dans la mesure où elle admet le recours aux art. 1384, 1^o, 1385 et 1386. Et puis, « cette contradiction... que l'on veut empêcher ici au nom de l'ordre public — observent avec perspicacité MM. STEFANI et LEVASSEUR — n'est-elle pas possible, et dans certains cas tolérée, lorsque le tribunal civil a statué sur l'action civile avant l'ouverture du procès pénal, lorsque l'appel a été interjeté contre un jugement correctionnel sur les seuls intérêts civils... et enfin lorsqu'une personne

à l'origine de ce revirement jurisprudentiel. L'inquiétude justifiée devant la multiplication des dangers entraînés par le progrès technique et le souci d'assurer une protection énergique aux victimes des accidents dont les conséquences nuisibles commençaient à se faire lourdement sentir, d'une part, ne pouvaient que rendre séduisante l'idée d'une extension de la responsabilité pénale. Cette tendance se trouve, d'autre part, en étroite connexité avec l'évolution de la responsabilité civile ; celle-ci devenait de plus en plus — sous l'influence des facteurs multiples — un instrument d'indemnisation, que la généralisation de l'assurance devait priver de tout effet préventif sérieux. Rien de plus tentant, dans ces conditions, que de faire intervenir les sanctions pénales, afin que chacun, sachant que la faute la plus légère sera réprimée, puisse faire « un effort plus efficace de prudence et de prévoyance » (9). La règle de l'identité des fautes, pénale et civile, paraissait, ainsi, un instrument parfaitement approprié pour satisfaire aux exigences accrues de sécurité.

Quoi qu'il en soit, l'unité a été faite sur le modèle de la faute civile et s'est, par conséquent, traduite par une extension en superficie, voire même sur certains points par une transformation en profondeur, de la faute pénale assujettie de la sorte à la technique et aux impératifs civilistes. Car, c'est bien d'une assimilation pure et simple de la faute pénale à la faute civile qu'il s'agit, et non point d'une rencontre de deux notions obtenues par des concessions mutuelles.

Le principe de l'identité de deux fautes ainsi institué, soulève des problèmes multiples dont l'étude systématique excéderait largement les cadres du présent ouvrage. La question a d'ailleurs été traitée, sous ses aspects les plus divers, par une doctrine abondante, que nous n'avons pas l'intention de reprendre ici. Nous nous bornerons, par conséquent, à montrer comment — et dans quelles proportions — la faute pénale a été contaminée par la faute civile, ainsi que les effets de cette contamination, à savoir les transformations que la faute pénale a subies — ou qu'elle s'est empêchée de suivre (10) — sous l'influence des critères civilistes.

acquittée au répressif se laisse condamner au civil par défaut ou sans opposer l'exception de chose jugée au criminel » ? Cf. STEFANI et LEVASSEUR, « Procédure pénale », 1964, n° 697 in fine. Pour plus de détails, v. STEFANI, « Les effets du procès pénal sur le procès engagé devant le tribunal civil », in *Rev. intern. de Droit pénal*, 1955, p. 473 et s.

(9) V. GARRAUD, « Traité théorique et pratique du Droit pénal », 3^e éd., tome V, n° 2056.

(10) En effet, la règle de l'unité des deux fautes n'a pas seulement apporté certains changements à la notion de la faute pénale ; elle l'a en même temps privée de l'évolution que celle-ci aurait vraisemblablement suivie sous l'influence de divers courants scientifiques qui ne cessent de rénover les structures et de rajeunir l'esprit du Droit pénal moderne.

§ 1 : L'APPRÉCIATION DE LA FAUTE « IN ABSTRACTO » ET SON INCOMPATIBILITÉ AVEC LES BASES FONDAMENTALES DU DROIT PÉNAL.

56. — D'après les normes du droit civil, le comportement concret à juger s'apprécie par référence à l'attitude qu'aurait un homme moyennement avisé et normalement prudent appelé à agir dans les mêmes circonstances. Ce qui constituerait la faute de l'agent, c'est l'écart de sa conduite par rapport à celle qu'un tel être abstrait, issu directement du bon père de famille du droit romain, aurait par hypothèse adoptée (11).

Certes, le type de comparaison n'est pas un « homo juridicus » complètement abstrait, ce qui serait une pure création de l'esprit, un être absolument fictif et insaisissable. Pour mieux circonscrire le modèle sur lequel on jugera la conduite du défendeur, les civilistes s'accordent à prendre en considération certaines conditions concrètes, telles les circonstances de lieu, de temps, de milieu, voire même les mœurs, les usages et habitudes sociaux. C'est en plaçant le type de comparaison dans le même contexte que le défendeur, qu'on parvient à se prononcer sur le caractère fautif du comportement de ce dernier (12). Ainsi, pour apprécier la conduite d'un professionnel, on se réfère, non pas au bon père de famille, mais au bon professionnel de la catégorie envisagée et, s'il s'agit d'un spécialiste, on substitue la notion du bon spécialiste au critère général du bon professionnel (13). Il y a là un certain effort de concrétisation, mais celle-ci demeure tout à fait objective et extérieure à la personnalité de l'agent. C'est que, par condition de l'acte, les civilistes entendent les *circonstances externes* dans lesquelles se situe la conduite du défendeur, circonstances qu'ils tiennent à opposer aux *conditions internes* se rapportant à l'individualité propre de celui-ci, à ses particularités physiques, morales ou intellectuelles (14). Dans cette perspective, l'aspect fautif sera apprécié en lui-même, détaché de son auteur et coupé de ses racines psychologiques.

Le juge n'aura pas à s'interroger sur l'état d'esprit de l'agent et, encore moins, à analyser sa personnalité ; il se contentera d'examiner l'action fautive et de la *comparer objectivement* (15) avec ce qu'aurait

(11) V. MAZEAUD et TUNC, « Traité théorique et pratique de la responsabilité civile, délictuelle et contractuelle », 5^e éd., tome I, n° 423 et s. ; MERLE, « Droit pénal général complémentaire », p. 246 ; SALINGARDES, « Les problèmes posés dans le Droit pénal moderne par le développement des infractions non intentionnelles », in *Rev. intern. de Droit pénal*, 1961, p. 1193 et s., spécialement p. 1195.

(12) Cf. MAZEAUD et TUNC, op. cit., 429 et s. ; HANNEQUART, « La responsabilité pénale de l'ingénieur », n° 139.

(13) V. PLANIOL et RIPERT, « Traité pratique de Droit civil français », 2^e éd., tome VI (par ESMEIN, n° 379 ; MAZEAUD et TUNC, op. cit., loc. cit.).

(14) Sur cette distinction, cf. surtout, MAZEAUD et TUNC, op. cit., n° 431 à 438.

(15) Sur le caractère objectif de la faute ainsi appréciée, v. CARBONNIER, « Droit civil », *P.U.F.*, 1959, tome II, n° 180, p. 621. Le passage suivant tiré du traité de Droit civil de MM. RIPERT et BOULANGER (tome II, n° 903, p. 334) est, à cet égard, assez significatif : « Le jugement porté sur la conduite de l'homme n'est pas d'ailleurs inspiré des considérations personnelles à l'auteur de l'acte. Celui-ci est toujours jugé par comparaison avec un type abstrait. Ce qui entraîne

fait l'être abstrait érigé en modèle d'après les principes énoncés plus haut. Telle est, en somme, la méthode d'appréciation « in abstracto ».

Certains auteurs, partisans chaleureux de ce mode d'appréciation, y ont vu une conséquence rigoureusement logique du caractère impersonnel de la notion de la faute (16). C'est ainsi que MM. MAZEAUD et TUNC vont jusqu'à faire abstraction de la démence même du défendeur, celle-ci n'étant qu'un élément interne dont la considération est exclue de l'appréciation « in abstracto ». Ils fondent, par conséquent, la responsabilité civile des déments sur les articles 1382 et 1383 du Code Civil et essayent de présenter l'exonération dont ceux-ci jouissent sur le plan pénal, comme une exception textuelle établie explicitement par l'art. 64 du Code Pénal (17).

Doctrines et jurisprudence ne semblent, certes, guère disposées à adopter cette position extrême (18). Une partie de la doctrine française se montre même beaucoup plus réticente vis-à-vis de la comparaison objective des comportements, à laquelle se limite l'appréciation « in abstracto ». Pour eux, la faute n'est pas seulement l'acte objectivement déficient, caractérisé par l'écart qui le sépare de l'attitude qu'aurait, par hypothèse, adoptée — fût-ce dans les mêmes conditions externes — l'être abstrait, pris comme modèle ; elle est, en outre, une notion nettement subjective, qui supposerait nécessairement un certain état psychologique chez son auteur, à savoir un défaut de vigilance, une certaine légèreté ou insouciance, le manque d'une certaine tension d'esprit (19). Cependant, même d'après ces auteurs, cet élément subjectif n'a pas à être prouvé ; il est présumé par l'existence même de l'imprudence objective fondée sur la comparaison avec le type abstrait (20). Comme il ne s'agit que d'une présomption, le défendeur pourrait, en théorie, la renverser, en prouvant devant le tribunal civil que toute légèreté d'esprit fait défaut à son égard. C'est par un tel mécanisme que M. DELIYANNIS, notamment, explique l'exonération du dément de toute

la condamnation de l'auteur du dommage, c'est donc moins sa culpabilité personnelle que le caractère anormal de son activité. On est ainsi moins éloigné qu'il ne le semble — concluent les deux éminents civilistes — des conclusions auxquelles conduit la théorie du risque ».

(16) V. MAZEAUD et TUNC, op. cit., tome I, n° 642.

(17) V. MAZEAUD et TUNC, op. cit., n°s 447 et s., et 642 i.f. Cette conception de la faute a été sévèrement critiquée, notamment par R. SAVATIER, « Traité de responsabilité civile en Droit français », 2^e éd., tome I, n° 278, et P. ESMEIN, « La faute et sa place dans la responsabilité civile », in *Rev. trim. de Droit civil*, 1949, p. 481 et s.

(18) Cf. RIPERT et BOULANGER, op. cit., tome II, n° 955 et s., d'après lesquels la jurisprudence française n'admet pas la responsabilité civile lorsque l'acte a été accompli en période de folie, les décisions en sens contraire restant isolées. V. également MAZEAUD et TUNC, op. cit., tome I, n° 455.

(19) V. R. SAVATIER, « Traité de responsabilité civile, etc. », 2^e éd., tome I, n°s 161 à 167 et 278 ; P. ESMEIN, « La faute et sa place dans la responsabilité civile », in *Rev. trim. de Droit civil*, 1949, p. 484 ; DELIYANNIS, « La notion d'acte illicite considéré en sa qualité d'élément de la faute délictuelle », n° 200 ; HANNEQUART, « La responsabilité pénale de l'ingénieur », n°s 140, 179 et 180.

(20) DELIYANNIS, op. cit., n°s 201-203 ; ESMEIN, op. cit., p. 285 ; SAVATIER, op. cit. n° 167.

responsabilité civile, bien que son attitude puisse être nettement écartée de celle qu'aurait tenu le type de comparaison placé dans les mêmes circonstances externes (21). Toutefois, l'hypothèse exceptionnelle de la démence mise à part (22), il ne semble pas que l'on puisse établir, en droit français, d'autres cas où la prise en considération des circonstances personnelles du défendeur serait susceptible de renverser cette présomption de culpabilité.

Force nous est donc de reconnaître, avec M. HENNEQUART, que « la plupart des déficiences individuelles n'étant plus guère en fait prises en considération, l'induction qui mène de la constatation de la négligence objective au verdict de culpabilité est devenue une espèce de présomption presque toujours irréfragable » (23).

Qu'elle soit une émanation du caractère impersonnel de la faute ou l'effet d'une présomption en principe irréfragable, il est certain qu'en droit civil la responsabilité pour faute se fonde sur l'acte objectivement inadéquat de l'agent que sur l'état d'âme, la position psychologique, l'attitude interne blâmable de celui-ci. L'appréciation de la faute se fait sans tenir effectivement compte de la personnalité de son auteur et de ses possibilités réelles.

Un tel système de responsabilité est peut-être conforme à la nature du droit civil. Celui-ci, dominé par le souci de l'indemnisation des victimes, s'oriente, de plus en plus, vers l'idée de la réparation, plutôt que d'un châtiment moralement mérité, et semble se prêter mal à de minutieuses recherches d'ordre subjectif. Le droit civil appartient, en effet, à ce que M. GARRAUD a appelé « la justice indemnitrice » (24), et qui, comme telle, a des exigences et des critères particuliers. Pour remplir sa mission, essentiellement réparatrice du préjudice causé, le droit civil va parfois jusqu'à se dégager de toute « appréciation subjective, pour substituer l'idée de *risque* à l'idée de la *faute*, et faire, de l'obligation de réparer le dommage, la rançon même de l'activité humaine ». Or, si les normes du droit civil permettent parfois une abstraction complète de toute idée de culpabilité, pourquoi seraient-elles opposées à l'admission d'une notion de faute quelque peu réduite ?

Il ne faut pas oublier, d'ailleurs, que, même dans le cas de folie, à propos de laquelle la jurisprudence française rejette, en principe, la responsabilité civile (25), l'obligation de réparation est très souvent sanctionnée par d'autres moyens, à savoir l'imputation d'une faute à la personne qui a assuré volontairement la garde de l'aliéné (26) ou à

(21) DELIYANNIS, *op. cit.*, n° 202.

(22) Aussi celle des enfants en bas âge, sur l'irresponsabilité desquels, voy. RIPERT et BOULANGER, *op. cit.*, n° 957 ; MAZEAUD et TUNC, n° 455.

(23) HANNEQUART, *op. cit.*, n° 180, p. 182.

(24) V. GARRAUD, *Traité, etc.*, tome I, n° 101.

(25) V. *Supra*, n° 63, à la note

(26) Cf. Req., 30 juillet 1906, D. 1907 I 315, note PLANIOL ; Toulouse, 4 juillet 1903, S. 1906 II 13 ; RIPERT et BOULANGER, *op. cit.*, n° 956.

l'Etat qui ne l'a pas fait interner (27), par le biais, enfin, d'une responsabilité contractuelle fondée sur l'obligation de surveillance que comporterait, par lui-même, tout contrat d'internement (28). C'est dire combien la recherche de la réparation se trouve au centre du droit civil, même là où on serait tenté de croire que l'absence de l'élément moral créerait un obstacle difficilement surmontable.

57. — Mais, si l'appréciation de la faute « in abstracto » ne semble pas heurter violemment les structures et l'esprit du droit civil, il en va différemment dès que l'on franchit le seuil du droit pénal. Ce dernier est entièrement tourné vers la faute et non pas vers le dommage et sa réparation. Or, la faute est une notion éminemment subjective et ne peut être saisie en dehors de la personnalité de son auteur. Ainsi que M. ALTAVILLA l'a très finement observé, « la prudence, qui règle notre activité motrice, trouve dans nos muscles, dans nos nerfs, et dans notre système vasculaire et respiratoire, son potentiel et sa limite » (29).

Tous les mouvements d'idées qui, depuis l'époque classique ne cessent de transformer la physionomie même du droit pénal moderne, ont tendu irrésistiblement à ce qu'on appelle communément l'individualisation de la sanction pénale, ce qui implique avant tout la prise en considération de la personnalité réelle du délinquant. « De l'homme abstrait, tel le « bonus pater familias », si cher à la technique des civilistes, écrit M. HANNEQUART, le droit pénal s'est, de plus en plus, dirigé vers la personnalité vivante, être complexe d'esprit, de chair et de sang » (30).

Cette orientation incontestable du droit pénal ne milite pas seulement pour l'adaptation de la peine à la personnalité de l'individu : elle impose surtout — et c'est ce qui est particulièrement intéressant en notre domaine — de chercher et d'apprécier la faute dans son contexte psychologique naturel, c'est-à-dire en tant qu'élément correspondant à un certain état d'esprit, à une certaine situation interne, de son auteur. Or, une telle appréciation ne peut se faire sans qu'on tienne compte des aptitudes et des déficiences réelles, des traits permanents ou temporaires qui composent l'individualité concrète du justiciable. La prévisibilité du danger de production d'un résultat dommageable ou de son intensité n'est pas la même pour tous les hommes (31) : une série de circonstances internes, telles que l'âge, le sexe, les défauts physiques, ou des déficiences intellectuelles, la maladie, l'état de fatigue, la situation

(27) RIPERT et BOULANGER, op. cit., loc. cit.

(28) Cf. RIPERT et BOULANGER, op. cit., n° 949 et les arrêts auxquels ils se réfèrent.

(29) ALTAVILLA, intervention au IV^e Congrès de Défense sociale (Milan, 1956), in *Actes du Congrès international sur la Prévention des Infractions contre la Vie humaine et l'intégrité corporelle*, 1^{er} vol., p. 659 et s.

(30) HANNEQUART, « La responsabilité pénale de l'ingénieur », n° 36, p. 49.

(31) Cf. sur ce point, GRASSBERGER, « Le facteur humain dans les infractions involontaires », in *La Prévention des Infractions involontaires* (8^e cours international de criminologie), Bruxelles, oct. 1958, p. 31 et s., spécialement p. 36.

émotionnelle, la formation intellectuelle, etc., interviennent pour déterminer les limites du discernement de l'individu qui agit ou omet d'agir. Il y a là des facteurs dont on doit tenir compte, lorsqu'il est question de reprocher à l'agent son imprudence (imprudence inconsciente) ou la témérité de son espoir (imprudence consciente).

Fonder le jugement de culpabilité du prévenu sur le modèle préétabli du bon père de famille ou du bon professionnel, équivaut à « noyer la variété des caractères délinquants, aussi marquée que celle des caractères humains, dans l'uniformité d'un type conventionnel... » (32). Pourtant, c'est ce qui arrive avec la fiction civiliste du caractère impersonnel de l'imprudence ou avec le mécanisme de présomption de la culpabilité pour faute. Or, le droit criminel répugne à toute présomption et, encore plus, à toute fiction de culpabilité. Nous ne pouvons nous empêcher de rappeler, à cet égard, les vives réactions de M. DONNEDIEU DE VABRES contre l'encerclement du droit pénal par ce qu'il a nommé « un réseau civilistique de présomptions légales » : « ... si le droit civil s'accommoda, écrivait ce grand criminaliste français, d'un tel moyen de simplification — parce que des intérêts personnels, et généralement pécuniaires, sont seuls en jeu — son extension répugne à la conscience moderne, de plus en plus avide de réalisme, de sincérité » (33). Tout semble donc indiquer qu'en droit pénal l'appréciation de la faute doit se faire à travers la personnalité réelle du prévenu, qu'elle doit, par conséquent, être une appréciation « in concreto » (34).

58. — *Comment peut-on concevoir cette descente vers le concret dans le jugement de la culpabilité ?* La question se pose précisément de savoir si une telle méthode est pratiquement réalisable, dans quelle mesure et par quels moyens.

Le problème est trop important pour qu'on puisse le passer sous silence. A notre avis, la meilleure méthode d'application du principe énoncé ci-dessus, consisterait à utiliser le double critère que voici :

S'interroger, tout d'abord, par référence à un type de comparaison conçu d'après les normes civilistes que nous venons d'exposer, si l'inculpé *devait* se comporter différemment ; se demander, ensuite, si cet individu *pouvait*, d'après les circonstances internes et ses aptitudes person-

(32) Comme disait sur un plan beaucoup plus général, DONNEDIEU DE VABRES dans son ouvrage bien connu, intitulé « La crise moderne du Droit pénal. La politique criminelle des Etats autoritaires », p. 203.

(33) DONNEDIEU DE VABRES, op. cit., p. 204.

(34) La plupart des criminalistes français sont de cet avis, cf. notamment : MERLE, « Droit pénal général complémentaire », p. 246 et 247 ; STEFANI, « Cours de Droit criminel approfondi », 1953-54, p. 160 et 161 ; DONNEDIEU DE VABRES, « Cours de Droit pénal approfondi », 1951-52, sous le titre « Questions choisies de Droit pénal comparé et de Droit pénal international », p. 108 et 109 ; SALINGARDES, « Les problèmes posés dans le Droit moderne par le développement des infractions non intentionnelles », in *Revue internationale de Droit pénal*, 1961, p. 1193, spécialement p. 1195 et 1196 ; BREDIN, note sous Corr. Seine, 19 déc. 1957, S. 1958, p. 143 et s. ; CHAVANNE, rapport introductif présenté au Colloque du XXV^e anniv. de la Revue de science criminelle, dans la même revue, 1962, p. 241 et s., notamment p. 246 et s.

nelles, agir comme l'aurait fait l'être abstrait pris comme modèle. La réponse à la première question nous fournira la preuve du caractère objectivement imprudent de son comportement : mais c'est seulement par la réponse à la seconde question que nous serons fondés de résoudre positivement le problème de la culpabilité subjective de l'agent.

C'est là la solution que consacrent grosso modo les législations modernes dont les enseignements sont, à cet égard, particulièrement instructifs. Le code pénal suisse prescrit expressément que « l'imprévoyance est coupable, quand l'auteur de l'acte n'a pas usé des précautions commandées par les circonstances et par sa situation personnelle » (35).

Le nouveau Code pénal grec, de 1950, suit la même voie, quand il parle, dans son article 28, de la défaillance à l'attention que l'agent « devait, d'après les circonstances, et pouvait déployer » (36). Doctrine et jurisprudence sont unanimes à soutenir que c'est sur la base des « circonstances, qualités, connaissances et capacités personnelles de l'agent » que sera appréciée sa conduite, pour savoir si celui-ci « pouvait » se conformer aux impératifs de prudence que les circonstances externes de la cause imposaient objectivement à tout homme moyennement diligent (37). La Cour Suprême Grecque se montre même très exigeante à propos de l'appréciation concrète de la faute et n'hésite pas à casser les décisions qui, statuant sur le fond, ne spécifient pas les conditions internes permettant d'affirmer que l'inculpé pouvait agir autrement qu'il ne l'a fait (38).

Le même principe est explicitement formulé dans le code pénal yougoslave de 1951 (39), et, plus nettement encore, dans le tout récent code pénal éthiopien de 1957 — œuvre de l'éminent criminaliste suisse J. GRAVEN — qui, dans son art. 59, al. 2, prévoit : « Son attitude est coupable, lorsque l'auteur n'a pas pris les précautions que l'on pouvait raisonnablement exiger de lui, du fait des circonstances et de sa situation personnelle, notamment de son âge et de son expérience, de son

(35) Code pénal suisse, art. 18, al. 3. Selon M. MEYER, juge au tribunal cantonal de Fribourg, rentrent dans la notion de la situation personnelle du prévenu «... les composantes intellectuelles et physiques permanentes de la personnalité de l'auteur : d'une part, les dons plus ou moins riches de son esprit, son instruction, sa formation professionnelle et, d'autre part, sa constitution physique, sa santé, son âge, son sexe ; on tiendra compte également, selon le même auteur, de son activité professionnelle et de sa situation sociale... ». Cf. Francis MEYER, rapport au VIII^e Congrès de l'Assoc. intern. de Droit pénal, 1961, p. 1107 et s., spécialement p. 1115 et 1116. M. DONNEDIEU DE VABRES, « Cours de Droit pénal approfondi », 1951-52, p. 108-109, approuve parfaitement le système du Code pénal suisse sur ce point.

(36) Cf. le texte de l'art. 28 du C.P. grec, *Supra*, n° 8, à la note.

(37) V. Cass. grecque, 328, 1961, in *Pinika Chronika*, 1962, p. 15. Cf. également : Cass., 267, 1961, même revue, 1961, p. 567 ; 378, 1961, même revue, 1962, p. 85 ; 268, 1953, même revue, 1953, p. 454, etc., ainsi que CHORAFAS « Principes généraux de Droit pénal » (en grec), 8^e éd., 1966, p. 283 et 284 ; TOUSSIS et GEORGIU, « Code pénal annoté » (en grec), 2^e éd., 1958, sous l'art. 28, n° 3, et les nombreux arrêts auxquels ces auteurs se réfèrent.

(38) Cf., par ex., Cass. 378, 1961, *Pinika Chronika*, 1962, p. 85.

(39) V. l'art. 7, alinéa 3 de ce Code, *Supra*, n° 8, à la note.

instruction, de sa profession ou de son rang ». Le projet de code pénal allemand de 1956 est, enfin, rédigé dans le même sens (40).

59. — L'orientation du droit pénal moderne, telle que l'étude comparative des législations modernes nous permet de la dégager, est très nette. Elle consiste essentiellement à libérer le droit pénal de la délinquance involontaire de cette présomption qui, en droit civil, conduit quasi infailliblement de la constatation objective de l'acte imprudent à la conclusion de culpabilité subjective. Cette tendance nous paraît juste, conforme à l'essence même du droit répressif et parfaitement appropriée aux buts de la peine. On y oppose, cependant, *deux objections*, qui, pour être partiellement justifiées, méritent une attention particulière.

60. — 1° On fait tout d'abord remarquer que le droit positif a une mission éminemment pratique et que le juge, tant civil que pénal, n'étant point habilité à sonder les cœurs et les reins, il serait complètement aberrant de lui confier des investigations psychologiques complexes et de transformer, de la sorte, chaque litige en champ de bataille pour experts psychiatriques (41). L'argument a beaucoup plus de valeur en droit civil, sans être pour autant dénué de tout fondement, même sur le plan du procès pénal.

L'objet limité de l'action civile, portant essentiellement sur la question de savoir qui supportera en fin de compte le dommage causé, rendrait, en effet, quelque peu luxueuse une analyse minutieuse de la personnalité concrète du défendeur. Et puis, l'équité ne semble pas s'opposer à ce que chacun porte, en quelque sorte, le risque de ses déficiences individuelles, puisque, de toute façon, son comportement est moins irréprochable que celui du demandeur.

En droit pénal les choses se présentent certes, comme nous l'avons vu, sous un angle différent, de telle sorte que la prise en considération des éléments qui composent l'individualité concrète du prévenu s'impose au plus haut point. Cependant, ici aussi, on devrait se méfier de toute exagération abusive. S'il y a toute une série de circonstances strictement personnelles que l'on peut déceler avec certitude, il ne faut pas moins se garder de pousser l'analyse de la personnalité trop loin, au risque de franchir certaines limites au-delà desquelles « la connaissance du prévenu devient incertaine et tributaire d'une introspection qui relève de la justice divine et non pas de celle des hommes » (42). C'est là une règle de bon sens dont le respect dépend, par la nature des choses, de la sagesse modératrice du juge. Si celle-ci constitue un tempérament certain

(40) V. *Supra*, n° 8, à la note, et ce projet ne fait que confirmer la jurisprudence et la doctrine dominante actuelles. Cf. JESCHEK, intervention au Colloque du XXV^e anniv. de la revue de science criminelle, même revue, 1962, p. 274 et s.

(41) Cf., sur ce point, HANNEQUART, « La responsabilité pénale de l'ingénieur », n°s 140-145, et, notamment n° 140 ; MAZEAUD et TUNC, op. cit., tome I, n° 421.

(42) HANNEQUART, op. cit., n° 181.

à l'effort de concrétisation de la responsabilité pénale, il serait pourtant erroné de voir en elle la neutralisation pure et simple du principe de l'appréciation « *in concreto* ».

61. — 2^o Les partisans de l'appréciation de la faute « *in abstracto* » objectent, ensuite, que la prise en considération de la personnalité de l'agent, fût-elle réalisable, serait absolument inutile. Car, à supposer qu'il s'avère que le prévenu n'avait pas les aptitudes individuelles requises par les circonstances de la cause, il ne serait pas moins en faute pour avoir agi dans un état déficient. Pourquoi procéder à des investigations complexes, alors que celles-ci ne peuvent avoir pour résultat que de fournir une preuve subsidiaire, donc superflue, de la culpabilité du prévenu ? L'argument ne manque, à première vue, d'ingéniosité. Entreprendre et poursuivre une activité dangereuse, sans avoir les connaissances et les qualités nécessaires pour y faire face, constitue parfois une faute caractérisée.

Nous pensons cependant qu'il y a, à l'origine même de cette objection, une certaine méprise qu'il importe de dissiper. A cet effet, il faudrait remarquer tout d'abord que très souvent il n'y a aucune faute, même pas objective, dans la conduite initiale de l'agent, dont l'incapacité se rapporte uniquement à l'acte nuisible. Et puis, à supposer que l'on puisse découvrir une faute dans l'acceptation d'une tâche dépassant les aptitudes personnelles de l'agent, il n'y a aucune raison pour que celle-ci ne soit appréciée « *in concreto* ». Aussi, doit-on, à notre avis, se demander, non seulement si le prévenu devait — d'après l'ensemble de circonstances externes — mais également si sa situation personnelle lui permettait de comprendre le caractère spécifiquement périlleux de son activité initiale, et, partant, de se conformer aux impératifs de la prudence moyenne. Les raisons qui ont été invoquées plus haut en faveur de l'appréciation concrète de la faute, sont au même titre valables pour la qualification de l'imprudence initiale de l'agent. Ce qui change, par conséquent, c'est uniquement l'objet de la faute qui se rapporte, dans cette hypothèse, à un fait antérieur à l'acte générateur de la lésion incriminée, et non point la méthode de son appréciation.

62. — En somme, nous ne voyons pas d'objections décisives — ni en théorie, ni en pratique — contre le principe d'une appréciation concrète de la faute, tout au moins sur le plan pénal. Il n'en demeure pas, cependant, moins vrai que le droit positif, aussi bien en France qu'en Belgique, reste toujours fermement, sinon obstinément, ancré sur la méthode civiliste de l'appréciation abstraite (43). C'est là, certes, une conséquence logique de l'identification jurisprudentielle de deux notions de faute, mais, en même temps, une première manifestation de la contamination — à notre avis inadmissible — que la faute pénale d'imprudence a subie sous l'influence des conceptions et des techniques civilistes.

(43) Cf. MAZEAUD et TUNC, *op. cit.*, tome I, n^o 642 à 644.

63. — Notons enfin — avant de poursuivre, sur d'autres plans, l'étude des procédés par lesquels la règle de l'assimilation a déformé la notion de faute pénale — que le mode d'appréciation de l'imprudence pose des problèmes analogues à ceux que nous venons d'exposer, quant à la détermination du contenu des faits justificatifs, notamment de la force majeure et de la contrainte (44).

§ 2 : LA DÉGRADATION PROGRESSIVE DE LA FAUTE CIVILE ET L'EFFRÈMENT INQUIÉTANT DE LA FAUTE PÉNALE.

64. — Ce n'est pas seulement en lui imposant son point de vue quant à l'appréciation de la culpabilité, que la technique civiliste est parvenue à transformer en fait la notion de la faute pénale. La pratique est, en effet, allée beaucoup plus loin que le critère stéréotypé de l'homme normal ne lui aurait permis d'atteindre. Plus précisément, la jurisprudence n'hésite souvent guère à qualifier de fautives des conduites que l'homme moyennement prudent et avisé, pris comme modèle, n'aurait point évitées. Elle arrive aussi à condamner sur le plan civil — et, par voie de conséquence, sur le plan pénal — des individus qui ont eu les mêmes réactions et les mêmes réflexes qu'un homme normalement prudent et consciencieux, et dont le comportement ne présente aucun écart — fût-ce abstraitement et objectivement — par rapport au modèle de comparaison que l'on prétend pourtant ériger en critère suprême de culpabilité en la matière.

Certes, les arrêts ne parlent que de faute, mais « celui qui est surtout attentif à une vision concrète des choses, est impressionné par le nombre de condamnations qui sont prononcées, sans qu'il ait été vraiment démontré que l'agent ait adopté une conduite coupable » (45). Comme disait SALEILLES, on en vient à qualifier d'imprudence « ce qui est le fait ordinaire de ceux qui agissent, le malheur, qui fait qu'un accident est survenu, devient une faute » (46). Si la jurisprudence hésite à prononcer le mot « risque » et si elle entend, au contraire, établir toujours une faute à la charge du défendeur, il ne faut pas perdre de vue qu'en réalité le risque qui précède la faute et qui en facilite l'éclosion, conduit à apprécier cette dernière avec beaucoup de rigueur (47). On arrive, ainsi, à une notion de faute qui, réduite à bien peu de choses, se rapproche

(44) La question est de savoir si ces faits justificatifs seront conçus et appréciés par référence à un type préétabli de comparaison (appréciation « in abstracto ») ou compte tenu de l'individualité de l'agent (appréciation « in concreto »). Sur ce problème particulier, cf. HANNEQUART, op. cit., n° 200-212, p. 201 à 210 ; FORIERS, « De l'état de nécessité en Droit pénal », n° 51 et s. ; AUSSEL, « La contrainte et la nécessité en Droit pénal, dans *Quelques Aspects de l'Automotomie du Droit pénal*, ouvrage collectif sous la direction de M. STEFANI, p. 260 et s., etc. V. également : STEFANI et LEVASSEUR, « Droit pénal général », Dalloz, 1964, n° 299.

(45) V. HANNEQUART, « La responsabilité pénale de l'ingénieur », n° 12, p. 22.

(46) Cf. SALEILLES, « Accidents du travail », 1897, n° 54.

(47) BRUNHES, « L'imprudence devant la loi pénale », *Thèse*, Dijon, 1932, p. 70-72.

beaucoup du cas fortuit et souvent ne recouvre plus qu'un risque normal, inhérent à l'acte humain (48).

Un examen approfondi de cette évolution jurisprudentielle qui, amorcée vers la fin du XIX^e siècle, ne cesse de devenir plus audacieuse au cours du nôtre, excéderait largement le cadre de notre thèse. Faute de pouvoir, donc, analyser nous-mêmes ce phénomène, nous nous contenterons de signaler quelques exemples caractéristiques et, surtout, de faire appel aux conclusions que des auteurs éminents ont su en tirer.

65. — Considérons, par exemple, l'idée que la jurisprudence s'est faite de la responsabilité du *pharmacien fabricant*. A l'égard de ce dernier, les tribunaux se sont libérés du critère abstrait du « professionnel moyennement diligent placé dans les mêmes circonstances externes », pour exiger de lui une prudence exceptionnelle, dont la conception rigoureuse a conduit à des conséquences extrêmes (49).

C'est ainsi que le tribunal civil de la Seine n'a pas hésité à juger qu'il importait peu que, dans la majorité des cas, le fait reproché au défendeur se soit avéré inoffensif ; il suffit qu'il produise un dommage sur 100.000 pour qu'on puisse le qualifier de fautif (50). La jurisprudence va même jusqu'à considérer que tout ce qui peut être scientifiquement établi « *a posteriori* », est automatiquement prévisible et reprochable à son auteur (51). A ce propos, la conclusion suivante de M. l'Avocat Général LINDON, que la Cour d'appel de Paris a faite sienne dans son arrêt du 30 avril 1957, est assez significative : « On a rétabli *a posteriori* le mécanisme des accidents ; il fallait, aux prix d'études plus poussées, le prévoir *a priori* » (52). De la sorte, « tout ce qui peut scientifiquement être expliqué — comme le remarque avec justesse M. BREDIN — est scientifiquement prévisible. Puisque le dommage s'est produit, c'est qu'il pouvait se produire. Une telle conception — poursuit M. BREDIN — ne laisse guère de place à l'imprévisible » (53).

66. — Ce raisonnement ne reste pas, d'ailleurs, limité dans le cadre particulier de la responsabilité du fabricant pharmaceutique. La pratique en fait un usage de plus en plus large. M. SALINGARDES, déplorant l'hypertrophie irréversible de la faute, remarque que le déclenchement de la

(48) V. LEGAL, « L'imprudence et la négligence comme source de responsabilité pénale », *Rev. intern. de Droit pénal*, 1961, p. 1079 et s., spécialement p. 1086 ; LEBRET, « Les rapports posés dans le Droit pénal moderne par le développement des infractions non intentionnelles (par faute), dans la même revue, 1961, p. 1059 et s., spécialement p. 1.068.

(49) Sur ce point, cf. surtout BREDIN, note sous corr. Seine, 19 déc. 1957, S. 1958, p. 143 et s., ainsi que note sous Paris, 3 juin 1958, S. 1958, p. 336 et s.

(50) V. Trib. civil de la Seine, 28 juin 1955, *J.C.P.*, 1955, II, 8825 ; observ. J. BERNEYS et C. HAUSER, ainsi que la note de M. BREDIN, au S. 1958, p. 144.

(51) Cf. Trib. civ. Seine, 28 juin 1955, *J.C.P.*, 1955, II, 8825, ainsi que Trib. civ. Seine, 1^{re} chambre, 9 avril 1956, arrêt inédit, mais rapporté par M. BREDIN, dans sa note précitée, p. 144.

(52) V. Paris, 30 avril 1957, *J.C.P.*, 1957, II, 10.088, note J.B. et C.H., conclusions de M. l'Avocat général LINDON.

(53) BREDIN, op. cit., loc. cit.

responsabilité devient plus fréquent et qu'il résulte d'un fait de moins en moins grave. « Sans doute, écrit-il, l'analyse du processus qui a conduit à un accident, faite calmement et « a posteriori », permettra presque toujours de découvrir qu'il est dû à une ou plusieurs fautes. Mais, la réalité pratique est tout autre et dans le jeu normal de l'action, poursuit-il, le plus souvent le conducteur de la machine avait eu les réflexes et l'attitude de l'homme moyen. Il avait seulement omis de prévoir un événement improbable » (54). C'est à ce même raisonnement que s'en prend, avec force, M. HANNEQUART, dans un passage très suggestif que nous croyons utile de reproduire ici dans son intégralité : « Lorsqu'un accident s'est produit, écrit-il, il n'est pas toujours difficile d'en découvrir l'explication scientifique, d'en décrire le processus et même de préciser une modalité d'agir qui eût empêché l'enchaînement causal de se dérouler jusqu'à la production du dommage. Ceci ne signifie pas qu'il y ait eu imprudence ou négligence, car pour les déceler, c'est tout de même avant la production de l'accident, qu'il faut se placer, en reconstituant le climat concret où l'action humaine devait se développer avec toutes les données d'incertitude, de probabilité, de relativité des méthodes, d'échelle des risques et de valeur des objectifs qui étaient poursuivis. L'accident, conclut M. HANNEQUART, livre souvent un enseignement... mais avant la douloureuse expérience, le mal n'était pas évitable » (55). Dans ces conditions, la remarque de M. BREDIN — selon laquelle « la faute quasi délictuelle du pharmacien fabricant est celle que n'aurait pas commise un professionnel idéal » (56) — prend une portée beaucoup plus générale.

67. — C'est, par ailleurs, à un tel être idéal, dont la psychologie relèverait plutôt du héros que de l'homme normal, que la pratique se réfère pour déterminer la *force majeure* et notamment son caractère imprévisible et irrésistible (57), (58).

(54) SALINGARDES, « Les problèmes posés dans le Droit pénal moderne par le développement des infractions non intentionnelles », in *Rev. intern. de Droit pénal*, 1961, p. 1193 et s., et spécialement p. 1197.

(55) HANNEQUART, op. cit., n° 61, p. 74 et 75.

(56) BREDIN, note précitée, S. 1958, p. 144.

(57) Cf., à cet égard, CARBONNIER, « Droit civil », tome II, n° 86 c', p. 293 ; HANNEQUART, op. cit., n° 203 et s.

(58) D'ailleurs, à propos des faits justificatifs, et notamment de la force majeure, il se pose une question relative à la *charge de la preuve*. Suivant les normes du Droit pénal, l'absence de cause justificative devait incomber au ministère public, dès que le prévenu en invoque une apparence vraisemblable (V. STEFANI, répertoire de Droit criminel et de procédure pénale, tome II, v° Preuve, n° 6). Par conséquent, le doute serait favorable à ce dernier et non pas à l'accusation (« in dubio pro reo »). Par contre, en Droit civil, les choses se présentent tout différemment : celui qui invoque une cause exonératrice doit en apporter la preuve complète (« reus in excipiendo fit actor »). Or, il semble que la règle jurisprudentielle de l'unité des fautes, ait profondément altéré le sens des principes du Droit criminel sur ce point. Une jurisprudence bien établie affirme sans équivoque que la charge de la preuve de la force majeure incombe au prévenu (Crim., 29 déc. 1949, *J.C.P.*, 1950, II, 5614, note MAGNOL ; 8 fév. 1936, D. 1936, I, 44, note DONNEDIEU DE VABRES, etc.). MM. STEFANI et LEVASSEUR, qui critiquent sévèrement cette solution, ne manquent pas de nous en révéler la cause en écrivant notamment : « ...il semble que la théorie civiliste de la force majeure ait déteint fâcheusement sur la procédure répressive ». Cf. STEFANI et LEVASSEUR, « Procédure pénale », 1959, n° 301 in fine, p. 272.

68. — Les causes de cet éclatement même du concept abstrait de l'homme moyen et de la rupture entre la responsabilité civile et le blâme sont multiples. Le développement du machinisme qui a multiplié les accidents et rendu particulièrement difficile la découverte de leur cause, y a joué un rôle décisif (59). Et puis, la généralisation de l'assurance a fortement émoussé la sensibilité à la faute. Si la possibilité de l'assurance des fautes contre le recours des tiers a été admise, parce que « l'idée morale a été sacrifiée par le droit moderne au besoin de sécurité » (60) ; et, si son extension pratique a été rendue nécessaire « pour faire face à une responsabilité, que ne vient plus limiter l'exigence d'une preuve préalable de la faute » (61), il n'est pas moins vrai que celle-ci, une fois organisée, « a lentement pétri le droit de la responsabilité civile, au point d'y apporter des bouleversements profonds... » (62). Selon l'heureuse formule de M. CARBONNIER, l'assurance a été, à la fois, « effet et cause » ; imposée et généralisée sous la pression des facteurs que nous venons de voir, elle n'a pas manqué d'agir, par la suite, « comme un accélérateur : les tribunaux n'ont plus hésité à condamner celui qu'ils savaient assuré » (63).

Quoi qu'il en soit, le droit de la responsabilité civile semble nettement dominé par le souci de la réparation. Le Doyen RIPERT observait, dès 1936, que : « Le droit moderne ne regarde plus du côté de l'auteur de l'acte, mais du côté de la victime. Ce que veut la victime, c'est obtenir la réparation : il lui importe peu que le juge approuve ou blâme l'acte qui a été la cause du dommage... » (64). « pour elle, la question de responsabilité n'est qu'une question de réparation » (65). Dans cet ordre d'idées, les tribunaux ont été amenés à ordonner la réparation sans attacher une importance particulière à la preuve de la faute, dont la notion a été tout naturellement élargie, voire même déformée, inconsidérément pour permettre une application extensive des textes légaux. La faute a ainsi cessé de correspondre nécessairement à une attitude suscitant un jugement critique, un blâme moral ou simplement social (66).

(59) Cf. notamment RIPERT, « Le régime démocratique et le Droit civil moderne », n° 169 ; RIPERT et BOULANGER, op. cit., tome II, n° 904 ; CARBONNIER, op. cit., tome II, n° 170, p. 576 et 577.

(60) V. RIPERT et BOULANGER, op. cit., tome II, n° 928.

(61) V. CARBONNIER, op. cit., loc. cit.

(62) V. BREDIN, note sous trib. corr. Seine, 19 déc. 1957, S. 1958, p. 143 et s., spécialement p. 148.

(63) CARBONNIER, op. cit., loc. cit.

(64) RIPERT, « Le régime démocratique et le Droit civil moderne », n° 169, p. 331.

(65) RIPERT, op. cit., n° 169, p. 333.

(66) Les troubles de voisinage que la jurisprudence persiste à qualifier de fautifs au sens de l'art. 1382 du Code civil, même dans les cas, extrêmement nombreux, où, manifestement, la conduite du responsable n'a rien de répréhensible, constituent un exemple caractéristique de la dégénérescence de la faute civile. Cf. MAZEUD et TUNC, op. cit., tome I, n°s 593 à 622, notamment n°s 615 à 621 ; RABUT, « De la notion de faute en Droit privé », n°s 150 à 152 et 156 ; STARCK, « Domaine et fondement de la responsabilité sans faute », in *Revue trim. de Droit civil*, 1958, p. 475 et s., spécialement p. 485 à 487.

D'où la force du sentiment de réprobation a été de plus en plus affaiblie et le problème de responsabilité ramené progressivement à un simple conflit entre deux patrimoines dont l'un devait supporter en fin de compte les frais du dommage provoqué (67).

La notion de faute civile a été tellement vidée de sa substance caractéristique que certains auteurs sont arrivés à se demander, si, dans certains cas tout au moins, c'est « la faute qui commande la réparation, ou la réparation qui recherche une faute pour se justifier » (68).

Le sentiment de pitié envers les victimes a joué le rôle d'un stimulant dans cette dégradation de la faute civile (69). Remarquons, d'ailleurs, avec M. BREDIN, que : « peut-être la loi morale n'est-elle pas indifférente à cette évolution. Longtemps lui parut seul fidèle un Droit qui liait résolument la faute à la réparation. Il conduisait pourtant à des conséquences que la morale réproouve. Il se peut qu'une haute morale suggère de dissocier la faute et la réparation. Que soient d'abord consolés ceux qui pleurent et secourus ceux qui souffrent ! A ce devoir de charité le droit jurisprudentiel tente de donner une expression juridique. La loi morale — conclut M. BREDIN — semble s'y épanouir mieux que dans un droit peu généreux, dont les principes confondent souvent réparation et sanction » (70).

Pour toutes ces raisons, nous comprenons l'attitude des auteurs, dont la plupart « acceptent dans le cadre civil que la faute soit portée à son extrême limite jusqu'à mordre sur le domaine traditionnel du cas fortuit et jusqu'à se plier, dans une certaine mesure, aux desiderata de la théorie du risque » (71).

69. — Mais ce mouvement objectiviste ne se contente pas d'envahir le droit civil ; il se fait sérieusement sentir sur le plan du droit pénal, et c'est ce qui nous intéresse particulièrement ici. Ce dernier a été, en effet, contraint d'admettre — par le truchement de la règle de l'unité des fautes et du principe de l'autorité de la chose jugée au criminel sur le civil, qui en résulte directement — la plupart des déviations civilistes décrites ci-dessus. Le juge répressif se trouve souvent devant la triste alternative ou bien d'acquitter le prévenu et de priver à jamais la malheureuse victime d'une indemnisation qu'il trouve juste et équi-

(67) ESMEIN, « La faute et sa place dans la responsabilité civile », in *Rev. trim. de Droit civil*, 1949, p. 490 ; ROUX, « Cours de Droit crim. », 2^e éd., 1927, n° 40, p. 153, note 1 ; BRUNHES, « L'imprudence devant la loi pénale », *Thèse*, Dijon, 1932, p. 13 et s.

(68) BREDIN, note, in S., 1958, p. 148. M. HANNEQUART, op. cit., n° 332, p. 314, parle de son côté, « d'un Droit civil qui appelle faute la moindre imperfection pour y puiser le motif de réparer le dommage ».

(69) Cf. CARBONNIER, op. cit., tome II, n° 170, p. 576 ; RIPERT et BOULANGER, op. cit., tome II, n° 904.

(70) BREDIN, note sous corr. Seine, 19 décembre 1957, S. 1958, p. 143 et s., et spécialement p. 148.

(71) HANNEQUART, op. cit., n° 35, p. 48.

table, ou bien de le condamner pour des faits qui n'auraient jamais dû être matière à responsabilité pénale (72), (73).

C'est là un dilemme d'autant plus angoissant que dans les deux cas le juge sent l'iniquité de sa décision (74). Si l'on a de la sorte obtenu la fameuse coaction psychologique escomptée par les promoteurs de l'identification de deux notions de faute (75), il ne faudrait pas oublier que celle-ci agit, en réalité, non pas sur l'individu imprudent, mais sur l'esprit des Magistrats ! Ceux-ci vont, tout naturellement, se prononcer pour l'iniquité la moins choquante : pour ne pas laisser la victime sans réparation, ils condamneront le plus souvent le prévenu, et ce avec d'autant plus de facilité qu'ils le savent, dans la plupart des cas, couvert par une assurance (76).

70. — Cette prédominance des intérêts civils fausse gravement la physionomie du droit pénal. M. PISAPIA a pu soutenir, devant le IV^e Congrès International de défense sociale, que dans ces conditions « le procès pénal — et, par conséquent, la sanction qu'il tend à appliquer — a, dans les délits par négligence..., une fonction presque instrumentale ou médiate pour obtenir la sanction civile... » (77). Et M. HERZOG n'hésite point à écrire que « tout se passe comme si, en définitive, la peine était l'accessoire de la condamnation aux dommages-intérêts » (78).

(72) V. QUINTANO-RIPOLLES, « Les conséquences pénales et civiles du délit d'imprudence », dans les *Annales de la Faculté de Droit de Toulouse*, tome VI (1958), fasc. 2, p. 233 et s., spécialement p. 239 et 240 ; SALINGARDES, « Les problèmes posés dans le Droit pénal moderne par le développement des infractions non intentionnelles », in *Revue intern. de Droit pénal*, 1961, p. 1193 et s., spécialement p. 1197 ; MALINVERNI, « Individus socialement dangereux et délits involontaires relativement à l'exercice des activités dangereuses professionnelles et à la circulation routière », rapport présenté au IV^e Congrès intern. de Défense sociale de Milan, in *Actes de ce Congrès*, tome II, p. 539 et s., spécialement p. 557, etc. ; PISAPIA, « Prévention dans les crimes involontaires relativement aux diverses formes de la faute », in *Actes du même Congrès*, p. 533 et s., spécialement p. 533 et 534 ; GRANIER, « La partie civile au procès pénal », in *Rev. de Science criminelle et de Droit pénal comparé*, 1958, p. 1 et s., notamment p. 32 à 34, etc.

(73) Une réserve s'impose, cependant. Dans la mesure où le juge statuant sur les intérêts civils peut recourir à la disposition de l'art. 1384, n° 1, le problème ne se pose pas, étant donné que la victime pourra en principe obtenir — malgré l'acquiescement du prévenu — la réparation de son préjudice (cf. *Supra*, n° 53 in fine, à la note). Il y a là, certes, un remède contre les rigueurs de la théorie de l'unité des fautes, remède qui est — notons-le au passage — plus énergique en Droit français qu'en Droit belge où le champ d'application de l'art. 1384, n° 1, est sensiblement plus restreint (cf., sur ce point, VALTICOS, « L'autorité de la chose jugée au criminel sur le civil », n° 407 et HANNEQUART, op. cit., n° 184). Mais malgré cette atténuation, l'alternative décrite dans le texte reste valable pour l'essentiel, même en Droit français, et ce, pour la bonne raison que l'extension de la responsabilité civile a eu souvent lieu sous l'étiquette de la faute quasi délictuelle. Ainsi que l'observent RIFERT et BOULANGER (op. cit., n° 905) la jurisprudence a fait « un grand effort pour élargir le domaine de la responsabilité civile, tout en maintenant l'idée de faute à la base de la responsabilité ».

(74) V. notamment, GRANIER, op. cit., p. 32 à 34.

(75) V. *Supra*, n°s 41 et s.

(76) V. GRANIER, op. cit., loc. cit.

(77) PISAPIA, op. cit., p. 533 et 534. Cf. également, dans le même sens, SALINGARDES, op. cit., p. 1196.

(78) HERZOG, « La prévention des infractions involontaires contre la vie et l'intégrité de la personne humaine », dans *La Prévention des Infractions contre la Vie humaine et l'Intégrité de la Personne*, tome I, p. 207 et s., spécialement p. 240.

Ce processus implacable n'est pas, d'ailleurs, sans entraîner un effritement considérable de la faute pénale qui, à l'instar de la faute civile, ne conserve parfois qu'un rapprochement purement verbal avec le sentiment de blâme et de réprobation qui devraient pourtant la caractériser.

71. — Nous nous expliquerons plus loin — et notamment dans le chapitre suivant — sur les inconvénients que cet éloignement progressif de la responsabilité pénale pour imprudence de la culpabilité présente, tant sur le plan de l'équité que sur celui de l'efficacité. Notons tout simplement ici, pour compléter nos constatations, que la généralisation de la responsabilité pénale s'accompagne d'une mansuétude extrême quant à la rigueur des sanctions infligées. Car, si les juges admettent, dans le but de faciliter l'indemnisation des victimes, le principe d'une condamnation pénale, ils ne s'efforcent pas moins — par souci de compensation, mais aussi dans un sentiment de justice — d'en atténuer les conséquences. D'où une certaine dévalorisation de la répression dont l'influence nocive sera examinée également dans le chapitre suivant.

Auparavant nous devons, selon le plan que nous nous sommes fixé, continuer l'étude des mécanismes de déformation de la faute pénale d'imprudence. Cela nous amène à l'examen de la faute dite « contraventionnelle » et de son incidence sur la conception et l'appréciation de la culpabilité dans le domaine des infractions involontaires.

SECTION II. — L'assimilation de la violation d'un règlement à la faute pénale d'imprudence et ses conséquences sur la conception de la culpabilité.

72. — On sait qu'il y a une catégorie d'infractions dont l'élément moral, s'il ne disparaît pas complètement, se réduit à sa plus simple expression : ce sont tout d'abord les *contraventions* de police. Celles-ci n'englobent pas seulement les faits — déjà assez nombreux — décrits dans le IV^e livre de la seconde partie du Code Pénal (79) ; elles sanctionnent également, par le biais de l'article R 26, 15^o, du Code Pénal, la violation des décrets et arrêtés légalement faits par l'autorité administrative, ainsi que l'inobservation des arrêtés publiés par l'autorité municipale.

Mais à la liste, extrêmement longue, de contraventions, s'ajoute une série impressionnante de *délits* dits *contraventionnels*, dont l'élément moral se conçoit et s'apprécie, d'après une jurisprudence constante, exac-

(79) Réserve faite, bien entendu, des contraventions peu nombreuses qui supposent une intention (par ex., art. R 38, 1^o, 6^o, 7^o, 8^o, R 40, 1^o, 2^o C.P.) ou une faute d'imprudence (art. R 38, 4^o, R 40, 4^o, etc.). V. STEFANI et LEVASSEUR, *Procédure pénale*, 1959, n^o 298 et supplément sous le même numéro.

tement comme à propos de simples contraventions de police. Il en est ainsi, par exemple, des délits de chasse, de pêche, de douanes, de contributions indirectes, de hausse illicite des prix, des infractions à la législation pharmaceutique, à la réglementation de la main-d'œuvre étrangère ou des infractions relatives à la police des chemins de fer ou au Code de la route, à la constitution ou au fonctionnement de certaines sociétés, etc. Il s'agit, en principe, des infractions à des règlements rentrant dans le domaine vaguement défini des mesures de police générale (80). C'est ce qu'entendent, semble-t-il, les tribunaux, lorsqu'ils se réfèrent, sans autre précision, à « la nature de l'infraction » (81).

Pendant un certain temps on a considéré ces infractions comme appartenant à une catégorie plus ou moins hybride, celle des délits-contraventions. Aussi la jurisprudence les a-t-elle soumises, tantôt au régime des contraventions, tantôt à celui des délits correctionnels pour l'application de certaines règles juridiques comme la prescription, la complicité, la solidarité des amendes, etc. (82). Certes, cette théorie est depuis longtemps abandonnée par la Cour de Cassation qui, conformément à l'article premier du Code Pénal, reconnaît à ces infractions une nature unique, celle des délits correctionnels, et les soumet aux règles applicables aux délits (83). La discussion n'est pas pour autant définitivement close, et ce pour la bonne raison qu'en ce qui concerne leur élément moral — et c'est ce qui nous intéresse particulièrement ici — la jurisprudence continue à le concevoir exactement de la même façon qu'à propos des contraventions les plus typiques (84). C'est donc le même fait — qu'il est convenu d'appeler « faute contraventionnelle » — qui, selon la jurisprudence caractérise du point de vue subjectif aussi bien les contraventions que les délits de cette catégorie. C'est d'ailleurs sous

(80) Cf. DONNEDIEU DE VABRES, « Questions choisies de Droit pénal comparé et de Droit pénal international », *Cours de Droit pénal approfondi* (polycopié), 1951-52, p. 92 et s.; MERLE, « Droit pénal général complémentaire », p. 255; LEGAL, « L'imprudence et la négligence comme source de responsabilité pénale », in *Revue internationale de Droit pénal*, 1961, p. 1079 et s., spécialement p. 1087.

(81) V., par ex., Crim., 23 janvier 1957, *J.C.P.*, 1957, II, 9837, rendu à propos d'une infraction relative à l'emploi de la main-d'œuvre étrangère. Parfois la jurisprudence fait intervenir implicitement, dans ce sens, un autre critère : la modicité de la peine comminée par la loi. Voir notamment, Crim., 11 avril 1938, G.P., 1938, II, 54; Crim., 5 août 1938, G.P., II, 707, ainsi que les observations de J. MAGNOL, in *Revue de Science criminelle*, etc., 1938, p. 705. Cf., sur tous ces points, MERLE, op. cit., loc. cit. et, pour plus de détails, LEGROS, « L'élément moral dans les infractions », 1952, n° 186 à 198.

(82) Cf. VIDAL et MAGNOL, « Cours de Droit criminel et de Science pénitentiaire », 9^e éd., 1949, n° 75 bis, p. 100 et 101, et les arrêts qui y sont cités; STEFANI et LEVASSEUR, « Droit pénal général », 1964, n° 215; MERLE, op. cit., p. 254 et 255.

(83) Cf. les auteurs cités dans la note précédente, ainsi que l'arrêt du 13 juin 1884 (S. 1886, I, 234) qui a clos la discussion.

(84) V. MERLE, op. cit., loc. cit.; VIDAL et MAGNOL, op. cit., n° 137; STEFANI et LEVASSEUR, op. cit., n° 205; Cf., surtout, Crim., 16 oct. 1957, *Bull. crim.*, n° 638, p. 1149, et Crim., 27 mai 1959, *Bull. crim.*, n° 279, tous deux commentés par M. LEGAL, in *Revue de Science criminelle*, etc., 1960, p. 71 et s.

cet angle que l'on est encore fondé de parler des délits contraventionnels (85).

73. — Qu'est-ce donc que cette « faute contraventionnelle » ? Malgré les controverses doctrinales portant essentiellement sur sa nature juridique, tout le monde est d'accord sur les points suivants :

1° La « faute contraventionnelle » n'a pas besoin d'être prouvée. Elle est toujours présumée, impliquée dans le fait même d'avoir violé le règlement. Le fait seul de cette inobservation suffit pour constituer l'infraction et le Ministère public n'est point obligé de relever, ni l'intention criminelle de son auteur, ni même une simple faute d'imprudence, de négligence, d'inattention ou de maladresse de sa part (86).

Comme le précisent les arrêts de la Cour de Cassation à propos, par exemple, des infractions à la police des chemins de fer, l'infraction est consommée « dès que (son) auteur a commis le fait réprimé par la loi... » (87).

2° Mais il y a plus : le prévenu ne peut pas renverser cette présomption en prouvant l'absence de faute. Son erreur, même si elle présente les caractères d'une erreur commune, que tout homme raisonnable et prudent, placé dans les mêmes conditions externes, aurait pu également commettre (88) ; sa bonne foi, même exempte de toute faute (89) ; un cas fortuit qui, sans enlever la liberté volitive de l'agent, l'empêcherait pourtant de comprendre que ce qu'il fait constitue une violation de la loi et le met dans l'ignorance, non pas de la loi pénale, mais du caractère délictuel de son attitude. Tous ces faits, qui seraient de nature à exclure la faute pénale d'imprudence, ne sont pas de mise en ce qui concerne la « faute contraventionnelle ». Celle-ci réside tout entière —

(85) Cf. MERLE, op. cit., p. 254 et 255 ; STEFANI et LEVASSEUR, op. cit., 1957, n° 267. Les arrêts parlent, le plus souvent, des délits purement matériels. Voir, par ex., les deux arrêts cités dans la note précédente, ainsi que les observations de M. LEGAL, in *Revue de Science criminelle*, 1960, p. 71 et s.

(86) Cf. tous les auteurs auxquels nous nous sommes référés, *Supra*, n° 72, ainsi que : GARRAUD, « Traité », tome V, nos 2050 et 2054 ; GARÇON, « Code pénal annoté », sous les art. 319 à 320 bis, n° 26 ; VOUIN, « Précis de Droit pénal spécial », n° 170, 2° c, et observations sous Chambéry, 8 mars 1956, *J.C.P.*, 1956, II, 9224 ; VOUIN et LEAUTÉ, « Droit pénal et criminologie », p. 209 ; GOYET, « Droit pénal spécial », n° 448 d ; etc.

(87) V. Crim., 16 oct. 1957, *Bull. crim.*, n° 638, p. 1149 ; 27 mai 1959, *Bull. crim.*, n° 279, p. 570, observation LEGAL, in *Revue de Science criminelle*, 1960, p. 71 et s. Cf., dans le même sens : Crim., 10 déc. 1897, *Bull. crim.*, n° 384, p. 582 ; 8 nov. 1907, *Bull. crim.*, n° 446, p. 707 ; 30 avril 1952, *Bull. crim.*, n° 112, p. 192.

(88) Sur la notion de l'erreur commune, cf. Dijon, 21 mai 1954, D. 1954, 444 ; FRANÇON, « L'erreur en Droit pénal », in *Quelques Aspects de l'Autonomie du Droit pénal* (sous la direction de G. STEFANI), n° 16, p. 240 ; STEFANI et LEVASSEUR, op. cit., 1964, n° 306 i.f. Quant à son inapplicabilité en matière des contraventions et des délits contraventionnels, voy. MERLE, op. cit., p. 249, et FRANÇON, op. cit., nos 17 et 18, p. 240 à 242.

(89) V. LEGAL, « L'imprudence et la négligence comme source de responsabilité pénale », in *Rev. intern. de Droit pénal*, 1961, p. 1079 et s., spécialement p. 1086.

(90) Cf. ROUX, note sous Crim., 15 mai 1926, S. 1928, I, 33, et « Cours de Droit criminel », 2^e éd., tome I, § 51.

comme l'affirment les tribunaux — dans le fait matériel commis en violation de la loi ou du règlement (91). Elle ne requiert donc, pour la responsabilité pénale de son auteur, aucune faute et, par conséquent, la preuve de l'absence de faute n'est pas susceptible de disculper le prévenu. C'est ce qui résultait déjà implicitement, mais nettement, des décisions jurisprudentielles, comme d'ailleurs des affirmations de la doctrine. Mais le moindre doute n'est plus permis après l'arrêt du 27 mai 1959 rendu par la Chambre criminelle de la Cour suprême (92), dans les conditions suivantes :

Un conducteur de camion, en passant sous un pont ferroviaire avec son véhicule surmonté d'une pelle mécanique, avait provoqué des dégâts à cet ouvrage et fut poursuivi pour violation de la disposition de l'art. 73, 1^o, du décret du 22 mars 1942. Selon cette disposition, sanctionnée d'une amende correctionnelle par l'art. 21 de la loi du 15 juillet 1845, « il est défendu à toute personne de modifier ou de déplacer sans autorisation et de dégrader, déranger la voie ferrée, les talus, clôtures, barrières, bâtiments et ouvrages d'art... servant à l'exploitation ». Les juges du fond — tant en première instance qu'en appel devant la Cour de Colmar (arrêt du 1^{er} juillet 1958) — ont relaxé le prévenu en affirmant explicitement que « les dégâts causés à la voie ferrée n'étaient imputables ni à un acte volontaire, ni à une faute d'inattention, d'omission ou d'inobservation des règlements de la part du prévenu ». Cependant la Cour suprême n'a point hésité un instant pour censurer l'arrêt attaqué, sans se préoccuper aucunement si cette appréciation était ou non légalement motivée. Pour la Cour de Cassation, dès que le fait conventionnel, en l'occurrence l'endommagement de la voie ferrée, est objectivement établi, il n'y a pas de discussion possible sur la culpabilité de son auteur.

La faute de l'agent, pouvons-nous conclure, n'est pas seulement exempte de preuve : elle n'est pas non plus susceptible de preuve contraire.

3^o Certes, la responsabilité pénale ne saurait, même en cette matière, reposer uniquement sur la matérialité des faits. La jurisprudence décide, en effet, qu'en cas de force majeure, l'article 64 du Code pénal entre en jeu et l'infraction, bien que parfaitement établie, dans son élément légal comme dans son élément matériel, n'est pas punissable (93).

(91) Cf., notamment, Crim., 16 oct. 1957, *Bull. crim.*, n° 638, déjà cité, ainsi que des observations de LEGAL dans la *Revue de Science crim.*, 1960, p. 71 et s., spécialement p. 72.

(92) V. *Bull. crim.*, 1959, n° 279, p. 570, ainsi que les observations, particulièrement intéressantes, de LEGAL, in *Revue de Science crim.*, 1960, p. 71 et s.

(93) V., p. ex., Crim., 15 mai 1926, S. 1928, I, 33, note ROUX ; 31 juil. 1937, D. (II) 1937, 523 ; 30 déc. 1953, *Bull. crim.*, n° 360. Mais la jurisprudence entend subordonner à des conditions extrêmement rigoureuses l'admission de la force majeure ; cf., sur ce point, les observations de LEGAL, dans *Rev. de Science crim.*, 1960, p. 71 et s. ; SIFIANI et LEVASSEUR, op. cit., 1964, n° 299, ainsi que Crim., 12 fév. 1957, J.C.P., II, 9878, note J. BAUDOUIN. La Cour de Cassation est même allée jusqu'à exiger, dans son arrêt du 15 mai 1926, cité plus haut, que la force

Aussi les auteurs s'accordent-ils à admettre que les autres causes justificatives au sens large du terme, et notamment la contrainte interne, l'aliénation mentale et la minorité, sont susceptibles d'exonérer la responsabilité pénale du contrevenant (94). Les arrêts semblent d'ailleurs encourager une telle interprétation en énonçant que « toute infraction, même purement matérielle, suppose, chez son auteur, une volonté libre » (95).

74. — Mais c'est à partir de ces données unanimement admises que va naître, sur le plan doctrinal, une controverse dont l'analyse permettra de mieux saisir la notion de « faute contraventionnelle ».

Pour les uns, la faute reste malgré tout un élément de l'infraction contraventionnelle. Certes, elle est toujours présumée, impliquée même dans le fait de la perpétration d'un acte prohibé de telle façon que seule la preuve de la force majeure ou d'une autre cause justificative peut l'anéantir. Mais, si la « faute contraventionnelle » est insaisissable positivement, ne pouvant être définie que d'une façon purement négative comme l'absence de cause justificative — raisonnent ceux qui partagent cette première conception — il n'en reste pas moins qu'elle existe, aussi légère et aussi mince qu'elle soit en réalité. Il y a, par conséquent, une faute — et c'est ce qui autorise de parler de « faute contraventionnelle » — mais celle-ci est d'une nature différente de la faute pénale d'imprudence (96). Mais, où étayer pareille affirmation ?

Certains auteurs pensent que les règlements étant par eux-mêmes des impératifs de prudence, tout homme doit veiller à ne pas les violer, de sorte que le fait de désobéir à un règlement constituerait par lui-même une imprudence au sens large du terme (97). Cet argument ne nous

majeure soit constatée par le juge « dans les termes et par l'un des moyens exigés par la loi », comme s'il s'agissait d'une excuse légale et non pas d'une cause justificative générale. Même si l'on doit voir, dans une telle formule, une « rédaction équivoque » plutôt qu'une interprétation inexacte de la loi — comme l'observe M. ROUX dans sa note — celle-ci n'est pas moins caractéristique de l'esprit restrictif avec lequel les juges accueillent la preuve de la force majeure. A cet égard, il serait intéressant de consulter DONNEDIEU DE VABRES, « Cours de Droit pénal approfondi », cité plus haut, p. 96 et s.

(94) Cf. STEFANI et LEVASSEUR, op. cit., 1964, n° 205 ; VIDAL et MAGNOL, op. cit., n° 137, p. 203 ; MERLE, op. cit., p. 251.

(95) V., à titre d'exemple, Crim., 16 oct. 1957 et 27 mai 1959, *Bull. crim.*, 1957, n° 638 et 1959, n° 279, respectivement. Certains arrêts ont même été plus concrets : Crim., 19 oct. 1922, S. 1923, I, 187 (contrainte) ; Crim., 7 janv. 1876, S. 76, I, 96 et 3 mai 1912, *Bull. crim.*, n° 247 (minorité), etc.

(96) Cf. MERLE, op. cit., p. 251-252 ; STEFANI et LEVASSEUR, op. cit., n°s 205 et s. ; VIDAL et MAGNOL, op. cit., n° 137, p. 202-203 ; ROUX, note sous Crim., 15 mai 1926, S. 1928, I, 33.

(97) Voir une telle argumentation dans : LAMBERT, « Cours de Droit pénal spécial appliqué à l'information », 2^e éd., p. 234, qui la retient en principe, bien qu'il admette la possibilité exceptionnelle d'une violation non imprudente. Mais celui qui a développé à outrance cette thèse, c'est LEGROS, « L'élément moral dans les infractions », 1952, (voir notamment, n°s 6-15, 49 et 405). D'après cet auteur, le fait même de commettre matériellement une contravention, constitue nécessairement, en quelque sorte par définition, une faute. Et cette faute, non seulement elle n'a pas besoin d'être prouvée, mais elle n'est pas susceptible de preuve contraire ; elle peut seulement être anéantie, neutralisée, par la preuve d'une cause justificative qui, en tant que telle, ne s'identifie pas avec la simple absence de faute, la justification étant quelque chose de supérieur à la simple

semble pas, pour autant, pertinent. Chacun a, certes, le devoir de ne pas enfreindre les dispositions réglementaires, de sorte que toute inobservation des dites dispositions constitue par elle-même une violation incontestable de ce devoir. Mais cette constatation n'intéresse que l'élément matériel de l'infraction : elle signifie — ni plus, ni moins — que l'infraction a été matériellement, objectivement, perpétrée. Sur le plan de l'élément moral, c'est-à-dire sur la question de savoir si l'acte objectivement délictueux est aussi subjectivement coupable, pareille affirmation n'est d'aucune utilité. S'il en était d'ailleurs autrement, on aurait dû exclure la recherche de la faute même à propos des infractions d'imprudence. Car, si l'on a le devoir de ne pas transgresser les dispositions réglementaires, ne doit-on pas également ne pas porter atteinte aux droits d'autrui pénalement protégés (98) ? Et alors, tout homicide — ou toute blessure — involontairement causé à autrui ne serait-il pas, dans cette perspective, automatiquement fautif jusqu'à ce qu'on puisse établir la preuve d'une cause justificative ?

D'autres font prévaloir un autre argument : ils voient, dans le fait que les causes justificatives tiennent en échec la responsabilité pénale de l'agent, la preuve de l'existence d'une volonté fautive dans les infractions contraventionnelles (99). En réalité, cependant, la situation du prévenu pour inobservation des règlements se rapproche étonnamment de celle du défendeur auquel on oppose, sur le plan de la responsabilité civile, la présomption de l'article 1384, al. 1^{er}, du Code civil. Dans un cas, comme dans l'autre, il s'agit « plutôt que d'une présomption de faute, d'une présomption de responsabilité qui ne peut céder que devant la preuve d'une cause étrangère... » (100). On peut, certes, disserter à l'infini sur la question de savoir si l'interprétation donnée par la jurisprudence à l'art. 1384, al. 1^{er}, du Code civil, consacre, ne serait-ce que partiellement, la théorie du risque (101), ou si elle ne constitue, au contraire, qu'un simple « procédé technique qui permet de découvrir la faute » (102).

absence de faute (n° 12). Mais il devient évident que cette théorie renie, en réalité, l'existence d'une faute — au sens normal, c'est-à-dire subjectif, du terme — dans l'infraction contraventionnelle. A signaler, enfin, que cette notion de faute contraventionnelle est l'application directe de la théorie générale de cet auteur sur l'élément moral de l'infraction qui consisterait, sauf dérogation expresse, en une simple faute infractionnelle s'identifiant avec l'absence de justification. Cf. également MAZEAUD et TUNC, « Traité de responsabilité », etc., tome I, n°s 416, 439 et 642.

(98) Comme le faisait très opportunément remarquer le Procureur général belge LECIERCO, note sous Cass., 23 juin 1932, *Pasierisic*, 1932, I, 200, spécialement p. 211.

(99) Cf. ROUX, dans sa note précitée ; STEFANI et LEVASSEUR, op. cit., n° 205 ; VIDAL et MAGNOL, op. cit., n° 137 ; MERLE, op. cit., p. 251 et 252.

(100) LEGAL, « L'imprudence et la négligence comme source de responsabilité pénale », in *Revue intern. de Droit pénal*, 1961, p. 1079 et s., spécialement p. 1087 ; observations dans la *Revue de Science crim.*, 1960, p. 71 et s., et particulièrement p. 72. Cf. également, CARBONNIER, « Droit civil », 2^e éd., tome II, n° 170, p. 578 et 579. Contra LEGROS, « L'élément moral dans les infractions », 1952, n° 15.

(101) En ce sens : JOSSE-RAND, « Traité de Droit civil positif français », 3^e éd., tome II, n° 533 et s., et D. (H), 1930, chron. 25 ; SAVATIER, « Traité de la responsabilité... », 2^e éd., tome I, n° 326 et s.

(102) Comme le pensent d'autres auteurs et notamment RIPERT et BOULANGER, « Traité de Droit civil, d'après le traité de PLANIOL », tome II, n°s 1028 à 1041,

A notre avis, la force majeure ainsi que les autres causes exonératrices de la responsabilité pénale du contrevenant, fondées toutes sur la disposition de l'art. 64 du Code pénal, concernent plutôt ce qu'on pourrait appeler « la capacité pénale » de l'agent, c'est-à-dire son aptitude de répondre des infractions qu'il a éventuellement commises. Cette capacité pénale, tout en étant une condition nécessaire à l'imputabilité de l'acte délictueux, ne doit pas pour autant se confondre avec la culpabilité proprement dite. Cette dernière se ramène, en effet, à l'attitude psychologique de l'agent par rapport à l'élément matériel de son infraction, attitude qui peut être positive (dol) ou négative (manque de diligence : faute pénale), mais qui ne peut en aucune façon résulter du seul fait que son auteur jouit de la « capacité pénale », qu'il est, en d'autres termes, un être doué de raison et de liberté au moment de l'accomplissement de l'acte délictueux.

Nous pensons, en définitive, que la responsabilité contraventionnelle est une responsabilité causale, objective, mais tempérée par l'exigence de la capacité pénale chez son auteur et non pas par l'idée de faute et de culpabilité subjective. Sans doute peut-on toujours parler d'une culpabilité présumée, mais on est alors en droit de se demander — avec M. LEGAL — s'il ne s'agit que d'un hommage purement théorique rendu au principe qu'il n'existe pas de responsabilité sans faute (103). Il nous semble, par conséquent, qu'une seconde théorie, selon laquelle l'infraction contraventionnelle ne comporte pas de faute (104), refléterait mieux que la première la réalité juridique en ce domaine.

75. — Quoi qu'il en soit de cette controverse doctrinale — qui ne présente d'ailleurs qu'un intérêt strictement théorique — personne ne songe à assimiler la « faute contraventionnelle » à la faute pénale d'imprudence. Pour les partisans de la seconde conception, il n'y a évidemment pas de problème. Mais, même pour ceux qui persistent à reconnaître le caractère d'une certaine faute dans le fait contraventionnel, celle-ci est beaucoup trop réduite pour qu'on puisse la confondre à la faute d'imprudence (105). Sur ce point, il n'y a donc pratiquement pas de divergence. La distinction entre ces deux sortes de responsabilité pénale s'impose avec force, tout comme sur le plan civil on distingue nettement la faute quasi délictuelle des art. 1382 et 1383 de la présomption de responsabilité, tirée de l'art. 1384, al. 1^{er}, du Code civil.

spécialement n° 1039 ; cf. aussi certaines théories intermédiaires, comme celle qui voit dans l'art. 1384, al. 1^{er}, à la fois une présomption de faute et une obligation de garantie, relativement aux dommages causés par un vice inhérent à la chose (v. TUNC, note sous Civ., 3 nov. 1942, Req. 22 juin 1943, D 1947, 145, spécialement p. 149 ; CARBONNIER, op. cit., tome II, n° 192 b', p. 670-671).

(103) « L'imprudence et la négligence comme source de responsabilité pénale », op. cit., p. 1086.

(104) Tout au moins au sens normal du terme.

(105) Cf. sur ce point : STEFANI et LEVASSEUR, op. cit., 1964, n°s 204 et s. ; MERLE, op. cit., p. 252 ; VIDAL et MAGNOL, op. cit., n° 137, p. 202.

76. — Cependant cette technique particulière, dite « faute contraventionnelle », ne reste pas limitée dans le cadre des contraventions et des délits contraventionnels. Elle a conquis droit de cité, même dans le domaine des infractions d'imprudence, et ce par l'effet de l'assimilation hâtive et malencontreuse que le législateur français a opérée dans l'article 319 du Code Pénal. En effet, par la formule de cet article — dans laquelle la jurisprudence a cru découvrir la définition même de l'infraction culpeuse, dans son sens le plus général — l'inobservation des règlements a été mise sur un pied d'égalité avec la faute pénale proprement dite. De la sorte, la seule inobservation d'un règlement — dès lors qu'elle présente un rapport objectif de cause à effet avec le décès ou les blessures d'autrui — suffit pour engager la responsabilité pénale de son auteur pour homicide ou coups et blessures involontaires, et quand même il n'y aurait eu de sa part ni maladresse, ni imprudence, ni inattention, ni négligence (106). C'est ainsi que la technique de « la faute contraventionnelle » s'installe au cœur même de l'infraction culpeuse, pour affaiblir davantage — et dans des proportions, comme nous le verrons, inquiétantes — son élément moral (107).

Cette extension de la faute contraventionnelle est particulièrement grave et risque de fausser sérieusement la substance même de l'infraction culpeuse pour des raisons qui ne sont pas difficiles à percevoir.

77. — 1° Le droit contraventionnel a connu, au cours des dernières décennies, un développement extraordinaire : la conjoncture actuelle et la tendance générale semblent lui promettre, d'ailleurs, une expansion plus éclatante encore. Il se caractérise, pour le moment, par une « végétation inouïe de textes » au milieu desquels « un juriste averti, fût-il

(106) Cf. Crim., 22 févr. 1883, *Bull. crim.*, n° 55 ; 29 nov. 1928, D 1929, I, 41 ; 22 fév. 1951, D 51, 255 ; GARRAUD, « Traité », tome V, n° 2054 ; GARÇON, « Code pénal annoté », sous les articles 319 et 320 bis, n° 26 ; VOULIN, « Précis de Droit pénal spécial », n° 170, 2° c' et observations sous Chambéry, 8 mars 1956, J.C.P., 1956, II, 9224 ; VOULIN et LEAUTÉ, « Droit pénal et criminologie », p. 209 ; GOYET, « Droit pénal spécial », n° 448 d ; LAMBERT, op. cit., p. 234 ; SIGUR, « Homicide, blessures et coups involontaires », dans *J-Cl. pénal*, vol. II, art. 319, 320, 320-1, etc.

(107) Cf. LEGAL, in *Revue de Science crim.*, 1962, p. 262 et s. Pareille solution a prévalu en Italie sur la base de l'article 43 du Code pénal italien (v. PISAPIA, rapport au IV^e Congrès intern. de Défense sociale, in *Actes de ce Congrès*, tome II, p. 536), comme aussi en Belgique, malgré l'absence de toute mention relative à l'inobservation de règlements dans l'article 418 du Code pénal belge (cf. HANNEQUART, op. cit., n° 253 ; CORNIL, « La répression des infractions dites involontaires », in *Revue de Droit pénal et de Criminologie*, 1957-58, p. 695, spécialement p. 700 à 702). Il semble, cependant, qu'en Italie, une évolution en sens contraire soit en train de s'accomplir. Si l'on en croit M. ALTAVILLA (Rapport général au VIII^e Congrès international de Droit pénal, session préparatoire de Rome, in *Revue internationale de Droit pénal*, 1961, p. 763 et s., spécialement p. 779), le droit italien « ... en appliquant la nouvelle constitution est en train de se libérer de l'anomalie éthico-juridique dont il est question à l'art. 43 du Code pénal, qui touche encore à la responsabilité objective ». Il existe, cependant, en Droit italien, un certain palliatif, cf. NUVOLONE, in *Rev. de Sc. crim.*, 1962, p. 264 et s.

même doublé d'un habile praticien, a peine à trouver sa route... » comme le faisait remarquer, avec tant de finesse, un haut magistrat belge (108).

Cette situation est doublement dangereuse. *Premièrement*, la présomption — ou la fiction — de culpabilité (109), véritable fondement de la responsabilité contraventionnelle, devient de moins en moins vraisemblable, donc de plus en plus hasardeuse. MM. VGUIN et LEAUTE écrivent notamment que « l'oubli du règlement, vu la complexité et le nombre des règlements modernes, ne peut pas être psychologiquement considéré comme une inattention ou négligence... » (110). *Deuxièmement*, les occasions de faire intervenir la « faute contraventionnelle » et son automatisme implacable sur le plan des infractions culpeuses, notamment celles des art. 319 et 320 du Code pénal, se multiplient aux dépens, bien entendu, de la faute pénale d'imprudence.

78. — 2° Mais, plus encore que par leur nombre et leur complexité, c'est par leur *contenu* que les dispositions réglementaires modernes menacent de bouleverser profondément les structures traditionnelles du droit pénal en ce domaine.

Tout d'abord, un certain nombre de textes réglementaires ne se bornent pas à défendre ou à imposer une conduite quelconque ; ils vont beaucoup plus loin en imposant à l'individu de véritables obligations ou *devoirs de résultat*. Pour mieux apprécier cette notion, considérons deux exemples précis, tirés de la jurisprudence de la Cour suprême : L'art. 73, 1°, du décret du 22 mars 1942, portant règlement d'administration publique sur la police, la sûreté et l'exploitation des voies ferrées et l'art. 38 du Code de la route. Le premier texte, sanctionné des peines correctionnelles par l'art. 21 de la loi du 15 juillet 1845 sur la police des chemins de fer, défend à toute personne « de modifier ou déplacer sans autorisation, et de dégrader, déranger la voie ferrée, les talus, clôtures, barrières, bâtiments... ainsi que les appareils et le matériel de toute nature servant à l'exploitation ». De la sorte, le seul fait de la production de l'un des résultats décrit par cette disposition mettra son auteur en situation antiréglementaire, et ce de façon absolument automatique et sans qu'il soit besoin de rechercher, non seulement la faute de l'agent, mais aussi comment celui-ci s'est conduit. La seule survenance de la situation prohibée est susceptible, d'après la jurisprudence, de faire encourir, pour celui qui se trouve d'une façon ou d'une autre à son origine, les pénalités sus-énoncées (111).

(108) Voy. René TAHON, « Propos sur la législation professionnelle et réglementaire au point de vue pénal », p. 8 (cité par HANNEQUART, op. cit., n° 249).

(109) Selon la théorie que l'on adopte sur la nature juridique de la « faute contraventionnelle ». Notons que c'est LEGAL (« L'imprudence et la négligence comme source de responsabilité pénale », op. cit., p. 1086) qui qualifie ce mécanisme juridique de « simple fiction ».

(110) VGUIN et LEAUTE, op. cit., p. 209.

(111) V. notamment, Crim., 16 oct. 1957, *Bull. crim.*, n° 638, p. 1149 et 27 mai 1959, *Bull. crim.*, n° 279, p. 570.

Même situation à propos de l'art. 38 du Code de la route, qui impose à tout conducteur de ne « jamais s'éloigner du lieu de stationnement sans avoir pris les précautions utiles pour prévenir tout risque d'accident du fait de son absence ». La Cour de Cassation considère que la contravention est établie dès que la voiture s'est mise, par exemple, en marche et a provoqué un accident quelconque. Elle ne se préoccupe aucunement de la conduite du prévenu, ni des précautions qu'il a effectivement prises : pour la Cour suprême, l'accident prouve de manière irréfutable que ces précautions n'étaient pas appropriées (112). En d'autres termes, le prévenu est tenu d'obtenir un résultat précis : l'absence de tout accident pendant son éloignement de la voiture. Il ne lui suffit donc pas de se montrer diligent. Il faut, en outre, que sa diligence se solde par un succès, sinon il sera automatiquement en faute, à moins qu'il ne parvienne à établir la preuve complète d'une cause justificative (113) !

Et puis, il y a des dispositions réglementaires à *contenu* tellement *vague* et indéterminé qu'elles offrent au juge un pouvoir discrétionnaire presque sans limites. Il en est ainsi, par exemple, avec l'article 10 du Code de la route qui impose à tout conducteur de rester constamment maître de sa vitesse et de mener avec prudence son véhicule. Cette disposition permet aux tribunaux, selon MM. MAZEAUD et TUNC, de relever une faute, à charge d'un conducteur, à peu près aussi souvent qu'ils le désirent (114).

79. — 3° Un tel système de responsabilité peut, à la rigueur, convenir autant qu'il ne s'agit que de simples contraventions de police. La modicité des pénalités comminées par la loi en cette matière, destinées à se faire sentir par les justiciables comme un simple rappel à l'ordre, une sorte d'avertissement solennel, plutôt que comme une véritable peine assise sur l'idée de blâme moral et de répréhension sociale, tous ces traits particuliers à ce « droit pénal de bagatelles » (115) justifient peut-être la conception plus ou moins objectiviste que la jurisprudence s'est faite de la « faute contraventionnelle » (116).

La situation s'aggrave, bien entendu, sensiblement, lorsqu'on élève les pénalités contraventionnelles au rang des peines correctionnelles (délits contraventionnels). Mais elle devient intenable — de lege ferenda

(112) Voy. Crim., 15 mai 1926, S 1928, I, 33, note Roux (arrêt rendu à propos de l'art. 30 du décret du 31 déc. 1922, qui est semblable à l'article 38 du Code de la route actuel).

(113) Sur la notion de l'obligation du résultat, cf. HANNEQUART, *op. cit.*, n° 257 et les nombreuses références qui y sont faites à la doctrine moderne, notamment chez les civilistes.

(114) MAZEAUD et TUNC, « Traité », etc., tome II, n° 1472 in fine.

(115) Comme on l'appelle souvent. Cf. DONNEDIEU DE VABRES, « Cours approfondi », précité, p. 92 à 95 ; STEFANI et LEVASSEUR, *op. cit.*, n° 209. Le caractère administratif plutôt que pénal du Droit contraventionnel ne peut qu'être accentué après la nouvelle constitution de 1958 qui, par son art. 34, soumet globalement les contraventions au pouvoir exécutif.

(116) Cf. HANNEQUART, *op. cit.*, n° 281 et 330.

tout au moins — du moment que le mécanisme de la « faute contraventionnelle » envahit, par le biais de la définition de l'art. 319 du Code pénal, le domaine des infractions culpeuses. Il est, en effet, particulièrement choquant que l'on puisse fonder, du point de vue subjectif, une condamnation aussi grave que celle pour homicide involontaire sur la seule base d'une « faute contraventionnelle » conçue de la façon que nous venons de décrire. Et que dire alors de l'art. 75 al. 2, du Code pénal qui permet de frapper la simple inobservation des règlements, même exempté de toute faute au sens normal du terme, de la détention criminelle de 5 à 10 ans !

80. — 4° Mais notre critique ira plus loin encore. Comme nous l'avons vu au début de notre étude (v. supra n° 20), la faute pénale d'imprudence est conçue par rapport au résultat dommageable produit ou, plus précisément, en fonction de la possibilité d'un tel résultat, de telle sorte que le défaut de diligence imputé à l'agent — et auquel sont dus, soit son imprévoyance (imprudence inconsciente), soit son espoir téméraire et fautif (imprudence consciente) — porte réellement sur l'éventualité du préjudice finalement réalisé. Cela signifie qu'il ne suffit pas de relever à charge du prévenu une défaillance quelconque, pour lui faire endosser la responsabilité pénale de tout ce qui, par un processus causal objectif, adviendra par la suite.

Or, s'il en est ainsi, la preuve la plus formelle d'une faute, soit d'imprudence, soit même intentionnelle, quant à la violation d'un règlement, ne devrait en aucune façon conduire automatiquement à la condamnation pour le délit d'imprudence qui pourrait en résulter (117). Car il se peut très bien que quelqu'un transgresse volontairement un règlement, mais dans des conditions telles que ni lui, ni l'homme moyennement prudent et avisé ne soit en mesure de prévoir une issue dommageable quelconque et encore moins la possibilité de survenance du résultat préjudiciable effectivement produit (par ex., la mort d'une personne). Dans ce cas, il y a sans doute culpabilité complète quant à la violation du texte réglementaire qui rend l'auteur passible des peines contraventionnelles prévues par la loi, mais c'est tout. Le condamner pénalement pour l'homicide qui en est résulté, c'est le condamner sans faute. C'est dire que la « faute contraventionnelle » la mieux établie ne devrait jamais dispenser le juge de rechercher l'imprudence du prévenu d'après les critères qui lui sont propres (118), sinon on risque de fausser gravement le fondement même de l'infraction culpeuse.

(117) Cf., sur ce point, les multiples et véhémentes interventions de GRAVEN lors du Colloque du XXV^e anniversaire de la Rev. de Sc. crim., dans cette même Revue, 1962, p. 251 et s. Dans le même sens vont aussi les conclusions tirées au bout de ce colloque par CHAVANNE, op. cit., p. 293.

(118) Cf., par ex., Cass. hellénique, 29, 1962, in *Nomikon Vima*, 1962, p. 831, qui a censuré l'arrêt attaqué justement parce qu'il n'avait pas précisé si le condamné devait et pouvait prévoir les blessures occasionnées par lui, et ce

Ce n'est donc pas seulement la conception que la jurisprudence s'est faite de la « faute contraventionnelle » qui est malencontreuse : c'est l'idée même d'assimiler l'inobservation des règlements à l'imprudence pénale. La latitude avec laquelle la jurisprudence a interprété la « faute contraventionnelle », n'a fait qu'aggraver une situation déjà nocive.

Si l'on veut, par conséquent, restaurer l'idée de faute au sein de l'infraction culpeuse, on doit dissocier, une fois pour toutes, l'imprudence pénale de l'inobservation des règlements. C'est la solution que la plupart des législations criminelles modernes consacrent sans ambiguïté (119), et vers laquelle nous souhaiterions voir évoluer le droit positif français.

81. — Mais la liste des déformations de la faute pénale ne s'arrête pas ici. Elle comporte, en effet, d'autres mécanismes, au moyen desquels le droit positif moderne a pu, notamment en France, ronger par l'intérieur la substance même de la faute pénale d'imprudence. L'examen complet de ces méthodes de déviation que nous nous sommes proposé, nous amène à étudier la responsabilité pénale du fait d'autrui, et son incidence sur la conception de la culpabilité non intentionnelle.

SECTION III. — La responsabilité pénale du fait d'autrui.

82. — En droit pénal la responsabilité est personnelle. Une poursuite judiciaire n'est possible, en règle générale, que contre celui qui a commis une infraction ou qui y a pris part. Nul n'est passible d'une peine qu'en raison de son fait personnel (120). « Tous les délits sont personnels, disait déjà LOYSEL, en crime il n'y a pas de garants » (121). C'est le grand principe de la personnalité des délits et des peines, que doctrine et jurisprudence ne cessent d'affirmer avec vigueur, tant en France qu'à l'étranger (122).

malgré le fait que les juges du fond avaient pris soin de relever deux contraventions à la charge du prévenu, contraventions qui se trouvaient objectivement en relation de cause à effet avec le résultat survenu. C'est dans le même sens que s'est prononcée la Cour de Cassation hellénique dans son arrêt 39 de 1962.

(119) Nous nous référons, à titre d'exemple, au Droit suisse et au Droit grec. Pour le *Droit suisse*, cf. Logoz, « Commentaire du Code pénal suisse », partie spéciale, tome II, 1956, sous les art. 222 et 230, n° 16; DONNEDIEU DE VABRES, « Cours approfondi », précité, p. 105, ainsi que les multiples interventions de J. GRAVEN au Colloque du XXV^e anniv. de la Rev. de Sc. crim., dans cette même revue, 1962, p. 251 et s. En ce qui concerne le *Droit grec*, cf., outre les arrêts précités, Cass., 267, 1961, in *Pinika Chronika*, 1961, p. 567; CHORAFAS, « Principes généraux de Droit pénal » (en grec), 8^e éd., 1966, p. 283 et 284; ZAGAROLAS, « Le principe "nulla poena sine culpa" et ses déviations » (en grec), 1950, tome I, p. 61.

(120) Crim., 26 fév. 1956, *J.C.P.*, 1956, II, 9304, note de LESTANG.

(121) COSTES, De quelques considérations sur la responsabilité pénale dite « du fait d'autrui », *Revue de Science crim.*, 1939, p. 628 et s., spécialement p. 628.

(122) Cf. COSTES, op. cit., loc. cit.; MERLE, « Droit pénal général complémentaire », p. 211; STEFANI et LEVASSEUR, « Droit pénal général », 1964, n° 277, p. 224 et s.

83. — Il arrive, cependant, dans des cas spéciaux que l'évolution du droit pénal moderne ne fait que multiplier, qu'une personne soit passible d'une peine déclenchée par le fait d'autrui. Cette responsabilité exceptionnelle émane quelquefois d'une disposition expresse de la loi. Il en est ainsi, par exemple, de l'art. 56 de l'Ordon. du 30 juin 1945 sur la poursuite et la répression des infractions à la législation économique, en vertu duquel le chef d'une entreprise est personnellement responsable des infractions à la dite ordonnance, commises par un de ses salariés. Mais souvent ce sont les tribunaux qui, sans aucun texte légal, font peser une responsabilité pénale sur une personne distincte de l'auteur matériel de l'infraction. Une jurisprudence abondante s'est formée, à cet égard, dont nous ne pouvons qu'évoquer ici quelques exemples. Nous pensons particulièrement à la responsabilité du patron pour les infractions à la législation du travail ou à la réglementation de l'entreprise, commises par son personnel (123). Analogue est la responsabilité incombant au pharmacien du fait des infractions à la législation pharmaceutique, commises par ses préparateurs (124), ainsi que celle du propriétaire d'un immeuble, reconnu coupable du fait des contraventions aux obligations de balayage, d'arrosage ou de vidange des fosses d'aisance, commises par ses locataires (125).

84. — Mais indépendamment de la source, légale ou jurisprudentielle, de cette responsabilité communément appelée du fait d'autrui, d'autres distinctions s'imposent. La plupart du temps, cette responsabilité se manifeste dans le cadre des entreprises et des professions strictement réglementées ; parfois, c'est en raison de sa qualité — et en dehors des rapports de commettant et de préposé — qu'une personne se voit déclarer coupable des agissements délictuels d'autrui (cf. le cas, déjà mentionné, du propriétaire d'un immeuble).

85. — Très souvent, enfin, le fait matériel d'autrui qui fournit l'occasion ou le fondement de la responsabilité en question, est de nature contraventionnelle (simple contravention de police ou délit contraventionnel) (126) ; quelquefois, pourtant, il s'agit de véritables délits

(123) Cf. Crim., 30 nov. 1950, D. 1951, 161 ; Crim., 23 nov. 1950, *Bull. crim.*, n° 267 ; Crim., 28 fév. 1956, D. 1956, 391 ; MERLE, op. cit., p. 212 ; STEFANI et LEVASSEUR, op. cit., n° 277, p. 224 ; LEGAL, « Chronique de jurisprudence : les conditions de la responsabilité du fait d'autrui », *Rev. de Science crim.*, etc., 1956, p. 317 à 319.

(124) Crim., 30 nov. 1944, D. 1945, 161 ; MERLE, op. cit., loc. cit. ; STEFANI et LEVASSEUR, op. cit., loc. cit. ; LABORDE-LACOSTE, « Le Droit pharmaceutique », *Annales de la Faculté de Droit de Bordeaux*, 1951, p. 48 et s., spécialement p. 58 et 59.

(125) Cf. Cass., 13 fév. 1834, S. 1834, I, 554 ; 4 mai 1848, S. 1849, I, 223 ; 28 juin 1861, S. 1861, I, 1022 ; 3 déc. 1880, S. 1881, I, 485 ; 22 oct. 1936, S. 1938, I, 37 ; 19 juil. 1918, *Bull. crim.*, n° 163, p. 302 (condamnation du gérant de l'immeuble) ; ROUX, « Cours de Droit crim. », 2^e éd., 1927, n° 105, p. 364 ; COSTES, op. cit., p. 637 ; MONTEILHET, « La responsabilité pénale de l'employeur du fait de ses préposés », *J.C.P.*, 1952, I, 1060, n° 6 ; MERLE, op. cit., p. 212.

(126) Sur la notion des infractions contraventionnelles, voy. *Supra*, n°s 72 et s.

correctionnels, commis par imprudence ou avec intention criminelle. C'est ainsi, par exemple, que la Cour de Cassation n'a pas hésité à imputer au président du conseil d'administration d'une société la responsabilité du délit de pollution d'eaux, délit qui implique le caractère volontaire du déversement des eaux résiduaires et la connaissance de leur toxicité (127).

86. — Il ne rentre pas, bien entendu, dans nos intentions d'examiner en détail la question de la responsabilité pénale du fait d'autrui, ni les multiples problèmes que son application est susceptible de poser en théorie aussi bien qu'en pratique. Nous ne pouvons cependant pas nous empêcher de faire un certain nombre de remarques concernant surtout l'élément moral du tiers pénalement responsable.

87. — 1° Dans tous les cas auxquels nous venons de faire allusion, une personne — le chef de l'entreprise, le propriétaire de l'immeuble, etc. — qui n'a participé, ni matériellement, ni même intellectuellement à la perpétration de l'infraction, puisqu'il se peut que celle-ci ait lieu à son insu (128), se voit reconnaître coupable et infliger une peine. Comment peut-on expliquer une telle responsabilité ? Quel est, en d'autres termes, le *fondement juridique* de la responsabilité du fait d'autrui ?

La jurisprudence elle-même en a donné trois explications différentes, notamment à propos de la responsabilité patronale. La première se présente comme une application pure et simple de la théorie civiliste de *représentation légale* du chef de l'entreprise par son commettant. A la base de cette théorie se trouve une fiction en vertu de laquelle l'acte du préposé est censé être l'acte du patron (*factum præpositi, factum domini*) ; ce dernier est ainsi considéré avoir agi par l'intermédiaire de son salarié (129). La seconde explication jurisprudentielle fait appel

(127) V. Crim., 6 oct. 1955, *J.C.P.*, 1956, II, 9098, note de LESTANG. Exactement dans le même sens : Crim., 26 fév. 1956, *J.C.P.*, 1956, II, 9304, note de LESTANG. Cf. également, Trib. corr. Brest, 8 déc. 1922, D. 1923, II, 134, qui a condamné un laitier pour délit volontaire de mouillage de lait (art. 1^{er} et 3 de la loi du 1^{er} août 1905), perpétré, à son insu, par son préposé. En ce qui concerne cette dernière décision, voir la note anonyme (critique) qui l'accompagne, ainsi que les observations critiques de M. COSTES, op. cit., p. 638. Quant à l'application de la responsabilité pénale en question, même à propos des faits volontaires d'autrui, consultez MERLE, op. cit., notamment p. 217.

(128) STEFANI et LEVASSEUR, op. cit., n° 297, p. 227 ; COSTES, op. cit., p. 635. Caractéristiques, à cet égard, sont les motifs suivants du jugement rendu le 9 juil. 1958 par le Trib. corr. de Pont-Audemer (*J.C.P.*, 1958, II, 10.760, observ. Roger de LESTANG) : « ...cette responsabilité est... assortie de sanctions pénales dont l'application, indépendante du comportement personnel du responsable désigné par la loi, se fonde uniquement sur l'« objectivité matérielle de l'infraction » (DONNEDIEU DE VABRES, *Traité...* p. 250) ; qu'ainsi s'analysent les responsabilités pénales encourues « ipso facto » par les chefs d'industrie ou d'entreprise chaque fois qu'il se commet dans leur établissement, de leur fait ou à leur insu, peu importe, une infraction aux lois et règlements... ». Cf., dans le même sens : Crim., 26 fév. 1956, *J.C.P.*, 1956, II, 9304, note de LESTANG ; Crim., 29 fév. 1956, *Bull. crim.*, n° 213, p. 387 ; LEGAL, op. cit., loc. cit.

(129-130) Cf. sur ces deux points : ROUX, op. cit., n° 105, p. 361, note 3 et MERLE, op. cit., p. 213, ainsi que les nombreux arrêts de la Cour de Cassation, auxquels ces auteurs se réfèrent.

à la notion du *contrat* ou de la *soumission volontaire* : le maître de l'entreprise est censé s'être volontairement soumis aux obligations découlant de sa profession et avoir, par anticipation, accepté le risque de leur inexécution, fût-ce par le fait de l'un de ses subordonnés (130).

On peut enfin discerner, à travers les arrêts, une troisième explication, en apparence plus simple et qui semble s'attirer, à l'heure actuelle, les faveurs de la doctrine aussi bien que de la jurisprudence. C'est la théorie de *l'obligation légale ou directe*, suivant laquelle le chef de l'entreprise est directement tenu à l'observation des prescriptions légales ou réglementaires pesant sur elle, soit en agissant personnellement, soit en exerçant une surveillance capable d'empêcher ses préposés d'y contrevenir (131).

88. — 2° C'est cette dernière théorie qui a permis à une partie importante de la doctrine de soutenir que la responsabilité patronale — ainsi que les autres cas similaires de responsabilité du fait d'autrui — ne constitue qu'une exception apparente au principe de la personnalité des peines. Ce dernier demeurerait sauf, et ce pour la bonne raison que le commettant, étant astreint à assurer personnellement le respect de certaines dispositions ou à exercer dans le même sens une action contre le fait d'autrui, et ayant manqué à ce devoir légal, il a commis une faute personnelle. D'après M. COSTES, l'acte matériel du tiers n'est que l'occasion ayant pour seul effet de « déclencher » ou « d'actualiser » en quelque sorte « la responsabilité, jusque-là demeurée virtuelle, de l'auteur moral » (132). M. MERLE soutient également, par des arguments semblables, que la responsabilité en question prend directement sa source dans la faute personnelle de l'auteur moral (133). Plus subtilement encore, MM. STEFANI et LEVASSEUR font remarquer qu'« en réalité, le responsable du fait d'autrui emprunte l'élément matériel de l'infraction de son préposé... », mais que, du point de vue de l'élément moral, c'est toujours sur la base d'une faute personnelle que se fonde sa responsabilité pénale (134). « Ainsi, on a vu — comme le remarque assez opportunément, à cet égard, M. ROUX — la cause de la punition du tiers, patron ou commettant, non dans le fait positif commis par d'autres, mais dans son omission personnelle, qui a permis l'accomplissement de l'infraction » (135).

(131) Cf., sur ce point, ROUX, *op. cit.*, n° 105, p. 361, note 3, les nombreux arrêts qui y sont cités, ainsi que les arrêts suivants : Crim., 23 nov. 1950 (aff. CHOLAT), D. 1951 S., 8 ; 26 fév. 1956, J.C.P., 1956, II, 9304, note de LESTANG ; 29 fév. 1956, *Bull. crim.*, n° 213, p. 387 ; 19 déc. 1956, *Bull. crim.*, n° 859, p. 1521. Voir également les notes qui suivent.

(132) COSTES, *op. cit.*, spécialement p. 631 et 632.

(133) MERLE, *op. cit.*, p. 214. Cf. également dans le même sens, VILLEY, notes in S. 1894, I, 201 et 202 ; GARÇON, sous la rubrique du livre 1^{er}, n° 53 ; VIDAL et MAGNOL, « Cours de Droit crim. », etc., 1949, n° 438 bis ; BOUZAT, « Traité théorique et pratique de Droit pénal », 1951, n° 319.

(134) STEFANI et LEVASSEUR, *op. cit.*, n° 277, p. 224 et 225.

(135) ROUX, *op. cit.*, n° 105, p. 360. Voy. la même constatation chez LEGAL, « Chronique de jurisprudence », déjà citée, *Revue de Science crim.*, 1956, p. 317. Cf. aussi la note de LESTANG, in J.C.P., 1956, II, 9304.

89. — 3° Il ne nous semble pas, cependant, que les choses soient aussi simples et aussi orthodoxes que ces réflexions doctrinales le laissent entendre. Pour qu'elles le soient vraiment, il aurait fallu juger le tiers sur la base de sa propre faute (concernant éventuellement le choix du personnel, les ordres et instructions donnés, le contrôle et la surveillance exercés, les précautions prises ou à prendre, etc.), et non pas lui imputer automatiquement l'élément moral dont il était animé l'auteur matériel et lui seul. Or, d'après une jurisprudence constante, le tiers pénalement responsable emprunte, non seulement l'élément matériel, mais aussi l'élément moral de l'infraction de l'auteur matériel. Cet emprunt est plus qu'évident, lorsqu'on impute à un patron, peut-être simplement négligent, une infraction volontaire commise par l'un de ses subordonnés. C'est le cas, par exemple, du président d'une société qui s'est vu condamner à des peines correctionnelles pour le délit volontaire de pollution d'eaux perpétré, en son absence et à son insu, par ses salariés (136).

Comment soutenir, alors, que c'est sur la base de sa propre culpabilité et non sur celle de l'auteur matériel de l'infraction que se fonde, en réalité, la responsabilité pénale du commettant ? Et, même si l'on admettait que juridiquement la faute du patron peut être assimilée à cet égard à la culpabilité, volontaire ou involontaire, de son commis (137), cette équivalence n'aurait pas clos la question. Car, en fait, la jurisprudence se contente d'affirmer la faute du tiers pénalement responsable, sans se préoccuper nullement de l'établir d'une façon concrète. Pour les tribunaux, le fait de la commission par un préposé d'une infraction de cette catégorie implique automatiquement et sans conteste une faute à la charge de son commettant, faute qu'ils ne se sentent pas obligés de rechercher, d'établir et d'apprécier d'après les principes généraux du droit pénal et notamment d'après les règles régissant la faute pénale d'imprudence.

Suivant une jurisprudence bien établie, le tiers pénalement responsable (patron, commettant, propriétaire, etc.) est obligé de surveiller son préposé et de l'empêcher de commettre certaines infractions, de telle sorte que la commission d'une de ces dernières prouve, par elle-même, le défaut d'une surveillance adéquate, donc la faute de la personne à laquelle cette surveillance incombait directement (138). De la sorte,

(136) V. Crim., 6 oct. 1955, *J.C.P.*, 1956, II, 9098, note LESTANG et, plus nettement encore, Crim., 26 fév. 1956, *J.C.P.*, 1956, II, 9304, note LESTANG. Dans la seconde espèce, l'arrêt censuré de la Cour de Colmar, avait souverainement constaté, non seulement l'absence de connaissance de la part du gérant-directeur, mais aussi l'absence de toute faute, ne serait-ce que de simple négligence, à son égard.

(137) Ce qui est d'ailleurs fort contestable. Sur ce point, cf. les observations critiques de ROUX, op. cit., n° 105, p. 360, note 2, et de R. GARRAUD, « Précis de Droit criminel », 14^e éd., p. 622.

(138) Cf. Crim., 21 déc. 1907, S. 1910, I, 593, note ROUX ; D. 1910, I, 169, note DELANNEY, ainsi que les commentaires que consacre à cet arrêt LEGAL, op. cit., p. 319. La Cour suprême semble même vouloir interdire, comme superflue, toute recherche de faute eu égard au tiers pénalement responsable. C'est ce qui résulte — indirectement, mais nettement — de deux arrêts rendus

le chef d'une entreprise est tenu, non pas de se montrer diligent dans l'exercice de son activité professionnelle et la direction de son personnel, mais d'obtenir plutôt un résultat précis : empêcher ses salariés de contrevenir aux lois et règlements dont il est personnellement chargé d'assurer l'exécution. Tel est le contenu du devoir impératif que l'interprétation jurisprudentielle fait peser sur le tiers pénalement responsable.

Dans ces conditions, le seul fait qu'une de ces infractions ait été commise par l'une des personnes dont le chef répond, constitue, certes, une violation objectivement délictueuse de la part de ce dernier. Cependant, cette constatation n'aurait pas dû, en bonne technique juridique, suffire pour qu'on déclare ce chef pénalement responsable : l'examen de sa culpabilité, intentionnelle ou simplement fautive, devrait normalement compléter, subjectivement, la violation objective de son devoir pénalement sanctionné. Si l'on ne prend pas en considération cet élément subjectif, c'est que la responsabilité pénale de la personne en question est tout simplement une responsabilité objective, mécanique, matérielle, en somme, une responsabilité sans faute.

Or, c'est ce qui arrive en pratique. Les tribunaux ne se posent même pas la question de savoir si le tiers responsable devait et pouvait prévoir le fait délictueux commis par ses subordonnés ou s'il a pris ou non les mesures nécessaires commandées par la prudence pour les en empêcher (139).

90. — D'après une jurisprudence constante, il n'y a, en faveur des chefs d'établissement, qu'une exonération possible : prouver que « l'infraction est commise dans ceux des services dont ils ont délégué la direction à des directeurs, gérants et préposés, investis par eux et pourvus de la compétence et de l'autorité nécessaires pour veiller efficacement à l'observation de la loi » (140). Cette formule qui ne touche d'ailleurs que d'une façon tout à fait extérieure la question de la culpa-

les 29 et 26 fév. 1956 par la Chambre crim. Dans la première affaire, un tribunal de police avait relaxé du chef d'accusation (art. 66, al. 2, du livre II du Code du travail) des entrepreneurs et chefs de chantier d'une entreprise, prévenus d'avoir négligé de clôturer un puits d'ascenseur, par le motif que le puits en question avait été bien clôturé, mais que la clôture a été, par la suite, enlevée dans des conditions n'impliquant probablement pas de faute à la charge des prévenus. La Chambre crim. n'en a pas moins cassé et annulé, dans le seul intérêt de la loi, ledit jugement en édictant « qu'il appartenait au juge de police de rechercher non qui avait enlevé la clôture, mais seulement *qui était légalement tenu* de poser et de maintenir cette clôture et *partant qui était pénalement responsable* » (Crim., 29 fév. 1956, *Bull. crim.*, n° 213, p. 387) ; Dans la seconde espèce, la Chambre crim. a cassé, toujours dans le seul intérêt de la loi, l'arrêt du 13 juil. 1951 de la Cour de Colmar (D. 1951, 597), bien que les magistrats d'appel aient pris soin de préciser minutieusement, dans leur arrêt de relaxe, qu'il n'y avait la moindre faute à relever à l'encontre du prévenu, gérant-directeur de la papeterie. Pour la Cour suprême, il suffit que l'infraction (pollution d'eaux) ait été effectivement perpétrée et que le prévenu soit le chef responsable de l'entreprise. Ces deux éléments étant établis, toute décision de relaxe manque de base légale (Crim., 26 fév. 1956, *J.C.P.*, 1956, II, 9304, note de LESTANG).

(139) Voir la note précédente. Cf., en outre, Crim., 23 nov. 1950, D. 1951, S, 8 et le commentaire de MONTEILHET, « La responsabilité pénale de l'employeur du fait de ses préposés », *J.C.P.*, 1952, I, 1060, n° 9.

bilité subjective du chef — et qui n'a comme effet que de déplacer la responsabilité sur la tête du chef immédiat — a subi, récemment, une série de restrictions importantes (141). Ainsi que le constate M. LESTANG, si la Cour de Cassation « avait posé le principe d'une exonération possible de cette responsabilité dans certains cas, elle a aussitôt exigé pour celle-ci des conditions si nombreuses et si rigoureuses, qu'à vrai dire, la porte ouverte n'est qu'entrebâillée » (142).

91. — 4° Pour toutes ces raisons, nous persistons à croire que la responsabilité pénale du fait d'autrui est dégagée de la notion de faute pénale (143) et ne constitue qu'une application de la théorie du risque, destinée à obtenir une meilleure incidence de la peine en la matière. Les arrêts ne parlent, certes, que de faute, mais derrière cette affirmation de façade des magistrats particulièrement qualifiés commencent à reconnaître eux-mêmes la réalité. C'est ainsi que M. PATIN, Président de la Chambre criminelle à la Cour suprême, a présenté, lors des Journées franco-belgo-luxembourgeoises de Science pénale (Paris, 7-8 nov. 1958), la responsabilité pénale du patron d'usine ou de son directeur comme un exemple d'application de la théorie du risque en droit pénal (144).

Plus nettement encore, M. LESTANG, Président du Tribunal civil d'Albi, vient d'écrire, en guise de conclusion à sa note extrêmement fouillée que nous avons déjà citée, cette phrase bien révélatrice : « Nous oserions presque dire qu'avec cette jurisprudence, sur la responsabilité pénale du chef d'entreprise, c'est le droit pénal lui-même qui s'ouvre aux considérations sociales que la Cour suprême a déjà fait pénétrer, notamment par l'instauration de la responsabilité sans faute (art. 1384, al. 1^{er}, du Code civil), dans les autres branches du droit privé » (145).

(140) Cf. sur ce point, outre l'arrêt de principe Crim., 28 juin 1902, S. 1904, I, 303 ; Crim., 18 déc. 1936, G.P. 1937, I, 170 ; 23 nov. 1950, D. 1951, S., 8 ; 30 nov. 1950, G.P. 1951, I, 63, *Droit social*, 1951, p. 328 ; Rouen, 31 janv. 1955, D. 1955, 159, etc. Voir aussi LEGAL, op. cit., p. 317, ainsi que la note de LESTANG, in *J.C.P.*, 1956, II, 9098.

(141) V. Crim., 2 fév. 1954, *J.C.P.*, 1954, II, 8318, note P.M. et, surtout, Crim., 6 oct. 1955, *J.C.P.*, II, 9098, note LESTANG. A propos de ce dernier arrêt, cf. MERLE, op. cit., p. 215.

(142) De LESTANG, note précitée.

(143) ROUX (op. cit., n° 37, p. 146 et 147) écrit que la responsabilité pénale du fait d'autrui « repose plus sur une présomption de faute que sur une faute réelle ». Le Doyen LEGAL est plus explicite encore : « La responsabilité assumée par le patron, écrit-il, n'est pas subordonnée à la preuve d'une défaillance précise, d'une négligence particulière dont il se serait rendu coupable au moment de l'infraction... Autant dire qu'il s'agit là, poursuit-il, d'une présomption de faute pratiquement irréfutable et que l'idée d'un manquement personnel, mise à la base de cette forme de responsabilité pénale, se ramène, le cas échéant, à une pure fiction » (op. cit., p. 319).

(144) Cf. le compte rendu des débats dans VERHAEGEN, « Chronique des journées franco-belgo-luxembourgeoises de science pénale » (Paris, 7-8 nov. 1958), in *Rev. de Droit pénal et de Criminologie*, 1958-59, p. 786 et s., spécialement p. 793.

(145) De LESTANG, note sous Crim., 6 oct. 1955, in *J.C.P.*, 1956, II, 9098. Et cet auteur devient plus confirmatif dans sa note sous Crim., 26 fév. 1956, II, 9304, où il écrit notamment : « C'est presque l'introduction, dans le Droit pénal, d'une responsabilité fondée sur le risque, laquelle n'avait été jusqu'ici admise, et encore avec réserve, que sur le terrain civil : toute infraction née du fonctionnement de l'entreprise engendre la responsabilité de son chef ».

Cette responsabilité, que nous ne pouvons que qualifier d'objective, ne se limite pas, d'ailleurs, à l'inobservation de certaines règles techniques destinées à assurer le fonctionnement normal des entreprises, l'exercice régulier des activités professionnelles ou, enfin le respect des obligations découlant du droit de propriété immobilière. Elle s'étend à toute infraction d'imprudence (par exemple, à l'homicide involontaire) liée par une relation de cause à effet avec ladite inobservation (146). Voilà la raison pour laquelle nous avons rangé la théorie de la responsabilité du fait d'autrui, telle qu'elle résulte de l'interprétation jurisprudentielle, parmi les mécanismes de déformation de la faute pénale d'imprudence et, par là, de l'infraction culpeuse dans son ensemble.

Nous terminons, ici, avec la responsabilité du fait d'autrui pour examiner la même question — à savoir le recul de la culpabilité pour faute devant le fait dommageable accompli — dans le domaine, un peu plus complexe, des infractions qualifiées par leur résultat et communément appelées « délits préterintentionnels ».

SECTION IV. — Les délits préterintentionnels et la fiction de culpabilité quant au résultat aggravant.

92. — Le concept du délit préterintentionnel est simple dans son essence : à la base il y a une infraction intentionnelle dont la peine et, par conséquent, la qualification légale, s'aggrave lorsqu'un résultat délictueux plus grave dépassant le but que se proposait directement ou qu'il prévoyait et acceptait indirectement l'agent, se produit dans les faits. Le cas le plus typique est l'exemple de celui qui n'a voulu que blesser, mais dont les coups ont provoqué la mort de la victime, au sujet de laquelle il n'y a eu chez l'agent, ni volonté criminelle directe, ni prévision et acceptation.

Le principe d'une telle aggravation est, depuis des siècles, admis par toutes les législations pénales et n'est contesté sérieusement, ni sur le plan doctrinal, ni sur le plan de l'opportunité pratique. Par contre, en ce qui concerne les modalités, et notamment les conditions subjectives de son application, il y a eu de vives controverses qui ont provoqué, en droit comparé, une évolution très importante dans le sens d'une conformité de plus en plus grande envers le principe *nullum crimen, nulla poena sine culpa*.

En cette matière, le droit positif français, figé par le législateur et maintenu fermement par la jurisprudence sur la base des critères objectifs plutôt que sur l'idée d'une responsabilité entièrement subjective, n'a pas pu suivre jusqu'au bout l'évolution à laquelle nous venons de faire allusion. Si, donc, les déformations que nous avons jusqu'à présent

(146) Cf., par exemple, Crim., 23 nov. 1950 (affaire Cholat), D. 1951, S., 8.

étudiées constituaient des déviations en quelque sorte « par commission » du droit français par rapport aux autres législations criminelles, le cas du délit préterintentionnel offre l'exemple inverse d'une déviation que nous pourrions appeler « par omission ». C'est ce qui nous autorise à classer la technique du délit préterintentionnel, telle qu'elle est pratiquée en France, parmi les mécanismes d'altération de la faute pénale d'imprudence, mais c'est également ce qui nous impose un plan différent de celui que nous avons suivi jusqu'à présent : tracer, dans ses grandes lignes, l'évolution des délits préterintentionnels en droit comparé, avant de se pencher sur l'étude du droit français. L'exposé de cette évolution, notamment l'analyse de ses causes et la présentation de ses résultats, nous permettra, estimons-nous, de mieux comprendre et apprécier la position actuelle du droit pénal français sur ce point.

§ 1 : L'ÉVOLUTION DES DÉLITS PRÉTERINTENTIONNELS SUR LE PLAN DU DROIT PÉNAL COMPARÉ.

93. — Si l'on écarte la période primitive, dominée par l'idée d'une responsabilité pénale objective fondée exclusivement sur la réalisation d'un effet nuisible réprimé, en tant que tel, par la loi — écrite ou coutumière — ou tombant dans le domaine de la vengeance privée : si l'on met également de côté l'époque romaine pendant laquelle le problème des délits, que nous appelons aujourd'hui préterintentionnels, ne se posait pas avec une netteté suffisante pour dégager leur physionomie juridique (147) ; si, enfin, on ne tient pas compte non plus de la période du droit germanique, qui s'est imposé en Europe occidentale après la chute de Rome et qui, marquant un net retour à l'époque primitive de la responsabilité entièrement objective, ignorait complètement la question qui nous préoccupe ici (148) : nous pouvons distinguer, à l'instar de l'éminent criminaliste espagnol JIMENEZ DE ASUA, trois grandes étapes dans l'évolution des délits préterintentionnels : a) Règne du *versari in re illicita* ; b) Empire des délits qualifiés par leur résultat ; c) Triomphe définitif de la culpabilité dans les délits préterintentionnels (149).

Il s'agit là des trois principales conceptions juridiques du délit

(147) Les Romains ne connaissaient que la notion du *dol direct* visant expressément la production d'un effet dommageable déterminé. D'où, en parlant de *dolus malus*, ils le désignaient chaque fois par le but que se proposait directement l'agent : *animus occidendi*, *animus furandi*, *animus necandi*, etc. Tous les autres cas — délits d'imprudence ou préterintentionnels — tombaient normalement dans le domaine du Droit civil, et, s'ils étaient parfois réprimés, ce n'était que d'une façon exceptionnelle et fragmentaire par des peines *extra ordinem*. Sur ce point, voy. ZAGAROLAS, « Le principe *nulla poena sine culpa* et ses déviations » (en grec), tome I, p. 12 et s.

(148) Cf. ZAGAROLAS, op. cit., p. 14 et s.

(149) V. JIMENEZ DE ASUA, « L'infraction préterintentionnelle », in *Rev. de Science criminelle*, etc., 1960, p. 567 et s. D'autres auteurs, notamment ZAGAROLAS, op. cit., tome II, p. 69 et s., suivent une division bipartite, en englobant en une période les deux premières étapes exposées dans le texte pour mieux les opposer à la troisième. Mais il n'y a là qu'une simple question méthodologique dénuée d'intérêt pratique.

préterintentionnel, qui ont dominé largement la doctrine du droit pénal et qui se sont traduites successivement dans les législations et l'interprétation jurisprudentielle de la plupart des pays européens. Certes, comme dans toute évolution historique, il y a, dans la division que nous adoptons ici, une tendance vers l'abstraction, voire même une certaine part d'arbitraire. Il va, en effet, de soi que cette évolution n'a pas été toujours progressive, ni surtout uniforme de pays en pays, aussi bien que dans le contexte juridique de chacun d'entre eux. L'exemple du droit français, qui se trouve encore, comme nous le verrons, à cheval sur les deux premiers stades de cette évolution, est, à cet égard, particulièrement significatif. C'est sous cet angle et avec toutes ces réserves que nous allons essayer de dégager les traits caractéristiques de chacune des phases sus-énoncées.

A) *La maxime du « versari in re illicita » et la théorie du dol indirect, éventuel ou indéterminé.*

94. — C'est dans la doctrine de l'Eglise Catholique que prend naissance et s'impose dans les faits, par l'exercice de sa juridiction répressive, le principe selon lequel la responsabilité de celui qui commet volontairement un acte délictueux ne se limite pas au résultat prévu et voulu par lui ; elle s'étend à toutes les conséquences dommageables provoquées par cet acte. C'est le sens qu'on attribue généralement à la fameuse maxime « *versanti in re illicita impunatur omnia quæ ex delicto sequuntur* », consacrée expressément dans la *Summa decretalium* (rédigée entre 1191 et 1198) de Bernardus Papiensis (150).

C'est, d'ailleurs, à partir de cette maxime canonique, qu'a été formulée ultérieurement la *théorie du dolus indirectus ou eventualis*. Selon cette théorie, se trouve en dol, non seulement celui qui a voulu d'une façon directe le résultat nuisible de son acte, mais également celui dont l'acte délictueux, intentionnellement perpétré, a provoqué des résultats auxquels ce dernier n'avait pas effectivement pensé : ayant voulu la cause, l'agent est ainsi censé avoir voulu, en même temps, ses effets, quels qu'ils soient (151).

(150) Cf. JIMENEZ DE ASUA, op. cit., p. 568 ; ZAGAROLAS, op. cit., tome I, p. 15 et s. De la même essence est également l'adage « *vulnera ad mesuram non danur* », cité par ROUX, « Cours de Droit criminel », 2^e éd., 1927, n° 37, p. 147 et 148.

(151) V. ZAGAROLAS, op. cit., tome I, p. 17 et s., p. 44 et s. ; BROUCHOT (Henri), « De l'influence du résultat illicite sur la pénalité », *Thèse*, Paris, 1905, p. 149 et s., 167, 198 et 199 ; GARÇON, « Code pénal annoté » sous l'art. 434, notamment n° 133 ; STEFANI et LEVASSEUR, « Droit pénal général », 1964, n° 201 et s. Cette théorie a été expressément consacrée par le législateur autrichien dans le Code du 27 mai 1852, dont l'art. 1^{er}, al. 2, encore en vigueur, stipule : « Pour qu'il y ait crime, il faut l'intention dolosive. Cette intention entraîne la culpabilité non seulement lorsque le mal en relation avec le crime est celui-là même qui a été médité et décidé avant ou pendant l'action ou l'omission, mais encore lorsque le mal qui a été causé par suite d'une action ou omission procédant d'une intention dolosive autre, en résulte cependant communément ou peut facilement en résulter ».

A la même conception correspond, d'ailleurs, la formule quelque peu différente du *dol indéterminé*. D'après cette théorie, celui qui veut, par exemple, blesser quelqu'un et, pour ce faire, lui porte des coups, est censé vouloir, mais d'une façon globale et indéterminée, toutes les conséquences préjudiciables à l'intégrité corporelle ou à la vie de sa victime. Il importe donc peu qu'il n'ait pas voulu le résultat définitif précis produit par son acte. Son dol existe, pour autant, et sera tout simplement précisé, déterminé en quelque sorte, d'après la tournure des événements : *dolus indeterminatus determinetur eventu* (152).

Il semble que, dans les premiers temps, cette conception a été appliquée dans toute sa rigueur, mais que peu à peu certaines distinctions commencèrent à s'établir, notamment en ce qui concerne le lien de causalité entre l'acte du prévenu et le résultat survenu (153). On constate même un certain effort pour conditionner l'application de la théorie du dol indirect à la prévisibilité des conséquences produites par la suite (154). Quoi qu'il en soit des querelles doctrinales quant à la nature du dol attribué à l'agent, ainsi que des divergences sur certains points secondaires, il y a deux traits qui marquent réellement cette première période des délits préterintentionnels, et qu'il importe de mettre en relief :

Premièrement, le résultat aggravant, bien que non voulu ou accepté par l'agent, lui est imputable comme s'il l'avait effectivement voulu. C'est donc pour meurtre qu'on condamnait l'auteur d'un homicide préterintentionnel.

Deuxièmement, la culpabilité de l'auteur quant aux conséquences aggravantes de son acte délictueux, n'avait pas à être démontrée. Elle était virtuellement incluse dans son dol direct ou déterminé — qui pourtant ne visait que son infraction initiale — disponible à « couvrir », en quelque sorte, subjectivement, la responsabilité pénale de l'agent pour tout ce que l'enchaînement causal des événements devrait amener par la suite. C'était d'ailleurs à cela, c'est-à-dire à la substitution d'une affirmation théorique de culpabilité, faite a priori, au lieu et place d'une véritable recherche judiciaire a posteriori de la culpabilité effective de l'agent, qu'étaient destinées à servir, soit la théorie du dol indirect ou éventuel, soit celle du dol indéterminé. Pour ce faire, les partisans de ces théories employaient successivement deux *présomptions*. Tout d'abord, que toute conséquence aggravante, dès lors qu'elle est liée par un rapport de causalité avec l'acte délictueux intentionnel, est

(152) Cf. STEFANI et LEVASSEUR, op. cit., n° 201 ; MERLE, « Droit pénal général complémentaire », p. 235.

(153) Ils distinguaient, par exemple, contrairement à l'uniformité rigoureuse des premiers temps, si les conséquences aggravantes étaient funestes *per se* ou *per accidens*, etc. Cf. JIMENEZ DE ASUA, op. cit., p. 568 et 569.

(154) V. JIMENEZ DE ASUA, op. cit., loc. cit. ; ZAGAROLAS, op. cit., tome I, p. 17 et s.

réputée prévisible (155). Et c'est sur cette première présomption qu'on étayait, ensuite, une seconde consistant à ceci : « ... si le dommage était prévisible, raisonne encore M. MERLE, il (l'agent) est censé, comme tout homme normal, l'avoir prévu ; l'ayant prévu et n'ayant rien fait pour l'éviter, il est aussi censé l'avoir voulu... » (156), (157).

B) *L'empire des délits qualifiés par leur résultat.*

95. — Le caractère nettement arbitraire de la seconde présomption et, surtout, la rigueur des qualifications auxquelles donnait lieu l'application de cette première conception du délit préterintentionnel, ont suscité un peu partout de vives réactions doctrinales. Celles-ci n'ont pas tardé de produire des effets pratiques, notamment par la voie législative. C'est ainsi que les Codes pénaux européens, promulgués ou réformés au cours du XIX^e siècle, commencèrent à abandonner, totalement ou partiellement, la conception traditionnelle, issue de la maxime canonique du « versari in re illicita », pour consacrer un système quelque peu différent. En effet, les Codes de cette époque établirent, à côté de certains délits de base, des qualifications spéciales pour le cas où des résultats déterminés plus graves en seraient involontairement survenus (158).

Or, ces qualifications spéciales, tout en étant supérieures à celles instituées pour l'imprudence pénale, elles étaient sensiblement plus douces que celles auxquelles conduisait l'application des techniques antérieures, qu'il s'agisse de la théorie du dol indirect (ou éventuel), ou de celle du dol indéterminé. Elle a été ainsi créer une catégorie intermé-

(155) Sur ce premier point, il y a eu cependant de très vives controverses. Pourtant c'était l'opinion exposée dans le texte qui l'emportait en pratique et qui domine encore en Italie aussi bien qu'en France. On peut voir la position de la doctrine italienne dans JIMENEZ DE ASUA, op. cit., p. 573 à 576, comme aussi dans ZAGAROLAS, op. cit., tome I, p. 47 et 48. Quant au Droit français, cf. *Infra*, n° 98.

(156) MERLE, « Droit général complémentaire », p. 235.

(157) Il est évident que cette théorie archaïque du dol indirect, éventuel ou indéterminé n'a rien de commun avec la théorie moderne du dol éventuel. Ce dernier, loin de s'appuyer sur des présomptions quelconques, implique que l'agent a réellement prévu, ne serait-ce que comme éventuelles, les conséquences délictueuses de son acte et, en outre, qu'il les a effectivement acceptées. C'est par ce consentement psychique que le dol éventuel moderne se différencie de la faute consciente qui, elle aussi, suppose une prévision complète. Il n'est pas, par ailleurs, nécessaire que l'acte initial du sujet soit illicite ou délictueux. Sur la notion du dol éventuel en Droit comparé, cf. JIMENEZ DE ASUA, « La faute consciente et le "dolus eventualis" », in *Revue de Droit pénal et de Criminologie*, 1959-60, p. 603 et s., notamment p. 610 et s.; CHORAFAS, « Principes généraux de Droit pénal » (en grec), 1966, p. 257 et s.; ZAGAROLAS, op. cit., tome I, p. 48 et s. Voy., par exemple, la consécration législative de la théorie moderne du dol éventuel dans le tout récent Code pénal éthiopien du 23 juillet 1957 (art. 58, 1^{er}), œuvre du grand criminaliste suisse J. GRAVEN.

(158) Cf. notamment les Codes pénaux bavaurois de 1813, grec de 1834, prussien de 1851, allemand de 1871, etc. Certaines législations n'ont abandonné la conception du dol indirect que partiellement : v. Code pénal autrichien de 1852 et Code pénal italien de 1889. C'est dans cette catégorie qu'on doit également ranger, comme nous le verrons (*Infra*, n° 98 et s.), le Droit pénal français.

diaire entre les infractions dolosives et les délits d'imprudence, tout au moins en ce qui concerne la mesure de la peine légale.

C'était là, certes, un progrès incontestable, mais pas encore satisfaisant. Car, cette aggravation de la peine, à laquelle donnait lieu la survenance d'un résultat plus grave, bien qu'adoucie par rapport à la rigueur excessive de la première période, était, en réalité, tout à fait objective. Pour qu'elle intervienne, il était, en effet, indispensable, mais suffisant, que l'agent ait voulu commettre l'infraction de base et que les suites aggravantes prévues par la loi aient été en relation de causalité avec ladite infraction. Autrement dit, il n'était pas nécessaire, tout au moins d'après l'opinion dominante (159), qu'à cette responsabilité aggravée corresponde une culpabilité aggravée. On arrivait à subordonner, de la sorte, la gravité de la punition à des événements, qui, bien que liés par un rapport matériel de cause à effet avec l'acte de l'agent, pourraient être purement accidentels, en ce sens que celui-ci ne pouvait et ne devait pas le prévoir. On réprimait donc pour le seul résultat aggravant, sans exiger une culpabilité quelconque, ne serait-ce que par simple négligence, quant à ce résultat (160). C'était, en définitive — comme l'écrit très opportunément M. LOGOZ — « punir le hasard » (161).

Il y avait là, en réalité, des échantillons certains de l'antique responsabilité objective, qui se trouvaient en flagrante contradiction avec le principe moderne de la responsabilité subjective. Cette dernière exige que la peine soit fondée sur la culpabilité et que, par conséquent, toute aggravation de peine corresponde à une culpabilité aggravée. Mais il faudra attendre l'avènement du xx^e siècle pour voir la consécration définitive de l'idée de culpabilité dans le domaine des délits préterintentionnels.

C) *Triomphe définitif de la culpabilité dans les délits préterintentionnels.*

96. — C'est à l'Union internationale de droit pénal que revient l'honneur d'avoir donné l'impulsion décisive sur ce point, en faisant adopter, en 1902, par le Congrès de Saint-Petersbourg, la formule suivante, proposée conjointement par MM. VON LISZT, VAN HAMEL et R. GARRAUD : « Personne n'est punissable à raison des conséquences de ses actes que dans la mesure de celles qu'il a prévues ou pu prévoir » (162).

(159) Cf. JIMENEZ DE ASUA, « L'infraction préterintentionnelle », in *Revue de Science crim.*, etc., 1960, p. 567 et s., spécialement p. 569 et 570 ; ZAGAROLAS, op. cit., tome II, p. 69 et s., 80 et s., etc.

(160) Cf. JIMENEZ DE ASUA, « L'infraction préterintentionnelle », in *Revue de Science crim.*, etc., 1960, p. 567 et s., spécialement p. 569 et 570 ; ZAGAROLAS, op. cit., tome II, p. 69 et s., 80 et s., etc.

(161) LOGOZ, « Commentaire du Code pénal suisse », partie spéciale, tome I, 1955, sous les art. 122 à 126, n° 3.

(162) V. le compte rendu des travaux du Congrès, fait par FEUILLOLEY à la séance du 5 nov. 1902 de la société générale des prisons, in *Revue pénitentiaire*, etc., 1902, p. 1120.

Cette formule a été consacrée, sinon dans sa lettre, tout au moins dans son esprit, par la grande majorité des Codes pénaux européens du ^{xx}^e siècle. C'est le Code pénal norvégien de 1902 qui le premier, à notre connaissance, a posé, dans sa partie générale, le principe énoncé plus haut (163). Une disposition presque identique se trouvait également dans l'art. 42 du Code pénal russe de 1905 (164). Suivent, à partir de 1909, les nombreux projets de réforme du Code pénal allemand, qui ont inspiré la loi du 4 août 1953, dite « troisième loi de réforme pénale ». Celle-ci a inséré, dans la partie générale du Code actuel, l'article 56 qui prévoit : « Lorsque la loi assortit d'une peine plus sévère une conséquence particulière de l'acte, l'auteur ne la subira que s'il a provoqué cette conséquence, ne serait-ce que par négligence » (165).

La même règle a été adoptée également par le Code pénal suisse de 1937, mais par une technique différente, consistant à répéter, dans la partie spéciale, à propos de chaque délit préterintentionnel, que le résultat plus grave ne sera imputable à l'auteur de l'acte initial que si celui-ci a dû et pu le prévoir (166). On peut encore mentionner, pour montrer l'ampleur du mouvement, l'exemple du Code pénal polonais de 1932 (167) et grec de 1950 (168). C'est aussi dans la même voie

(163) L'article 42 du C.P. norvégien s'exprime ainsi : « Lorsque la loi prévoit une élévation de la peine dans le cas où un acte punissable entraîne une conséquence involontaire, cette peine n'intervient toutefois que si l'auteur de l'acte aurait pu se rendre compte de la possibilité d'une telle conséquence, ou dans la mesure où il a négligé de le prévenir, après s'être rendu compte du danger ».

(164) Comme le constate M. ANCEL, ce Code russe a été inspiré, en partie du moins, par certaines théories de l'Union internationale de Droit pénal. V. ANCEL, « Introduction au système de droit pénal soviétique dans la réforme pénale soviétique », ouvrage publié par le Centre français de Droit comparé, 1962, p. IX. Les dispositions des art. 42 et 43 des Codes pénaux norvégien et russe, tout en adoptant la résolution de Saint-Petersbourg, ont assimilé à la faute pénale d'imprudence une sorte de culpa superveniens. Autrement dit, le résultat aggravant est imputable à l'agent non seulement lorsque celui-ci avait, au moment de l'acte, la possibilité de le prévoir, mais également lorsqu'il pouvait par la suite empêcher sa réalisation. Cette assimilation a été, comme nous le verrons, abandonnée dans les Codes plus modernes. Cf., sur ce point, ZAGAROLAS, op. cit., tome II, p. 73 et 74.

(165) Une disposition analogue, voire même plus explicite, a été insérée dans le projet provisoire de partie générale du Code pénal allemand rédigé en 1956 par la Grande Commission de Réforme. Il s'agit de l'art. 21, que voici : « Lorsque la loi assortit d'une peine plus sévère une conséquence spéciale de l'acte, l'auteur ou son complice ne la subiront que s'ils ont fait preuve de négligence à propos de cette conséquence ». V. JIMENEZ DE ASUA, op. cit., p. 572 et 573.

(166) V., par exemple, les dispositions des articles 119, 122, 123, 124, 127, 134, 135, etc., du Code pénal suisse. Cf. LOGOZ, « Commentaire du Code pénal suisse », partie spéciale, tome I, sous les art. 122 à 126, n° 3, 124, n° 1.

(167) L'art. 15, § 2, du Code polonais dispose : « Les conséquences de l'acte, qui entraînent une pénalité aggravée, ne seront prises en considération que si l'auteur les prévoyait ou devait les prévoir ». Cf. ANDREJEW, « L'évolution de la responsabilité pénale en Pologne », in *La Responsabilité pénale* ; travaux du Colloque de philosophie pénale (Strasbourg, janvier 1959), Dalloz 1961, p. 539 et s., spécialement p. 547.

(168) L'art. 29 du Code pénal grec prévoit notamment : « Dans les cas où la loi dispose qu'un acte est passible d'une peine aggravée lorsqu'il a produit un résultat déterminé, cette peine est imposée seulement si ce résultat peut être attribué à l'imprudence de l'auteur ». En ce qui concerne le sens

que se sont engagés les Codes pénaux tchécoslovaque de 1950 et yougoslave de 1951 (169), ainsi que le droit pénal hongrois (170), (171).

Entre ces dispositions légales on pourrait, certes, relever certaines différences provenant, soit de leur rédaction, soit, surtout, de leur incorporation dans des systèmes juridiques qui ne sont pas toujours homogènes (172) ; mais l'essentiel, à notre avis, est que toutes, sans exception, exigent l'existence d'un rapport psychologique, d'un élément subjectif — distinct du dol quant à l'acte initial —, entre l'auteur et la circonstance aggravante.

Nous pouvons donc affirmer (173) que, d'après cette troisième conception, la préterintention, en tant qu'élément subjectif du délit préterintentionnel, est composée de deux éléments bien distincts : *intention* criminelle quant à l'acte délictueux de base et *faute* pénale d'imprudence quant au résultat aggravant qui en dérive (174). C'est seulement après avoir établi — non pas par des affirmations a priori, mais par des constatations précises faites à propos de chaque cas particulier — ce double élément psychologique, que le tribunal pourra imputer au prévenu l'effet plus grave occasionné par son acte initial et lui infliger, en conséquence, la peine aggravée qui y est attachée par la loi. C'est d'ailleurs en exigeant l'établissement d'une culpabilité pour faute, quant à la circonstance aggravante, que cette nouvelle conception du délit préterintentionnel innove par rapport aux critères antérieurs et assure le respect intégral de l'idée de culpabilité subjective en tant que fondement de la peine dans ce domaine.

précis de cette disposition et l'importance de la réforme qu'elle introduit par rapport au Code antérieur de 1834. Cf. « L'exposé des motifs du nouveau Code », p. 19 ; CHORAFAS, « Principes généraux de droit pénal », p. 279 et 280 ; ZAGAROLAS, op. cit., tome II, p. 80 et s. ; TOUSSIS et GEORGIU, « Code pénal annoté », sous l'art. 29.

(169) L'art. 8, al. 1^{er}, du C.P. yougoslave est ainsi libellé : « S'il s'est produit, à la suite de l'infraction, une conséquence plus grave entraînant d'après la loi une peine plus sévère, la peine plus sévère ne sera prononcée que si cette conséquence peut être attribuée à la négligence de l'auteur ». Le § 4 du C.P. tchécoslovaque va dans le même sens. Cf. JIMENEZ DE ASUA, op. cit., p. 576 et le texte de ce paragraphe, traduit en allemand, in *Das Tschechoslowakische Strafgesetzbuch vom 12 Juli 1950*, Berlin, 1952 (éd. Walter de Gruyter und Co.).

(170) Sur la position du Droit pénal hongrois on peut consulter le remarquable article de KADAR, « La responsabilité pénale en Droit hongrois », in *La Responsabilité pénale* ; travaux du Colloque de philosophie pénale (Strasbourg, 1959), éd. Dalloz, 1961, p. 488 et s., spécialement p. 501 à 503. C'est enfin dans la même voie que s'est engagé le dernier projet de réforme du Code pénal mexicain. V. JIMENEZ DE ASUA, op. cit., p. 577.

(171) En revanche, le Code pénal italien de 1930 (art. 42 et 43) demeure fidèle à la conception objective du délit préterintentionnel, malgré la belle tradition que constituait dans ce pays le Code pénal de Toscane de 1853 et l'enseignement de CARRARA. Cf. JIMENEZ DE ASUA, op. cit., p. 570, 571 et 573 à 576 ; ZAGAROLAS, op. cit., tome I, p. 28, 47 et 48, tome II, p. 71.

(172) Les différences proviennent surtout de la conception que chaque législation se fait de l'imprudence pénale.

(173) Avec JIMENEZ DE ASUA, op. cit., p. 576.

(174) Dans ce contexte, comme partout ailleurs, du reste, le lien de causalité ne constitue qu'une question préalable à l'examen de la culpabilité, ayant pour seul but d'élucider le point suivant : le résultat aggravant dérive-t-il ou non, matériellement et objectivement, de l'acte initial de l'agent ?

97. — Telle est, en somme, l'évolution que le concept du délit préterintentionnel a subie, au cours des siècles, en droit pénal comparé, tout au moins en Europe continentale, et c'est à la lumière de cette évolution qu'il serait intéressant d'étudier maintenant la position du droit répressif français en la matière.

§ 2 : LES DÉLITS PRÉTERINTENTIONNELS DANS LE DROIT PÉNAL FRANÇAIS.

98. — 1° Le droit pénal français, tel qu'une jurisprudence constante l'appliquait, sous l'empire du Code pénal révolutionnaire de 1791, aussi bien qu'après la mise en vigueur du Code pénal napoléonien de 1810, semblait adopter la première conception du délit préterintentionnel (exposée, supra, n° 94). C'est ainsi que, dans le cas typique des coups et blessures volontaires ayant involontairement occasionné la mort de la victime, les tribunaux, en l'absence de toute disposition légale s'y référant, faisaient application de la théorie du dol indirect, éventuel ou indéterminé — dans le sens que nous avons donné, supra, n° 94 — et considéraient, par conséquent, l'accusé comme un meurtrier passible des travaux forcés à perpétuité (175). La jurisprudence rendait, de la sorte, l'auteur des coups et blessures volontaires responsable des suites aggravantes de son acte, comme s'il avait voulu les produire, mais sans chercher aucunement si sa volonté portait, d'une manière ou d'une autre, sur ce résultat (176).

Cette jurisprudence, dont la rigueur était vivement critiquée à l'époque, amena le législateur à apporter, lors de la première grande réforme du Code pénal par la loi du 28 avril 1832, une modification importante. Il a été, plus précisément, ajouté au texte primitif de l'art. 309 du Code pénal, un second alinéa (aujourd'hui 4^e), qui visait expressément le cas qui nous préoccupe ici, pour le réprimer d'une peine (travaux forcés à temps), aggravée, certes, par rapport à l'infraction de base de l'alinéa 1^{er} du même article (puni alors de réclusion), mais nettement inférieure aux pénalités prévues pour le meurtre.

Cette disposition, qui a permis de mettre un terme à l'application jurisprudentielle de la théorie du dol indirect ou éventuel, a été interprétée — comme un peu partout, d'ailleurs, les dispositions répressives analogues, au cours du XIX^e siècle (v. supra, n° 95) — dans le sens d'une aggravation objective de la peine en fonction de la gravité du résultat effectivement occasionné. C'est pourquoi de nombreux auteurs procèdent à l'analyse des éléments constitutifs de l'homicide préterintentionnel, sans faire la moindre allusion à une culpabilité quelconque de l'agent quant aux suites mortelles de l'infraction. Pour les tribunaux,

(175) Cf. BROUCHOT (Henri), « De l'influence du résultat illicite sur la pénalité », *Thèse*, Paris, 1905, p. 145; VOUIN, « Précis de Droit pénal spécial », n° 168, 1^{er}.

(176) V. BROUCHOT (Henri), op. cit., loc. cit. et les arrêts qui y sont cités.

affirment-ils, il suffit que la mort de la victime soit reliée par un rapport matériel de cause à effet avec les coups portés, ou les blessures faites intentionnellement, rapport que la jurisprudence entend du reste, prennent-ils soin d'ajouter, avec beaucoup de souplesse (177).

Mais, même les écrivains qui reconnaissent explicitement que dans l'homicide préterintentionnel une faute d'imprudence quant au résultat mortel vient s'ajouter au dol initial de l'agent, se refusent énergiquement à donner la moindre portée pratique à cette affirmation. C'est ainsi que BROUCHOT, après avoir affirmé que la préterintention se compose de dol direct et d'imprudence, s'empresse de souligner que la loi présume toujours que l'agent ait pu ou dû prévoir les conséquences de son acte (178). Aussi, cet auteur se montre-t-il violemment hostile à toute recherche judiciaire de l'imprudence, relative au résultat aggravant. Sous le prétexte, à notre avis erroné, que le résultat concorde fréquemment avec la faute de l'agent et que, de toutes façons, pareille recherche serait extrêmement difficile à faire, elle créerait le risque d'arbitraire et mettrait la conscience du juge en butte à des susceptibilités continuelles, BROUCHOT repousse, même de lege ferenda, la résolution du Congrès de Saint-Petersbourg (179).

Telle est, d'ailleurs, la faveur dont semble jouir en France l'idée d'une responsabilité objective dans les délits qualifiés par leur résultat, que R. GARRAUD, lui-même, pourtant un des promoteurs de la formule subjectiviste de Saint-Petersbourg, tout en affirmant, qu'outre le résultat mortel, il faut que l'auteur des coups et blessures « ait prévu ou ait dû prévoir cette conséquence de son acte » (180), n'a pas hésité à se

(177) Cf., notamment, VOUIN, *op. cit.*, n° 169; LAMBERT, « Cours de Droit pénal spécial appliqué à l'information », 2^e éd., 1950, p. 112; THÉVENON, « L'élément objectif et l'élément subjectif de l'infraction », *Thèse*, Lyon, 1942, p. 158. Cf. également SAINT-LAURENS, « Répertoire de Droit criminel et de procédure pénale », v°, *Coups et blessures*, n°s 32 à 34.

(178) V. BROUCHOT (Henri), *op. cit.*, p. 149 et 150. C'est d'une présomption de faute que parle également ROUX, « Cours de Droit criminel », 2^e édit., 1927, § 37, p. 146 à 148.

(179) V. BROUCHOT, *op. cit.*, p. 227. Comparez pourtant LOGOZ, « Commentaire du Code pénal suisse », partie spéciale, tome I, sous les art. 122 à 126, n° 3, B, i.f., qui soutient, à juste titre croyons-nous, que « ces difficultés ne seront pas plus grandes qu'en d'autres domaines où le juge doit élucider la question de savoir si le résultat produit est ou n'est pas imputable à une négligence du prévenu ». L'argumentation de BROUCHOT est à rejeter pour la bonne raison qu'elle prouverait beaucoup trop : la valeur des motifs invoqués ne militerait-elle pas aussi contre toute recherche d'imprudence, même dans les infractions purement involontaires ? La tâche du juge devient, certes, avec le nouveau système plus difficile qu'auparavant dans la mesure où celui-ci est privé des facilités que lui conférait l'automatisme objectiviste d'antan. Il n'y a cependant pas là une raison suffisante pour renoncer à l'établissement de la culpabilité par faute, d'autant plus que l'instauration d'une justice équitable, aussi bien qu'efficace, est à ce prix.

(180) V. R. GARRAUD, « Traité théorique et pratique de Droit pénal », tome V, n° 1994.

(181) V. R. GARRAUD, *op. cit.*, n° 1994, b. Il est pourtant universellement admis que le lien de causalité ne saurait suffire à lui seul et, encore moins, se substituer à la culpabilité. Ainsi que Sa Sainteté Pie XII le proclamait dans son message au VI^e Congrès international de Droit pénal, « ce devrait être en Droit pénal un principe inattaquable que... la causalité et le résultat obtenu

renier, en fait, en écrivant par la suite : « L'existence de cette circonstance aggravante dépend d'une seule question, celle de savoir si la mort est en relation de causalité avec les blessures volontaires ; dès lors, le décès de sa victime doit avoir été considéré par l'agent comme possible et se relier à sa volonté. C'est la condition même de toute responsabilité. Mais, cette relation de cause à effet est, à la fois, suffisante et nécessaire pour constituer le crime prévu par le dernier alinéa de l'art. 309 » (181).

Nous pouvons, par conséquent, affirmer qu'en ce qui concerne le délit préterintentionnel de l'art. 309, alinéa final, du Code pénal, tout au moins (182), le droit positif français se trouve toujours sous l'empire de la responsabilité pour le seul résultat matériel, donc à la seconde étape de l'évolution que nous avons décrite plus haut (*supra*, n° 93 à 96 et, spécialement, n° 95).

99. — 2° Sur d'autres points, par contre, le droit pénal français demeure encore fidèle à la première conception du délit préterintentionnel, celle qui, se fondant, comme nous l'avons vu (*supra*, n° 94), sur la théorie du dol indirect ou éventuel, aboutit à faire endosser sur l'agent la responsabilité des conséquences non voulues de son acte délictueux, exactement comme s'il les avait prévues et voulues (ou acceptées). Il s'agit des cas — tels, par exemple, ceux des articles 434, dernier alinéa, 351, dernier alinéa, du Code pénal, etc. — qui se présentent comme des applications légales particulières de cette conception archaïque du délit préterintentionnel et qui, loin d'être abolies par le législateur, lors de la réforme de 1832, se voient même multiplier ou renforcer par certaines lois contemporaines.

Considérons de plus près, par exemple, le cas de l'incendie criminel avec suites mortelles. L'auteur de cet incendie (infraction de base) est rendu, en vertu du dernier alinéa de l'art. 434 du Code pénal, pénalement responsable de la mort survenue (résultat aggravant), comme s'il avait l'intention, non seulement de tuer, mais d'assassiner sa victime, c'est-à-dire qu'il est passible de la peine capitale. Et cette aggravation de peine intervient sans qu'on cherche à établir réellement la culpabilité de l'accusé quant au résultat mortel de son acte. Autrement dit, il n'est pas nécessaire que l'agent ait effectivement prévu et accepté, ne serait-ce qu'éventuellement, le résultat produit par son acte (183), ni

ne sont imputables que s'ils vont de pair avec la culpabilité » (*Revue de Science criminelle*, etc., p. 579 et s., spécialement p. 587). On ne voit pas pourquoi on devrait admettre une exception à propos des délits préterintentionnels.

(182) De même en ce qui concerne l'exposition dans un lieu non solitaire, suivie de la mort de la victime (C.P., art. 353, al. 2). La disposition de l'art. 309, alinéa dernier, a d'ailleurs une portée assez générale : elle s'applique, par exemple, même à propos des manœuvres abortives ayant entraîné la mort de la femme. V. R. GARRAUD, « *Traité* », etc., tome V, n° 2029.

(183) V. STEFANI et LEVASSEUR, « *Droit pénal général* », Dalloz, 1964, n° 202.

même que celui-ci ait dû ou pu le prévoir (184). Sur ce point, nous nous trouvons, de l'avis unanime des auteurs, sous l'empire de la théorie du dol indirect ou éventuel (185), donc dans la première phase de l'évolution des délits préterintentionnels.

Cet état des choses a été, du reste, aggravé par la loi du 30 mai 1950. Celle-ci a, d'une part, accentué les conséquences légales de la théorie du dol indirect ou éventuel, en étendant la peine de mort, même pour le cas où l'incendie n'a occasionné que des blessures d'une certaine gravité ; d'autre part, elle a nettement affaibli, dans leur vraisemblance, les deux présomptions de culpabilité — contenues, comme nous l'avons vu (*supra*, n° 94), dans la théorie du dol indirect ou éventuel —, en étendant la peine capitale, même à propos des victimes qui ne se trouvaient pas dans les lieux au moment du crime.

La situation est, de ce point de vue, sensiblement analogue en ce qui concerne l'exposition ou le délaissement en un lieu solitaire d'un enfant ou d'un incapable. La mort de la victime rendra l'auteur de l'exposition — délit de base puni par l'art. 349 d'une peine simplement correctionnelle de 1 à 3 ans d'emprisonnement — passible des peines prévues pour le meurtre (art. 351, dernier alinéa), et ce, indépendamment de sa culpabilité réelle (186).

De même, aux termes de l'art. 231 du Code pénal, les violences exercées contre un magistrat ou un fonctionnaire dans les conditions des art. 228 et 230 du Code pénal, sont punies de la réclusion criminelle à perpétuité, c'est-à-dire de la peine du meurtre, si la mort de victime s'ensuit dans les quarante jours.

Semblable, quant à l'application légale de la théorie du dol indirect ou éventuel, est également le cas de celui qui provoque involontairement un homicide en détruisant ou dérangeant volontairement, par un des modes prévus par l'art. 16, alinéa 1^{er}, de la loi du 15 juillet 1845, la voie ferrée : il est menacé de la peine de mort, exactement comme s'il avait voulu assassiner sa victime (art. 16, al. 2).

De la peine capitale est, enfin, menacé l'individu qui, en pratiquant habituellement des violences ou des privations d'aliments à l'encontre d'un enfant de moins de 15 ans, a occasionné sa mort, même sans intention de la donner (art. 312, dernier alinéa, L 13, avril 1954 ; Ord. n° 58-1298 du 23 déc. 1958) (187).

(184) Cf. BOUZAT, « Droit pénal général », Dalloz, 1963, n° 177, qui écrit notamment que dans l'article 434, alinéa dernier, on punit de mort « alors même que l'auteur du crime ne pouvait prévoir les suites mortelles de l'incendie ». Voir aussi VOUIN, *op. cit.*, n° 109, c'.

(185) Cf. GARÇON, « C.P.A. », sous l'art 434, notamment n° 147 ; STEFANI et LEVASSEUR, n° 202, etc.

(186) V. BROUCHOT, *op. cit.*, p. 167 ; GARRAUD, *op. cit.*, tome V, n° 2243 ; VOUIN, *op. cit.*, n° 256 à 259, notamment n° 257, 2° ; ROUX, *op. cit.*, loc. cit.

(187) STEFANI et LEVASSEUR, *op. cit.*, n° 202.

100. — 3° Il y a, enfin, de nombreux délits préterintentionnels qu'on ne saurait classer avec précision dans l'une des deux catégories examinées ci-dessus. Cette difficulté provient du fait que leur résultat aggravant n'a pas d'existence autonome. Il n'est pas, en d'autres termes, puni en tant que tel pour qu'on puisse savoir si sa répression par le mécanisme du délit préterintentionnel est identique ou plus douce par rapport aux pénalités qui seraient éventuellement prévues pour le cas où il serait produit intentionnellement. L'exemple typique de cette catégorie est celui de l'art. 309, alinéa 3, du Code pénal, qui prévoit une aggravation sensible de la peine pour le cas où des coups, blessures ou voies de fait dériveraient des infirmités d'une certaine gravité. On peut même concevoir, comme un délit préterintentionnel de cette catégorie, celui de l'art. 309, alinéa 1^{er}, par rapport à la disposition de l'art. R 40, 1^o, du Code pénal, qui semble bien être l'infraction de base en cette matière. Ils rentrent également dans cette espèce, les cas prévus par les dispositions des articles 312, alinéas 3, 4 et 5, 318, alinéa 2, etc.

Dans tous ces cas, l'aggravation de la peine légale est conditionnée par la seule réalisation du résultat aggravant prévu par la loi, sans le moindre examen de la culpabilité de l'agent relativement à celle-ci. Si, donc, le manque d'infractions intentionnelles, concernant directement les suites dommageables que nous examinons ici, nous empêche de classer avec précision les délits préterintentionnels en question dans la première ou dans la seconde étape de l'évolution tracée plus haut, nous ne sommes pas moins en droit d'affirmer avec certitude qu'ils appartiennent soit à l'une, soit à l'autre de ces deux phases.

101. — 4° Il est, en somme, évident que le droit pénal français des délits préterintentionnels se trouve dans son ensemble à cheval sur les deux premières périodes de l'évolution que ces délits ont connue en droit pénal comparé. Il demeure, plus particulièrement, indifférent — sinon farouchement hostile — à la troisième conception, qui est pourtant la seule apte à assurer, comme nous l'avons vu (*supra*, n° 96), le respect de l'idée de culpabilité en ce domaine.

Par conséquent, là où les législations modernes exigent une faute pénale d'imprudence pour imputer à l'agent la responsabilité du résultat aggravant de son acte, on se contente, en France, d'une présomption, ou plutôt d'une fiction, de faute. Voilà donc l'effacement de la culpabilité pour faute devant l'effet préjudiciable accompli que nous avons voulu démontrer et voilà la raison pour laquelle nous avons rangé la conception juridique du délit préterintentionnel, telle qu'elle résulte de l'analyse du droit criminel français, parmi les mécanismes de déformation de la faute dite involontaire (188).

(188) Afin d'éviter tout malentendu, nous tenons à préciser que l'altération, voire même l'abstraction de toute culpabilité, dont nous venons de parler, ne concerne que le résultat aggravant à l'égard duquel il devrait y avoir, et il y a dans les législations modernes, une faute pénale d'imprudence nécessitant une constatation certaine dans chaque cas particulier de la part du juge.

SECOND CHAPITRE

LA TENDANCE OBJECTIVISTE ET SON APPRECIATION CRITIQUE

102. — Nous venons d'analyser les principaux mécanismes de déformation de l'infraction culpeuse, au moyen desquels la notion de la faute pénale d'imprudence a été dégradée, voire souvent délibérément écartée des éléments constitutifs de ladite infraction. Mais la longue pratique de ces déviations n'a pas été sans accoutumer les esprits à l'idée d'une responsabilité pénale sans faute, ce qui n'a pas manqué de provoquer un relâchement progressif de la notion de culpabilité au sein de l'infraction culpeuse en général, c'est-à-dire en dehors du champ d'application des techniques de déviation que nous avons jusqu'ici étudiées. De la sorte, le résultat dommageable de l'acte délictueux acquiert, ou tend à acquérir, une importance exorbitante par rapport au comportement fautif de l'agent, aussi bien dans la constitution de l'infraction dite involontaire que dans l'organisation de la répression qui en découlerait.

Il s'agit, en effet, d'une forte tendance objectiviste vers laquelle conduisent progressivement les méthodes de déformation exposées dans le chapitre précédent, et dont celles-ci ne sont, en réalité, que des manifestations partielles.

Il nous semble, par conséquent, nécessaire de mettre en relief, ne serait-ce qu'en partie par anticipation, ce courant objectiviste se trouvant, comme nous venons de le voir, en étroite connexité avec les mécanismes d'altération de la conception classique de l'infraction culpeuse, avant d'essayer d'y porter un jugement critique. On se fera ainsi, croyons-nous, une idée plus exacte sur les dimensions de ce mouvement objectiviste, sur l'esprit dont il est animé, aussi bien que sur les conséquences auxquelles on risque d'aboutir. Et ce serait d'autant plus nécessaire que la transformation du droit pénal de la délinquance par

imprudence, opérée sous l'impulsion de ce mouvement d'idées, a été jusqu'à présent plus ou moins occulte, dissimulée en quelque sorte sous l'étiquette conformiste des principes classiques.

SECTION I. — La tendance objectiviste.

103. — Ce recul de la culpabilité subjective devant le concept objectif de lésion s'est traduit dans les faits par une *généralisation des présomptions de faute* pénale d'imprudence. Des exemples précis n'en manquent pas. Nous nous contenterons d'en relever deux : le cas d'un incendie involontaire ayant entraîné la mort ou provoqué les blessures d'une ou de plusieurs personnes, d'une part : la responsabilité pénale des gardiens négligents en cas d'évasion des détenus ou prisonniers de guerre, dont ils étaient chargés de la garde ou de la conduite, d'autre part.

104. — L'art. R 38, 4°, du Code pénal punit — tout comme l'ancien art. 483, 4°, du même Code — des peines de police ceux qui, par négligence ou imprudence, auront causé l'incendie des propriétés mobilières ou immobilières d'autrui, par un des procédés énumérés dans ce texte. Il s'agit là d'une contravention qui, exceptionnellement, suppose une faute pénale d'imprudence et à propos de laquelle, par conséquent, la faute dite « contraventionnelle » n'est pas suffisante (1). Jusqu'ici, il n'y a rien d'anormal. Cependant, le législateur (Loi du 30 mai 1950, modifiée par la Loi du 1^{er} mars 1954 et l'Ord. n° 58-1298 du 23 déc. 1958, art. 26) est venu ajouter au Code pénal l'art. 320 bis (aujourd'hui 320-1), en vertu duquel l'auteur de cette contravention devient passible des peines correctionnelles prévues pour l'homicide ou les blessures par imprudence, toutes les fois que son acte contraventionnel — l'incendie involontaire de l'art. R 38, 4°, du Code pénal — entraîne la mort, ou provoque les blessures d'une ou de plusieurs personnes.

Or, la disposition de l'art. 320-1 n'a de sens que si l'application des pénalités aggravées doit avoir lieu sans qu'on examine la faute de l'agent relativement à l'homicide ou aux blessures occasionnées. Sinon, l'art. 320-1 n'aurait rien ajouté au droit antérieur et n'aurait fait que double emploi avec les dispositions des art. 319 et 320 du Code pénal. En effet, les art. 319 et 320 englobaient — et englobent toujours — tout mode de production des blessures ou des homicides involontaires, à condition que leur auteur ait été en faute ; ils étaient, par conséquent, applicables même à propos de l'incendie contraventionnel de l'art. 483, 4° (auj. R 38, 4°) ayant occasionné, par la faute de son auteur, la

(1) Cf. *Supra*, n° 72, au début.

mort ou les blessures, etc., qu'ils incriminent (2). Nul doute, par conséquent, que le législateur de 1950 a voulu introduire une aggravation objective de responsabilité pénale, conditionnée par la seule survenance de l'effet préjudiciable aggravant et proportionnée à son étendue. Ce qui est, d'ailleurs, confirmé par le texte même de l'art. 320-1, qui renvoie, non pas aux dispositions des art. 319 et 320 dans leur ensemble, mais uniquement à leurs pénalités (3).

Qu'il s'agisse là d'une présomption irréfragable ou d'une fiction de culpabilité, quant aux suites aggravantes de l'acte fautif de l'agent, le résultat est pratiquement le même : l'abstraction de l'élément subjectif devant l'effet lésionnaire accompli.

105. — Venons-en maintenant au second exemple énoncé plus haut. En cas d'évasion des détenus ou des prisonniers de guerre, la loi (art. 238, alinéa 1^{er}, 239, alinéa 1^{er} et 240, alinéa 1^{er}, du Code pénal) prévoit des peines d'emprisonnement proportionnées en principe à la gravité de l'infraction ayant motivé la détention, contre les gardiens qui auraient fait preuve de négligence. Or, R. GARRAUD nous fait savoir que « ... la négligence est présumée dans toute évasion... sauf au gardien responsable à faire tomber cette présomption en établissant qu'aucune faute ne peut lui être reprochée à raison des circonstances spéciales dans lesquelles l'évasion s'est produite » (4). Voilà donc, encore, une présomption de culpabilité, d'origine jurisprudentielle, qui, pour ne pas être irréfragable, n'en est pas moins contraire à la règle fondamentale « nulla poena sine culpa » et la présomption d'innocence, qui en dérive (5).

106. — En dehors même de ces exemples précis, il y a incontestablement, dans la jurisprudence française, une tendance de plus en plus accusée d'attribuer une importance de moins en moins grande à l'élément moral de l'infraction culpeuse. Ainsi que le fait remarquer M. LEBRET « pour ce qui est des délits d'imprudence, ils impliquent une faute au moins verbalement... Mais, en fait, il faut bien l'avouer,

(2) Cf. GARÇON, « Code pénal annoté », sous les articles 319 à 320 bis, n° 7, qui soutient que tout autre incendie, non prévu pas les textes auxquels renvoie l'art. 320 bis, peut constituer, comme par le passé, le délit des art. 319 et 320, si les conditions d'application de ces articles sont remplies. Voy. cependant les réflexions contraire de VOUIN, in *Revue de Science criminelle*, etc., chronique législative, 1950, p. 603.

(3) C'est dans ce sens que l'art. 320-1 a été interprété par GARÇON, op. cit., loc. cit., qui va même jusqu'à dire qu'« il y a là en réalité une hypothèse de délit préintentionnel : le prévenu a bien commis la négligence coupable incriminée par la loi, mais, de toute évidence, le résultat, constitutif ici du délit nouveau, a dépassé le but que se proposait le délinquant ». Cette qualification — quoiqu'à notre avis inexacte étant donné que l'infraction de base n'est pas intentionnelle — montre bien que la disposition en question est comprise, et à juste titre d'ailleurs, comme une aggravation de responsabilité sans faute quant au résultat plus grave.

(4) V. R. GARRAUD, « Traité théorique et pratique de Droit pénal », 3^e éd., tome IV, n° 1693.

(5) Cf. ZAGAROLAS, « Le principe nulla poena sine culpa et ses déviations » (en grec), 1950, tome I, p. 25 et s. Voy. aussi STEFANI et LEVASSEUR, « Procédure pénale », 1959, n° 289.

continue-t-il, très souvent l'idée de la faute est éludée, esquivée ou escamotée » (6), (7).

C'est cet effritement constant de la faute pénale d'imprudence qui a probablement encouragé certains auteurs à préconiser — dans l'espoir d'une lutte plus efficace contre les méfaits de la délinquance par imprudence — l'effacement complet de la culpabilité par l'introduction, dans le droit pénal, tout au moins dans certains secteur déterminés, de la théorie « civiliste » du risque (8).

D'après cette conception, dans les domaines où l'ampleur du danger est alarmante, il faudrait que la faute cède le pas au risque, de telle sorte que chacun assume la responsabilité pénale pour la seule réalisation du résultat dommageable dérivant de ses actes et sans qu'il soit nécessaire d'avoir décelé son imprudence. Sa responsabilité pénale sera ainsi, comme il en est advenu en droit civil (9), toujours présumée, le prévenu ne pouvant s'en exonérer qu'en rapportant la preuve d'un fait justificatif ou d'une cause de non-imputabilité. En d'autres termes, l'idée de risque sera substituée, comme en droit civil (9), non pas au concept de lésion, mais à la notion de culpabilité subjective. Ainsi, l'équation classique de l'infraction culpeuse : élément matériel (activité matérielle + résultat dommageable relié à celle-ci par une relation de causalité) + élément moral (culpabilité, c'est-à-dire faute d'imprudence — fait justificatif ou cause de non-imputabilité) + élément légal = infraction d'imprudence, sera remplacée par l'équation suivante : élément matériel (activité matérielle + résultat dommageable relié à celle-ci par une relation de causalité) — fait justificatif ou cause de non-imputabilité + élément légal = infraction d'imprudence.

Dans ce contexte, l'élément moral privé de la notion positive de culpabilité pour faute se présentera d'une façon complètement négative, comme l'absence d'une cause exonératrice dont, par surcroît, la preuve incombera à la personne poursuivie. Et, à la notion de culpabilité, dont on fera, de la sorte, abstraction, on substituera l'idée de risque que le juge n'aura pas, du reste, à chercher et à constater, pour la bonne raison

(6) V. LEBRET, « Les rapports posés dans le Droit pénal moderne par le développement des infractions non intentionnelles (par faute) », in *Revue intern. de Droit pénal*, 1961, p. 1059 et s.

(7) Il ne faudrait pas, d'ailleurs, croire que le recul de la faute pénale a été en fait accompagné, et encore moins compensé, par un redressement du lien de causalité. Bien au contraire ! Cf. MERLE, « Les conséquences pénales et civiles du délit d'imprudence », in *Annales de la Faculté de Toulouse*, tome VI, 1958, fasc. 2, p. 241 et s., spécialement p. 251 et 252 ; BRUNHES, thèse précitée, p. 54 à 68 ; LARGUIER, note sous Crim., 25 juin 1958, *J.C.P.*, 1959, II, 10.941.

(8) Cf. LEGROS, « Considérations sur les délits d'imprudence », rapport présenté aux Journées franco-belgo-luxembourgeoises de science pénale (Paris, nov. 1958), in *Revue de Droit pénal et de Criminologie*, 1958-59, p. 109 et s., spécialement p. 116 et 117. Voy. aussi les débats qui y ont eu lieu, relatés par VERHAEGEN, dans la même Revue, p. 786 et s., et notamment les interventions d'ANCEL et PATIN (p. 792 et 793). Cf. également HANNEQUART, « La responsabilité pénale de l'ingénieur », 1959, n° 21 et 22.

(9) Dans les domaines, bien entendu, où la théorie du risque a été admise.

qu'elle sera incluse dans l'élément légal de l'infraction, c'est-à-dire impliquée dans le fait que la loi n'exige pas une faute. La notion du risque sera, en réalité, non pas un élément constitutif de l'infraction, mais plutôt une sorte de motif théorique de la solution légale. Avec un tel système, pensent ses promoteurs, on obtiendra une répression, sinon plus juste, au moins considérablement plus efficace qu'auparavant, véritable digue contre le flot montant — et combien désastreux ! — des méfaits de l'imprudence humaine.

Certes, on n'en est pas encore là. Mais l'éventualité de voir la théorie « civiliste » du risque pénétrer le droit pénal des délits d'imprudence n'est pas aussi utopique qu'elle paraîtrait au premier abord, et cela, pour deux raisons :

107. — *Premièrement*, l'allure effrayante qu'a prise, de nos jours, la criminalité par imprudence, a créé une telle perplexité chez les juristes que le moment semble propice à de véritables bouleversements des principes traditionnels, si vénérables soient-ils, pourvu que l'on puisse juguler les dangers que la vie moderne ne fait qu'accroître. Cette perplexité, liée au scepticisme quasi général quant aux vertus préventives du système répressif classique en la matière, pourrait préparer le terrain en vue de l'instauration de la théorie du risque au cœur même de l'infraction culpeuse. Chose d'ailleurs assez caractéristique, la crainte que l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire suscite déjà — et à juste titre, du reste — chez les juristes, les a amenés à préconiser sérieusement l'introduction d'une présomption générale de responsabilité, non seulement civile, mais aussi pénale, à l'encontre de l'exploitant (10). C'est dire que la théorie « civiliste » du risque, si elle n'a pas encore pu s'imposer complètement en droit pénal, constitue, d'ores et déjà, une forte tendance (11) que l'évolution technique ne fait qu'accentuer davantage.

108. — *Deuxièmement*, il ne faudrait pas oublier que les mécanismes de déformation de l'infraction culpeuse, étudiés ci-dessus (cf. supra, n° 52 à 101), constituent, en réalité, des amorces, certes, partielles et mitigées, mais incontestables (12) de la dite théorie. Ces mécanismes, en accoutumant les esprits à l'idée d'une responsabilité pénale sans faute,

(10) Aux débats qui ont eu lieu au cours des Journées franco-belgo-luxembourgeoises de Science pénale (Paris, nov. 1958), M. ANCEL aurait signalé que lors d'un colloque récent entre juristes italiens et français on a débattu l'instauration d'une telle présomption à charge de l'exploitant de l'énergie atomique. V. HANNEQUART, op. cit., n° 22.

(11) Sur l'importance de cette tendance, cf. CHAVANNE, rapport introductif au Colloque du XXV^e anniversaire de la Revue de Science crim., dans cette Revue, 1962, p. 241 et s., spécialement p. 246 et s. Voy. aussi les interventions d'ANCEL et PATIN aux débats des Journées franco-belgo-luxembourgeoises de Science pénale (Paris, nov. 1958), dans la Chronique de VERHAEGEN, in *Revue de Droit pénal et de Criminologie*, 1958-59, p. 786 et s., notamment p. 792 et 793.

Sur l'apparition d'un pareil mouvement en Suisse aussi bien qu'en Allemagne, voy. les interventions de GRAVEN et JESCHEK au Colloque du XXV^e anniversaire de la Revue de Science crim., dans cette Revue, 1962, p. 253 et 275.

(12) Cf. CHAVANNE, op. cit., p. 246 et s., ainsi que GRAVEN, op. cit., p. 251 et s.

au sens normal de ce terme, ont entamé sérieusement le respect que l'on devrait avoir en droit pénal eu égard à la règle fondamentale « *nulla poena sine culpa* » et, qui plus est, contribuent déjà à faire apparaître l'introduction de la théorie du risque, non pas comme une révolution devant bouleverser les structures de l'infraction culpeuse, mais comme le simple aboutissement d'une évolution ayant déjà fait ses preuves et prétendue conforme aux données de la vie moderne.

SECTION II. — Appréciation critique de la tendance objectiviste.

109. — Que la responsabilité pénale sans faute heurte les impératifs les plus fondamentaux de l'équité, cela n'a même pas besoin d'être démontré. Condamner, en effet, quelqu'un, donc lui adresser solennellement un blâme moral ou tout au moins social, sinon lui infliger une flétrissure déshonorante, pour la seule raison qu'il a provoqué matériellement une lésion incriminée et sans qu'on établisse le caractère réellement fautif de son comportement ou, encore, bien qu'il soit nettement prouvé que sa conduite ait été subjectivement irréprochable. Infliger, dans ces conditions, à quelqu'un une peine — expression de désapprobation morale ou tout simplement sociale — tout comme à l'encontre de celui qui, par son écart de conduite et le mépris dont il a fait preuve envers les valeurs sociales protégées par la loi pénale, mérite vraiment un tel traitement : mettre, en d'autres termes, sur un pied d'égalité, à propos de l'engagement de la responsabilité pénale, coupables et non-coupables. Voilà ce qui heurte incontestablement le concept de culpabilité (vivant toujours dans la conscience sociale et constituant, jusqu'à présent, le fondement même de la peine, au sens normal de ce terme) et voilà ce qui blesse, par conséquent, profondément le sentiment de justice et d'équité le plus élémentaire et le plus évident.

Il existe, d'ailleurs, une telle concordance d'avis sur ce point que tout effort d'argumentation semblerait vouloir forcer des portes déjà ouvertes. Car, même les adeptes de cette objectivisation de la responsabilité en notre matière reconnaissent franchement — tout en essayant de minimiser sa portée — l'opposition de l'idée de justice à l'adoption de leur thèse et, s'ils persistent à passer outre, ce n'est que pour obtenir une meilleure incidence de la sanction pénale (13). Ce n'est donc que sur le plan de l'efficacité pratique que doit s'apprécier la valeur, positive ou négative, du courant objectiviste qui a déjà pénétré, par les procédés et dans les proportions établis plus haut — et risque d'envahir davan-

(13) Cf., par exemple, Roger de LESTANG, note sous Crim., 26 fév. 1956, *J.C.P.*, 1956, II, 9304 ; ROUX, « Cours de Droit criminel », 2^e éd., 1927, § 37, p. 146 à 148 et § 105, p. 359 et 360, etc.

tage dans un avenir très proche — le terrain des infractions dites involontaires. Aussi les considérations de justice et d'équité ne reviendront-elles, dans notre argumentation, que dans la mesure où elles déterminent l'efficacité pratique de la répression en question.

110. — Sur quoi étaye-t-on, en réalité, l'affirmation que l'abandon, plus ou moins complet, de la notion de faute contribuera à raréfier les méfaits involontaires et jouera un rôle de prévention si sérieux qu'on doive y sacrifier volontiers les exigences, pourtant légitimes et respectables, de l'équité ?

Il nous semble que les promoteurs de la tendance objectiviste, en question, s'appuient sur le raisonnement suivant : Si l'on parvient à se débarrasser de la question — toujours délicate, sinon épineuse — de la faute à imputer au prévenu, sa condamnation deviendra certaine, quasi automatique, dès lors qu'on aura établi que son action ou son inaction se trouve en relation de causalité avec la lésion incriminée. De la sorte, la sanction pénale sera généralisée, et, la perspective qu'une peine sera infailliblement « déclenchée » par la seule réalisation d'un résultat dommageable illicite, sera de nature à intimider sérieusement l'individu imprudent, en exerçant sur lui une coaction psychologique capable de freiner efficacement ses élans audacieux. Ainsi tout homme, sachant qu'il sera certainement condamné, fera tout son possible pour que son comportement n'occasionne pas des lésions pénalement sanctionnées, et cela, tantôt en aiguillant son attention, tantôt même en s'abstenant des tâches dépassant ses aptitudes ou comportant des risques d'accident.

Et cette intimidation, aussi bien individuelle que collective, attribuée généralement à la menace répressive, semble même avoir un effet inhibiteur plus puissant dans le domaine de la délinquance par imprudence qu'à propos de la criminalité dolosive. Pour certains, il serait plus facile d'agir, par la menace de la peine, sur une volonté sans but (14). Pour d'autres, la crainte d'une peine serait d'autant plus efficace que l'imprudent n'a aucun intérêt à réaliser son infraction (15). Ces arguments pourraient, du reste, trouver un appui, apparemment assez fort, dans les réflexions critiques sur la prévention, livrées, après de longues recherches criminologiques, par KINBERG selon lequel l'effet intimidant de la sanction pénale s'exerce notamment sur des individus disposant d'une santé mentale normale et présentant une bonne adaptation sociale (16), qualités existant chez l'individu imprudent dans la grande majorité des cas.

(14) Cf. LEGROS, « Considérations sur les délits d'imprudence », in *Revue de Droit pénal et de Criminologie*, 1958-59, p. 109 et s., spécialement p. 123.

(15) V. CHAVANNE, « Le problème des délits involontaires », in *Revue Science crim.*, 1962, p. 241 et s., spécialement p. 244 et 245.

(16) KINBERG, « Réflexions critiques sur la prévention », in *Rev. intern. de Criminologie et Pol. technique*, 1954, p. 8 et s., spécialement p. 15 et 16.

Dans ce contexte, faire abstraction de la faute, donc généraliser la responsabilité pénale en la matière en élargissant son champ d'application, équivaldrait à étendre son effet intimidant et renforcer, en fin de compte, son rôle préventif. Et, comme les ravages de l'imprudence humaine deviennent de plus en plus alarmants, tout effort de prévention est assuré d'un accueil favorable, même s'il méconnaît, dans une certaine mesure, les impératifs d'une justice équitable.

111. — Ainsi présentée, la thèse des objectivistes semble, à première vue, particulièrement attrayante et digne d'un examen approfondi, si l'on veut porter un jugement de valeur à son égard. Cependant — et nous devons le déclarer tout de suite franchement et loyalement — cette thèse ne nous convainc absolument pas. Et ce, non point pour des motifs purement théoriques, ni même par un attachement plus ou moins conformiste à certains principes subjectivistes considérés comme essentiels pour le droit pénal, mais, avant tout, pour des raisons éminemment pratiques tenant à l'efficacité même de la thèse en question. Aussi nos objections se situeront-elles justement sur la « terre d'élection » de la théorie objectiviste, à savoir sur le plan de l'efficacité pratique de la répression et, partant, de son rôle dans la prévention de la délinquance par imprudence.

Les raisons qui nous ont amené à formuler un jugement critique aussi catégorique pourraient se résumer de la façon suivante :

112. — 1° Il ne faudrait pas, tout d'abord, oublier que la nature même de l'infraction dite involontaire se prête mal à l'influence intimidatrice et, par conséquent, préventive attribuée généralement à la sanction pénale. Nous avons déjà développé longuement les facteurs qui contribuent à neutraliser largement, mais irrésistiblement, les vertus préventives de la peine en cette matière et nous n'avons pas l'intention d'y revenir. Nous nous permettons donc, pour éviter les redites, de prier instamment le lecteur de se référer aux n^{os} 42 à 46 du présent ouvrage.

Nous tenons tout simplement à souligner ici que l'argumentation qui y est déployée, tout en concernant l'infraction culpeuse dans sa conception classique, reste intégralement valable même à propos des déformations objectivistes qui nous préoccupent maintenant, et ce pour la bonne raison que, ce qui rendait, en réalité, l'effet préventif de la peine largement illusoire, ce n'était point son attachement à la notion de la faute pénale ; c'était bien au contraire la subordination de la réaction répressive à la survenance et l'étendue d'un résultat préjudiciable aléatoire en soi et auquel l'agent ne songe pas (imprudence inconsciente) ou qu'il espère à tort, mais obstinément, pouvoir finalement éviter (imprudence consciente). Or, cette subordination qui faisait de l'infraction culpeuse une incrimination de lésion, loin d'être réduite par les mécanismes de déformation d'inspiration objectiviste étudiés ici, en a été, par contre, sensiblement accentuée. Car, du moment qu'on

minimise, voire qu'on écarte délibérément, la faute pénale d'imprudence, le rôle du résultat dommageable, déjà prédominant dans le cadre juridique traditionnel de l'infraction culpeuse, ne fait qu'y devenir de plus en plus important.

Mais, en dehors même de cette inaptitude quasi « organique » du système des infractions de lésion — que celles-ci soient conçues conformément aux principes classiques, ou qu'elles se soient transformées, sous l'impulsion de la théorie civiliste du risque, en instruments d'une responsabilité pénale sans faute — il y a d'autres facteurs tendant à réduire davantage l'efficacité pratique, déjà sensiblement restreinte, de la sanction pénale en ce domaine. C'est justement ces facteurs-là qui, contrairement à l'inaptitude étudiée plus haut, sont propres à la responsabilité pénale sans faute, qu'il importe de mettre en relief dans les paragraphes qui vont suivre.

113. — 2° Le droit pénal est, par son essence même, un droit sanctionnateur. En tant que tel, il a pour mission essentielle de fournir, par son arsenal répressif, une protection renforcée à certains biens ou intérêts humains, dont la préservation a été jugée digne d'une protection pareille. Dans l'accomplissement de cette mission, le droit pénal trace pour l'homme des *règles de conduite*, dont le contenu exact est déterminé par la lettre de ses dispositions répressives et l'interprétation que celles-ci reçoivent de la part des tribunaux chargés de leur application.

Ces règles de conduite pénalement intéressantes, tout en visant la défense des biens et intérêts juridiques mis sous la protection du droit pénal, ne doivent pas être confondues avec ceux-là. Les biens juridiques mis sous l'abri de l'arsenal répressif, constituent l'objet de la protection pénale, tandis que les règles de conduite, imposées par les dispositions pénales, déterminent les conditions et les modalités de cette protection. Elles ne sont, en d'autres termes, que le moyen pour atteindre le but envisagé, c'est-à-dire pour assurer la préservation des biens pénalement protégés, en fixant des limites au comportement de l'homme.

114. — De cette distinction s'ensuit : *Premièrement*, que tout atteinte portée par le comportement de l'homme à un bien pénalement protégé ne tombe, sous le coup des sanctions répressives, que si elle constitue, en même temps, une violation de la règle de conduite fixée par les dispositions pénales, justement en vue de la protection du bien qui a été atteint. *Deuxièmement*, que la défense du même bien juridique peut être postulée de plusieurs façons, donc par la fixation des règles de conduite différentes.

Prenons un exemple précis pour mieux éclaircir nos affirmations : l'homicide dit involontaire. On s'aperçoit tout de suite que le bien pénalement protégé par cette infraction c'est la vie d'autrui. Mais l'atteinte portée effectivement à ce bien ne peut pas, à elle seule, suffire pour condamner pénalement son auteur. Encore faut-il que celui-ci ait, par son comportement objectif, aussi bien que subjectif, dépassé les limites

fixées par la disposition de la loi réprimant l'homicide en question, donc qu'il ait violé la règle de conduite instituée, implicitement, mais nécessairement, par cette disposition.

On se rend également compte, si l'on compare les législations pénales dans l'espace ou leur évolution dans le temps, que la teneur de cette règle de conduite n'est pas partout et toujours la même. La détermination de son contenu dépend essentiellement de la conception juridique que le législateur se fait de l'infraction culpeuse.

115. — Pour les législations qui s'inspirent de la conception classique de l'infraction culpeuse, la règle de conduite émanant de l'infraction d'homicide, est largement dominée par la notion de la faute pénale d'imprudence. Elle pourrait être ainsi formulée : tout homme est nécessairement tenu de faire preuve, dans ses actions ou dans ses omissions, de la vigilance qu'il doit (d'après les circonstances, et vu ce que l'homme moyennement prudent et consciencieux, pris comme modèle, aurait fait, s'il se trouvait dans le même contexte) et qu'il peut (d'après sa situation personnelle) déployer pour éviter de causer la mort d'autrui. Par conséquent, tout homme est, par l'institution même d'une telle infraction, solennellement averti et impérieusement invité à régler sa conduite de telle sorte qu'il ne commette pas une faute pouvant occasionner la mort d'un tiers, plus exactement une faute compromettant la vie d'autrui. Sinon — et à condition que la mort d'autrui s'ensuive — il sera considéré comme un délinquant passible des pénalités prévues par la loi à cet effet.

Mais, en revanche, tout homme sait que, s'il ne commet pas une faute compromettant la vie d'autrui, il n'a rien à craindre du point de vue répressif, même si son comportement matériel occasionne effectivement un homicide. Il suffit donc à l'individu vivant sous un tel régime juridique, de ne pas commettre une faute mettant en péril la vie d'autrui, pour être correct avec la règle de conduite qui lui est imposée par la disposition réprimant l'homicide dit involontaire. C'est dans cette direction que le pousse la « coaction psychologique » exercée par la menace de la peine, mais aussi l'intérêt qu'il a de s'assurer l'impunité pour toute atteinte qu'il porterait fortuitement, donc sans faute, à la vie d'autrui.

De la sorte, menace de répression et promesse d'impunité sont des moyens de pression de nature, certes, différente, mais qui se complètent pour viser le même but, en l'occurrence pour contraindre l'homme à respecter la règle de conduite contenue dans l'infraction d'homicide par imprudence, c'est-à-dire à ne pas commettre des fautes susceptibles de provoquer la mort d'autrui.

116. — Par contre, dans le contexte juridique d'une législation qui admet la responsabilité pénale sans faute, la règle de conduite impliquée dans l'infraction réprimant l'homicide involontaire, tout en visant la défense du même bien juridique (la vie d'autrui), n'a plus le même

contenu. Car, du moment qu'on punit l'auteur matériel d'un homicide, sans se poser la question de savoir si celui-ci a effectivement commis une faute compromettant la vie de sa victime, il s'ensuit qu'il ne suffit plus à l'individu vivant sous un tel régime répressif, de ne pas commettre des fautes pouvant occasionner la mort d'autrui. La règle de conduite qui lui est impérieusement imposée, acquiert une teneur beaucoup plus large. Elle devient, du même coup, nettement plus rigoureuse que la précédente. Pour s'y conformer, l'homme doit se comporter de telle façon qu'aucune atteinte ne soit portée à la vie d'autrui. Il doit, en d'autres termes, éviter toute action — ou toute inaction — susceptible de provoquer, ne serait-ce qu'accidentellement, la mort d'autrui. Sinon — et à condition que la lésion redoutée survienne effectivement — il sera qualifié de délinquant passible des pénalités prévues par l'infraction réprimant l'homicide involontaire.

117. — Nous avons déjà souligné les espoirs d'efficacité pratique que les objectivistes ont fondés sur la responsabilité pénale sans faute. Mais, encore, faut-il vérifier si la nouvelle règle de conduite qui en découle forcément, est de nature à favoriser la prévention de la délinquance involontaire, plus que la règle de conduite de la répression classique. Nous avons, également, fait remarquer que toutes deux sont entachées d'une défectuosité malencontreuse, qui leur enlève l'essentiel de leur effet préventif : c'est que l'une et l'autre ne sont sanctionnées que si leur violation se solde par une atteinte effective au bien qu'elles ont pour mission de protéger. Il importe maintenant de rechercher si, en dehors de ce défaut commun, la seconde règle de conduite a des chances d'être plus efficace que la première, dans la défense des biens mis sous la protection de la loi pénale.

C'est, d'ailleurs, parce que l'efficacité de la répression ne peut pas s'apprécier valablement, sans qu'on prenne en considération la règle de conduite que celle-ci impose impérieusement à l'homme, que nous avons essayé de dégager nettement sa notion et de préciser son contenu, et cela, aussi bien dans le contexte classique d'une responsabilité fondée sur la faute, qu'à propos de la tendance objectiviste moderne et de la responsabilité pénale sans faute, que celle-ci voudrait introduire — ou maintenir — dans le droit pénal.

Et, comme cette dernière tendance veut s'imposer en droit pénal contemporain, sous prétexte d'assurer une efficacité préventive largement supérieure à celle de l'infraction classique, il est tout à fait naturel qu'on essaye d'apprécier sa valeur en la comparant constamment à celle de la répression classique.

C'est donc sous cet angle que doit être — et sera — examinée sur le plan de l'efficacité préventive la responsabilité pénale sans faute.

118. — Tout d'abord, la règle de conduite impliquée nécessairement dans un système de responsabilité pénale sans faute, nous semble complètement aberrante, sinon absurde. Exiger de l'homme, impérieusement

et sous peine des sanctions plus ou moins sévères, qu'il ne provoque jamais, ne serait-ce qu'accidentellement, un des résultats dommageables prévus et punis par la loi pénale, c'est évidemment absurde. Car il ne dépend pas toujours de lui d'éviter la survenance de tel ou tel résultat qui, tout en étant objectivement l'effet de son comportement matériel, peut se produire d'une façon inattendue et imprévisible ne relevant que du hasard.

Vers quoi donc tendrait la « coaction psychologique » contenue dans la menace de la peine ? Très probablement, à ce que l'homme n'entreprenne pas d'actions engendrant des risques de production des lésions illicites. Pareille prétention nous semblerait, cependant, complètement aberrante, donc dénuée de tout effet pratique, et ce, pour des raisons multiples.

119. — Il ne faut pas oublier, tout d'abord, que dans un certain nombre de cas l'agent n'est pas à même de comprendre que son action — ou son inaction — est dangereuse ; il croit, en toute honnêteté, qu'il s'agit d'un acte absolument inoffensif. Donc, la règle de conduite indiquée ci-dessus ne peut exercer aucune sorte d'influence sur son comportement.

120. — Et puis, vouloir coûte que coûte contraindre l'homme à ne pas prendre des risques, c'est opposer le droit pénal à certaines données élémentaires de la vie. Car, « le risque est partie intégrante de notre activité quotidienne — à tel point, écrit notamment NYPELSEER — que si nous n'en prenions pas nous serions paralysés... » (17). En effet, l'homme se trouvait depuis toujours — et il se trouve davantage à l'heure actuelle — devant des situations comportant très fréquemment des éléments d'incertitude, donc une menace d'atteinte à la sécurité des tiers, voire de lui-même. Constater, avec NYPELSEER, qu'on n'agit « presque jamais en fonction des certitudes » et qu'on est, en revanche, « guidé par des évaluations de probabilité... au moyen d'un nombre relativement restreint d'indices, de la structure la plus probable du champ perceptif, compte tenu de l'expérience antérieure » (18), c'est se rendre à l'évidence. Il suffit de songer à la circulation routière, par exemple, pour comprendre le bien fondé de la constatation sus-mentionnée. Et cette constatation, pleine de bon sens pratique, ne peut que se confirmer davantage, si l'on songe à l'essor qu'ont connu dernièrement, en théorie aussi bien que dans la pratique, les sciences qui ont justement pour objet de déterminer mathématiquement les choix les plus avantageux dans des situations comportant des éléments incontrôlables, c'est-à-dire des risques (19).

(17) NYPELSEER, « Notes sur la psychologie de l'imprudence », in *Revue de Droit pénal et de Criminologie*, 1958-59, p. 136.

(18) NYPELSEER, op. cit.

(19) NYPELSEER, op. cit.

121. — Et, s'il en est ainsi dans notre vie quotidienne, que dire alors au sujet des activités novatrices qu'entreprend l'homme et au moyen desquelles il est parvenu à se hisser au niveau du développement actuel, mais au cours desquelles il est amené à affronter continuellement le risque d'accidents ? Inventer un nouveau médicament, pratiquer une opération chirurgicale originale, construire et faire essayer un aéronef d'un type nouveau, constituent bien des exemples disparates de ces activités novatrices qui, tout en étant scientifiquement préparées et exécutées, comportent presque toujours des risques d'atteinte à la sécurité des tiers (20).

122. — Prétendre, dans ces conditions, supprimer systématiquement tout risque d'accident par la perspective d'une peine, équivaldrait à acculer l'homme qui voudrait bien se conformer à une telle règle de conduite, à une passivité rétrograde, voire à une paralysie quasi totale (21). Mais, justement, pareille prétention est vouée à un échec monumental, pour la bonne raison que c'est la vie elle-même qui, par ses besoins et ses impératifs irrésistibles, neutraliserait impitoyablement l'effet de la répression en poussant constamment et impérieusement l'homme dans un sens opposé à la règle de conduite impliquée par le droit pénal de la responsabilité sans faute ! Et, dans une telle lutte entre le droit et la vie, ce n'est que le premier qui sortirait anéanti, sinon ridiculisé (22).

123. — On s'aperçoit donc combien les objectivistes, désireux de conjurer globalement et aveuglément tous les risques d'accident, pèchent par excès de zèle ! Et on se rend en même temps compte combien, au contraire, était réaliste, dans sa modération, la position traditionnelle d'une responsabilité pénale fondée nécessairement sur la faute ! Car le problème de base en ce domaine — vu qu'on ne peut pas enrayer en les frappant d'interdit tous les risques à la fois — n'est autre que de distinguer nettement les risques inhérents à la vie et inséparablement liés aux activités normales de l'homme, d'une part, des risques inutiles et excessifs contre lesquels doit se diriger l'action répressive, d'autre part. Or, tout comportement périlleux n'étant pas nécessairement fautif, la notion de la faute pénale d'imprudence permet de tracer d'une façon satisfaisante la ligne de démarcation entre les actions comportant un risque mesuré, donc permis, d'une part, et les actions entraînant une

(20) Sur la question du « risque novateur », cf. l'excellent rapport présenté aux premières journées juridiques franco-polonaises (Paris-Grenoble, 1960), par MM. GUBINSKI, CYPRIAN et SAWICKI (ronéotypé).

(21) Cf. JIMENEZ DE ASUA, « Problèmes modernes de la culpa (faute) », in *Revue internat. de Droit pénal*, 1961, p. 855 et spécialement p. 866 ; WELZEL, « L'imprudence et les délits de la circulation », même Revue, 1961, p. 985 et s., spécialement p. 996 ; LAMBERT, « Cours de Droit pénal spécial, etc. », p. 243 ; LEGAL, « L'imprudence et la négligence comme source de responsabilité pénale », in *Revue intern. de Droit pénal*, 1961, p. 1079 et s., plus particulièrement p. 1087.

(22) V. la pertinente intervention du Proc. gén. Ant. BESSON au IV^e Congrès de la défense sociale (Milan, 1956), in *Actes de ce Congrès*, tome I, p. 913.

mise en danger allant au-delà de ce qui est normal ou socialement adéquat, d'autre part (23). Ainsi la faute se présente, non seulement comme un élément imposé par l'idée de justice, mais également comme un critère de toute première utilité pratique. Son éviction, opérée ou tentée par les objectivistes, ne peut avoir comme conséquence que de rendre la règle de conduite impliquée par un système de responsabilité sans faute, démesurément ambitieuse dans ses exigences et sérieusement aberrante dans ses résultats pratiques.

C'est là, nous semble-t-il, le défaut fondamental de la responsabilité pénale sans faute dans notre domaine, et c'est par là que découlent ou s'expliquent en quelque sorte ses diverses déficiences pratiques, que nous essayerons de dégager dans le paragraphe qui va suivre.

124. — 3° En adoptant la règle de conduite que nous avons décrite plus haut, le droit pénal de la responsabilité sans faute élargit inconsiderément le cercle d'actes punissables : tout acte — action positive ou omission — se trouvant d'une façon ou d'une autre dans le processus causal d'un effet préjudiciable puni par la loi, peut être qualifié de criminel et conduire, quasi infailliblement, à la condamnation de son auteur. On arrive ainsi à accroître énormément les sanctions pénales ou, plus précisément, les cas de leur application.

On sait pourtant, depuis déjà assez longtemps, que les peines, comme les décorations, n'ont de valeur que si elles sont rares (24). Sinon, on s'y habitue facilement, comme il arrive avec le bruit de la rue ou les punitions scolaires. Cet accroissement quantitatif d'actes punissables et, par conséquent, des sanctions pénales — phénomène incontestable et incontestablement mauvais — contribue à dévaluer largement l'effet intimidant de la peine.

125. — Mais ce n'est pas tout. Ce qui donne à cet accroissement quantitatif d'actes punissables, consécutif à l'adoption de la responsabilité pénale sans faute, le vrai caractère de l'inflation criminelle, c'est surtout le fait qu'on englobe dans la même qualification pénale des comportements fautifs et non fautifs, ce qui équivaut à mettre sur un dénominateur commun coupables et malchanceux. Et, c'est justement ce mélange impur qui, loin d'accentuer chez l'homme le devoir de prudence, contribue à refouler le sentiment de responsabilité au profit d'un fatalisme néfaste. A quoi bon s'efforcer de mieux faire, du moment qu'on risque constamment, malgré toutes les précautions imaginables, de provoquer sans faute un accident et d'être condamné du même chef que si l'on s'en désintéressait complètement ? Comment l'automatisme, que revêt en pratique la responsabilité pénale d'un conducteur, par exemple, ne peut pas contribuer « à alimenter, comme le dit avec

(23) Cf. WELZEL, op. cit., p. 996.

(24) V. SAUVAGEOT, « Dévaluation de la peine », in *Revue pénit. et de Droit pénal*, 1947, p. 303 et s., notamment p. 319 et 320.

éloquence BODSON, cette opinion si malsaine et si répandue dans les milieux des conducteurs, que la conduite est une affaire de chance ou de malchance, et que malgré la conduite la plus exemplaire la faute d'un tiers vous amènera tôt ou tard devant le prétoire et équivaldra à votre infaillible condamnation » (25) ?

Et, s'il en est ainsi, n'est-il pas tout à fait normal que la peine apparaisse « presque comme l'un des risques de son activité professionnelle ou occasionnelle pour le conducteur d'automobile au lieu d'être la sanction d'un acte nettement répréhensible » (26) ?

Comment soutenir alors, avec les objectivistes, que la menace de la peine peut être dans un système de responsabilité pénale sans faute efficace, du moment qu'elle est nécessairement sentie par le condamné, aussi bien que par son milieu social, comme un coup du sort inévitable ? Car, il ne faudrait pas oublier que, pour avoir un effet intimidant — et par là préventif — la peine doit être ressentie, sinon comme une flétrissure morale, tout au moins comme le signe d'une désapprobation sociale certaine. Si, au contraire, le condamné trouve auprès de la conscience sociale la compréhension, voire la sympathie, au lieu de la répréhension ; s'il est considéré comme la victime des circonstances, plutôt que comme l'auteur d'un acte méritant aux yeux de tous et de chacun, l'intervention de la sanction pénale, l'effet de l'action répressive s'évanouit avant même d'avoir exercé une influence quelconque. Car, « si l'homme redoute les coups du sort », il n'est pas inutile de faire remarquer, avec HANNEQUART, que « cette appréhension ne corrige pas les mœurs : c'est la crainte du mal évitable qui redresse les comportements » (27).

126. — Cette inefficacité de la sanction pénale que tout système de responsabilité pénale sans faute engendre par sa nature même, se trouve du reste accentuée par le fait que le juge, obligé de condamner même en absence de toute faute au sens normal du terme, se porte tout naturellement, par souci de compensation morale, vers une indulgence excessive dans la fixation de la peine. L'action répressive s'effrite ainsi, dans notre domaine, en une poussière de peines insignifiantes et par là aussi toute chance d'impressionner qui que ce soit devient illusoire.

127. — La répression entre, de la sorte, dans un cercle proprement vicieux : autant l'effet de ses sanctions s'affaiblit, autant elle devient objective pour intervenir plus facilement ; devient-elle objective, son effet s'affaiblit davantage !

(25) BODSON, « La prévention des infractions involontaires en matière de circulation sur route », in *8^e Cours intern. de Criminologie*, 1958, p. 83 et s., notamment p. 99.

(26) Comme le constate très opportunément SALINGARDES, « Les problèmes posés dans le Droit pénal moderne par le développement des infractions non intentionnelles », *op. cit.*, p. 1196.

(27) V. HANNEQUART, « La responsabilité pénale de l'ingénieur », 1959, n° 31, p. 40 et 41.

Et cette confusion ne se borne pas à annuler largement l'effet préventif attribué généralement à la peine. Elle produit, en outre, une influence démoralisatrice certaine, un découragement progressif, voire même un scepticisme moral mêlé de dédain pour les lois et l'autorité des décisions judiciaires (28), phénomènes qui sont à la base de la dégénérescence actuelle de la répression et qui expliquent éloquemment son échec monumental dans la lutte contre les ravages de l'imprudence humaine.

(28) V. KINBERG, « Réflexions critiques sur la prévention générale », op. cit., p. 15. Cf. aussi sur les méfaits de l'inflation pénale : SAUVAGEOT, « Dévaluation de la peine », op. cit. ; TOUFFAIT et HERZOG, « La répression des infractions en matière de construction », *J.C.P.*, 1958, I, 1452 c' ; LEAUTÉ, « Le suicide et sa prévention », in *La Prévention des Infractions contre la Vie humaine*, etc., tome II, p. 290 ; MONTEILHET, « La responsabilité pénale de l'employeur du fait de ses préposés », in *J.C.P.*, 1952, I, 1060, n° 9.

CONCLUSION

128. — Nous voilà donc à la fin de notre tâche. Il ne nous reste plus qu'à résumer les enseignements de ce qui précède, pour pouvoir esquisser dans ses grandes lignes l'évolution qu'il serait, à notre avis, souhaitable de voir s'imposer en droit pénal français dans le domaine de la répression de la délinquance dite involontaire.

L'étude de l'infraction culpeuse dans sa conception traditionnelle à laquelle nous avons consacré la première partie de notre thèse, nous a permis de constater son attachement irréductible à la notion de lésion, attachement que nous nous sommes mis à préciser, aussi bien dans la constitution de l'infraction en question, qu'en ce qui concerne l'organisation de la répression dans notre domaine (premier chapitre). Nous avons ensuite essayé de dégager les raisons avancées pour expliquer ou justifier la prédominance du résultat dommageable instaurée, de la sorte, par rapport à la conduite fautive de l'agent (second chapitre). L'appréciation critique de l'infraction culpeuse nous a, enfin, révélé le caractère inéquitable de la répression classique, ainsi que son inaptitude « quasi organique » de servir de digue efficace contre la délinquance par imprudence, à laquelle les conditions et surtout le rythme de la vie moderne ont donné des dimensions énormes et par là effroyables (troisième chapitre).

La conclusion capitale de cette première partie consistait à la démonstration que l'iniquité, aussi bien que l'inefficacité radicale de la répression classique, se trouvent dans le fait que l'infraction culpeuse a été conçue en tant qu'incrimination de lésion. C'est, en d'autres termes, le concept de lésion sur lequel a été — et reste — axée l'infraction culpeuse, qui empêche, en réalité, le système répressif classique d'être équitable et d'agir efficacement, et c'est ce qui nous a autorisé de parler d'une inaptitude quasi organique à son égard.

129. — Et cette constatation fondamentale n'a pu qu'être confirmée par l'étude des mécanismes de déformation de l'infraction culpeuse, auxquels le droit positif français a cru nécessaire, sous l'impulsion décisive de la jurisprudence, de recourir. C'était là l'objet de notre deuxième partie qui visait, non seulement à donner un aperçu aussi complet que possible du système des infractions de lésion dans le domaine de la

délinquance par imprudence, mais surtout à confirmer le bien-fondé de la conclusion précédente. Or, l'analyse des divers procédés au moyen desquels la jurisprudence et la législation françaises sont parvenues à déformer, en fait, les structures traditionnelles de l'infraction culpeuse dans un sens nettement objectiviste (premier chapitre de la seconde partie), nous a permis de constater que la dégradation, voire l'effacement, de la notion de faute accentuait le caractère inéquitable de la répression, sans lui faire gagner quoi que ce soit sur le plan de l'efficacité préventive (second chapitre de la deuxième partie).

En somme, tout démontre que les moyens juridiques choisis pour faire face aux méfaits de l'imprudence humaine, n'étaient pas — et ils ne sont malheureusement pas encore — aptes à remplir la tâche qui leur a été confiée. En effet, l'infraction culpeuse considérée dans sa conception classique, aboutit à punir le comportement fautif de l'homme à travers — ou plutôt dans — ses résultats préjudiciables effectivement occasionnés. Cela équivaudrait pratiquement à punir le résultat dommageable, à condition qu'on puisse relever une faute à la charge de son auteur. De la sorte, l'exigence d'une faute faisait figure d'une entrave à l'exercice de l'action répressive, entrave que la jurisprudence a cru nécessaire de réduire, voire parfois de supprimer, dans le but, particulièrement louable, de rendre la répression plus énergique.

La conception classique de l'infraction culpeuse a été, ainsi, déformée dans un sens objectiviste. Ces déformations tendent à obtenir la répression du résultat dommageable en tant que tel et indépendamment de la faute réelle de son auteur. Les objectivistes ont, de la sorte, fait abstraction du comportement fautif en tant que condition *sine qua non* de l'infraction culpeuse, pour pouvoir donner à la répression l'efficacité préventive exigée impérieusement par les circonstances de la vie actuelle. Seulement, cette objectivation de l'infraction par imprudence n'a pas donné les résultats escomptés. Elle s'est, au contraire, révélée un faux remède. Pourquoi ? Et bien, pour une raison assez simple. Ce qui rendait, en réalité, l'infraction inéquitable aussi bien qu'inefficace, ce n'était point l'exigence d'une faute, mais la subordination de la répression à la réalisation et l'étendue effectives d'un résultat dommageable. C'était le concept de lésion. Par conséquent, tout effort pour rendre la répression plus énergique, dans notre domaine, devait nécessairement se faire au détriment du concept de lésion. Il aurait fallu, notamment, restreindre le rôle ou faire abstraction du résultat dommageable pour réprimer directement le comportement fautif de l'homme. En méconnaissant, sous l'impulsion du courant objectiviste, cette donnée élémentaire, le droit positif a emprunté un faux chemin, qui ne peut conduire qu'à un échec monumental.

130. — Devant cet échec, que la réalité des choses a déjà mis en évidence et que la conjoncture de la vie actuelle rend au plus haut point dangereux, les cris d'alarme ne constituent pas un remède valable, s'ils

ne contribuent déjà à répandre le scepticisme quant à nos possibilités de juguler les dangers de l'imprudence humaine. C'est pourquoi nous avons cru nécessaire d'insister avec ténacité, tout au long de cette thèse, sur la cause réelle de l'inaptitude de la répression en ce domaine. Car, c'est seulement « en connaissance de cause » qu'on pourra, en fin de compte, éviter ici, comme ailleurs, les faux remèdes pour rechercher des solutions valables.

Ce qu'il faudrait à notre avis faire, et même de toute urgence, peut se résumer de la façon suivante :

Premièrement, rejeter la théorie du risque, ainsi que les autres mécanismes de déformation de l'infraction culpeuse, imposés — ou maintenus — en droit pénal français par la tendance objectiviste. On débarrassera, de la sorte, le droit de la délinquance dite involontaire d'un remède inutile, qui risque de se révéler particulièrement néfaste.

Deuxièmement, repenser sérieusement le problème de la répression de l'imprudence en vue de l'instauration, à côté des infractions classiques de lésion, d'un système cohérent d'incriminations de « mise en danger », qui permettrait l'organisation d'une « défense en profondeur », à caractère essentiellement préventif. On pourrait organiser, de la sorte, une répression préventive supprimant les moyens de commettre des actes dommageables, effaçant les facilités criminelles, agissant dès que des prodromes certains d'une action préjudiciable se font pressentir et permettant, par dessus tout, d'atteindre le comportement fautif de l'individu (qui est la vraie source de la délinquance en question) en lui-même et indépendamment des suites que l'heur ou le malheur des circonstances aura voulu produire.

Le fait que le droit positif français commence à s'engager déjà dans cette voie (1), ne peut que confirmer notre conviction. L'instauration d'un tel système répressif présente, certes, beaucoup de problèmes que nous ne pouvons pas aborder ici. Qu'il nous suffise d'avoir démontré l'insuffisance du concept de lésion en tant que base irremplaçable de la répression dans ce domaine et de faire sentir, par là, la nécessité d'une rénovation du droit pénal de la délinquance par imprudence.

(1) Cf. notamment les nouveaux « délits-obstacle » du Code de la route et l'accueil favorable que leur a réservé la majorité de la doctrine. Cf., à titre d'exemple, HERZOG, « Les responsabilités pénales susceptibles de naître des accidents de la circulation », rapport aux deuxièmes journées franco-polonaises ; SALINGARDES, « Les problèmes posés, etc. », in *Revue intern. de Droit pénal*, 1961, p. 1200 ; LARGUIER, « Le fondement de la répression de l'ivresse », D. 1959, chron., p. 31 et s. ; HUGUENEY, observations sur Trib. pol. Saint-Pol-sur-Ternoise, 23 mars 1960, in *Revue Science criminelle*, 1960, p. 468, etc.

Vu :

LE PRÉSIDENT,

Signé : Michel de JUGLART

Vu :

LE DOYEN DE LA FACULTÉ DE DROIT
ET DES SCIENCES ÉCONOMIQUES,

Signé : G. VEDEL

Vu et permis d'imprimer :

LE RECTEUR DE L'ACADÉMIE DE PARIS,

Signé : J. ROCHE

BIBLIOGRAPHIE

- ABEL (Gerhard). — Les causes principales des accidents de la circulation routière, in *La Prévention des Infractions involontaires* (8^e cours international de criminologie), Bruxelles, oct. 1958, p. 69 et s.
- ADAM (André). — La prévention des Infractions et des Accidents de Chemin de Fer, in *La Prévention des infractions involontaires* (8^e cours intern. de criminologie), Bruxelles, oct. 1957, p. 111 et s.
- ALTAVILLA (Enrico). — Les problèmes posés dans le Droit pénal moderne par le développement des infractions non intentionnelles. Rapport général au VIII^e Congrès de l'Assoc. intern. de Droit pénal (Lisbonne, sept. 1961), (Session préparatoire de Rome), in *Revue intern. de Droit pénal*, 1961, p. 763 et s.
- ALTAVILLA (Enrico). — Intervention au IV^e Congrès de défense sociale de Milan (séance du 3 avril 1956), in *Actes du Congrès intern. sur la Prévention des Infractions contre la Vie humaine et l'Intégrité corporelle*, Milan, Giuffrè, 1957, 1^{er} vol., p. 659 et s.
- ANCEL (Marc). — La prévention des infractions contre la vie humaine et l'intégrité de la personne (Introduction), Paris, Cujas, 1956, tome I, p. XI à XX.
- ANCEL (Marc). — Intervention au Colloque intern. tenu à Paris sous le patronage de l'U.N.E.S.C.O., le 8 janv. 1958, in *Bulletin de la Société intern. de Criminologie*, 1958, p. 234.
- ANCEL (Marc). — Introduction comparative aux Codes pénaux européens, in *Codes pénaux européens*. Publication du Centre français de Droit comparé, tome I, p. V et s.
- ANCEL (Marc). — Introduction au système de Droit pénal soviétique, dans *La Réforme pénale soviétique* (publiée par le Centre français de Droit comparé), Paris, 1962.
- ANCEL (Marc). — Responsabilité et défense sociale, in *La Responsabilité pénale*. Travaux du Colloque de philosophie pénale (12 au 21 janv. 1959), Paris, Dalloz, 1961, p. 355 et s.
- ANCEL (Marc). — Allocation lors de la célébration du cent cinquantième du Code pénal, dans *R.S.C.*, 1960, p. 387 et s.
- ANCEL (Marc). — *La défense sociale nouvelle* (un mouvement de politique criminelle humaniste). Publication du Centre d'Etudes de Défense sociale de l'Institut de Droit comparé de l'Université de Paris. Editions Cujas, Paris, 1954.
- ANCEL (Marc). — Les notions de prévention du crime et de traitement des délinquants dans les législations pénales modernes, dans *Revue pénale suisse*, 1956, p. 1 et s.
- ANDREJEW. — L'évolution de la responsabilité pénale en Pologne, in *La Responsabilité pénale*; travaux du Colloque de philosophie pénale (Strasbourg, janv. 1959). Paris, Dalloz, p. 539 et s.
- AUSSEL (Jean-Marie). — La contrainte et la nécessité en Droit pénal, dans *Quelques Aspects de l'Autonomie du Droit pénal* (études sous la direction de M. STEFANI), Dalloz, Paris, 1956.
- BEKAERT (Hermann). — Circonstances aggravantes de l'imprudence (traduction du discours prononcé à l'audience solennelle de la Cour d'Appel de Gand le 15 sept. 1954), dans *Revue de Droit pénal et de Criminologie*, 1954-55, p. 235 et s.
- BEKAERT (Hermann). — De l'infraction non intentionnelle, in *La Prévention des Infractions involontaires* (8^e cours intern. de criminologie), Bruxelles, oct. 1958, p. 41 et s.
- BEKAERT (Hermann). — Autonomie de la répression de la délinquance routière, in *Revue de Droit pénal et de Criminologie*, 1961-62, p. 655 et s.
- BELLAMY (Jean). — Le préjudice dans l'infraction pénale. *Thèse*, Nancy, 1937. (éd. G. Thomas).

- BESSON (Antonin). — Interventions au IV^e Congrès intern. de la défense sociale tenu à Milan en 1956, in *Actes de ce Congrès*, Giuffré, 1957, tome I, p. 835 et s., et 913 et s.
- BESSON (Antonin). — Allocution lors de la célébration du cent cinquantième du Code pénal, dans *R.S.C.*, 1960, p. 409 et s.
- BODSON (Victor). — La prévention des infractions involontaires en matière de circulation sur route, in *La Prévention des Infractions involontaires* (8^e cours intern. de criminologie), Bruxelles, oct. 1958, p. 83 et s.
- BONNEVILLE de MARSANGY. — De l'amélioration de la loi criminelle en vue d'une justice plus prompte, plus efficace et plus moralisante. Cosse et Marchal, Paris, 1864.
- BOUZAT (Pierre). — Droit pénal général, Dalloz, 1963, tome I de l'ouvrage de BOUZAT et PINATEL : « Traité de droit pénal et de criminologie ».
- BREDIN (Jean-Denis). — Notes sous *Corr. Seine*, 19 déc. 1957, *S.* 1958, p. 143 et s., et sous *Paris*, 3 juin 1958, *S.* 1958, p. 336 et s.
- BROUCHOT (Henri). — De l'influence du résultat illicite sur la pénalité. *Thèse*, Paris, 1905, (éd. A. Rousseau).
- BRUNHES (Henri). — L'imprudence devant la loi pénale. *Thèse*, Dijon, 1932.
- CARBONNIER (Jean). — Droit civil. *P.U.F.*, « Thémis », 2^e éd., 1957-59.
- CHAVANNE (Albert). — Le problème des délits involontaires. (Rapport oral présenté au Colloque du XXV^e Anniversaire de la Revue de Science criminelle et de Droit pénal comparé. Paris, 17-18 nov. 1961). *R.S.C.*, 1962, p. 241 et s.
- CHORAFAS (Nicolas). — Principes généraux de Droit pénal (en grec), 8^e éd., Athènes, Sakoulas, 1966.
- COLLIGNON (Théo). — Prévention de la criminalité. (Rapport général présenté au I^{er} Congrès intern. de prophylaxie criminelle), in *Etudes intern. de Psychosociologie criminelle*, Paris, 1961, n^o 6, p. 7 et s.
- COLLIGNON (Théo). — Intervention au IV^e Congrès intern. de défense sociale, tenu à Milan en 1956, in *Actes de ce Congrès*, Giuffré, 1957, tome I, p. 770.
- CORNIL (Paul). — La répression des infractions dites involontaires. (Texte remanié d'une conférence faite le 6 déc. 1956 à la Fac. de Droit de l'Univ. de Rennes), dans *Revue de Droit pénal et de Criminologie*, Bruxelles, 1957-58, p. 695 et s.
- CORNIL (Paul). — Une politique criminelle réaliste, dans *Les principaux Aspects de la politique criminelle moderne*. Recueil d'études en hommage à la mémoire du Prof. Henri DONNEDIEU DE VABRES, Paris, Editions Cujas, 1960, p. 29 et s.
- CORNIL (Paul). — Allocution au 8^e cours intern. de criminologie, in *La Prévention des Infractions involontaires* (8^e cours intern. de criminologie), Bruxelles, oct. 1958, p. 21 et s.
- CORNIL (Paul). — Intervention au Colloque du XXV^e Anniversaire de la *R.S.C.* (Paris, 17-18 nov. 1961). *R.S.C.*, 1962, p. 255 et s.
- COSTES (Maurice). — De quelques considérations sur la responsabilité pénale dite « du fait d'autrui », dans *Revue de Science criminelle, etc.*, 1939, p. 628 et s.
- COTXET DE ANDREIS (Jean). — La prévention de certaines infractions contre l'intégrité de la personne de l'enfant (Point de vue juridique), dans *La Prévention des Infractions contre la Vie humaine, etc.*, tome I, p. 91 et s.
- CUELLO-CALON (Eugenio). — La prévention des délits en matière de circulation routière en Espagne (Trad. A.-D. Schmidt), dans *Revue intern. de Criminologie et de Police technique*, Genève, 1953, p. 12.
- DELITALA (Giacomo). — La prévention des infractions involontaires contre la vie humaine et l'intégrité corporelle (Rapport de synthèse au IV^e Congrès intern. de déf. sociale, tenu à Milan en 1956), in *Actes de ce Congrès*, Giuffré, 1957, tome I, p. 549 à 561.
- DELIYANNIS (J.). — La notion d'acte illicite considéré en sa qualité d'élément de la faute délictuelle. *Thèse*, Paris, 1952.
- DONNEDIEU DE VABRES (Henri). — Questions choisies de Droit pénal comparé et de Droit pénal international, cours de droit pénal approfondi, 1951-52 (polycopié).

- DONNEDIEU DE VABRES (Henri). — Traité de Droit criminel et de législation pénale comparée, 3^e édition, Paris, Sirey, 1947.
- DONNEDIEU DE VABRES (Henri). — La politique criminelle des Etats autoritaires. Paris, Sirey, 1938.
- DONNEDIEU DE VABRES (Henri). — Essai sur la notion de préjudice dans la théorie générale du faux documentaire. Paris, Sirey, 1943.
- DEPREZ (Jean). — Faute pénale et faute civile, in *Quelques Aspects de l'Automie du Droit pénal*, études sous la direction de M. G. STEFANI, Dalloz, Paris, 1956, p. 158 et s.
- DÜNNEBIER (H.). — Rapport présenté au VIII^e Congrès de l'Association internat. du Droit pénal (Lisbonne, sept. 1961), (session préparatoire de Rome), dans *Revue intern. de Droit pénal*, 1961, p. 911 et s.
- ENGISH. — Untersuchungen über Vorsatz und Fahrlässigkeit, in *Strafrecht*, 1930.
- ESMEIN (Paul). — La faute et sa place dans la responsabilité civile. *Revue trim. Droit civil*, 1949, p. 481 et s.
- FERRI (Enrico). — Les délits involontaires, dans *Revue de Droit pénal et de Criminologie*, Bruxelles, 1925, p. 1 et s.
- FONYO (Antal) et KADAR (Miklos). — Les problèmes posés dans le Droit pénal moderne par le développement des infr. non intentionnelles (par faute). Rapport présenté au VIII^e Congrès de l'Association intern. de Droit pénal (Lisbonne, sept. 1961), (session prép. de Rome), dans *Revue internat. de Droit pénal*, 1961, p. 927 et s.
- FORIERS (Paul). — De l'état de nécessité en Droit pénal. *Thèse*, Brux., 1951.
- GALLET (Henri). — La notion de la tentative punissable (Essai critique). *Thèse*, Caen, 1898, (Ed. Rousseau, Paris, 1898).
- GARÇON (E.). — Code pénal annoté.
- GARRAUD (René). — Traité théorique et pratique de Droit pénal, 7 vol., 3^e éd., Paris, 1913, 42.
- GARRAUD (René). — Précis de Droit criminel, 14^e éd.
- GRAMMATICA (Filippo). — L'appréciation « subjective » de la faute pour la prévention des infractions involontaires, dans *Revue intern. de Défense sociale*, Gênes, 1956, p. 20 et s.
- GRANIER (Joseph). — La partie civile au procès pénal, in *Revue de Science criminelle et de Droit comparé*, 1958, p. 1 et s.
- GRASSBERGER (Roland). — Le facteur humain dans les infractions involontaires, in *La Prévention des Infractions involontaires* (8^e cours intern. de criminologie), Bruxelles, oct. 1958, p. 31 et s.
- GRASSBERGER (Roland). — La criminologie de l'accident de circulation (Conférence faite lors du Colloque intern. tenu à Paris sous le patronage de l'U.N.E.S.C.O., le 8 janv. 1958), in *Bulletin de la Société intern. de Criminologie*, 1958, p. 215 et s.
- GRAVEN. — Intervention au Colloque du XXV^e Anniversaire de la R.S.C. (Paris, 17-18 nov. 1961). *R.S.C.*, 1962, p. 251 et s.
- GUBINSKI (Arnold), CYPRIAN (Tadeusz) et SAWICKI (Jerzy). — L'application de la technique scientifique nouvelle au Droit pénal et à la procédure pénale. Rapport présenté aux premières journées juridiques franco-polonaises, Paris-Grenoble, 28 mars - 2 avril 1960 (Ronéotypé).
- HALL (Jérôme). — Note sur les délits involontaires. *Revue de Science crim.*, 1963, p. 328 et s.
- HALLEUX (V. de). — Les problèmes posés dans le Droit pénal moderne par le développement des infr. non intentionnelles. Rapport au VIII^e Congrès de l'Association intern. de Droit pénal (Lisbonne, sept. 1961), (session prép. de Rome), dans *Revue intern. de Droit pénal*, 1961, p. 880 et s.
- HANNEQUART (Yvon). — La responsabilité pénale de l'ingénieur. Liège, 1959, (éd. Vaillant-Carmanne).
- HERZOG (Jacques-Bernard). — La prévention des infractions involontaires contre la vie et l'intégrité de la personne humaine, in *La Prévention des Infr. contre la Vie humaine et l'Intégr. de la Personne*, sous la direction de A. BESSON et M. ANCEL, Paris, Cujas, 1956, 1^{er} vol., p. 207 et s.

- HENRIZO (Jacques Bernard) — La repression des infractions involontaires. Rapport présenté aux Journées Franco-belgo-luxembourgeoises de Science pénale, Paris, 7 et 8 nov. 1958, in *Revue de Droit pénal et de Criminologie*, Bruxelles, 1958-59, p. 87 et s.
- HENRIZO (Jacques Bernard) — Note, sous Trib. correctionnel Lille, 14 nov. 1958, dans *J.C.P.*, 1959, II, 11.014.
- HENRIZO (Jacques Bernard) — Les responsabilités pénales susceptibles de naître des accidents de la circulation. Rapport présenté aux deuxièmes journées juridiques franco-polonaises, Varsovie-Poznan, 20-25 avril 1961 (Roneotypé).
- HENRIZO (Jacques Bernard) — Intervention au Colloque intern. tenu à Paris sous le patronage de l'U.N.E.S.C.O., le 8 janvier 1958, in *Bulletin de la Société intern. de Criminologie*, 1958, p. 255.
- HENRIZO (Jacques Bernard) — La défense sociale et l'action préventive contre le crime, dans *G.P.*, 1956, I, doct., 46.
- HENRIZO (Jacques Bernard) et TOUFFAIT (Adolphe) — La repression des infractions en matière de construction, dans *J.C.P.*, 1958, I, 1452.
- HUGUENET. — Observ. sur Trib. pol. Saint-Pol-sur-Ternoise, 23 mars 1960, in *Revue Science crim.*, 1960, p. 468.
- JESCHKE (Hans-Heinrich) — La prévention d'infractions commises par négligence contre la vie et l'intégrité corporelle, in *Revue intern. de Criminologie et de Police technique*, Genève, 1956, p. 8 et s.
- JESCHKE (Hans-Heinrich) — Intervention au Colloque du XXV^e Anniversaire de la R.S.C. (Paris, 17-18 nov. 1961). *R.S.C.*, 1962, p. 274 et s.
- JESCHKE (Hans-Heinrich) — Les principes de la réforme actuelle du Droit pénal allemand (Conférence à l'Institut de Droit comparé de Paris, le 16 mai 1958), dans *R.S.C.*, 1959, p. 67 et s.
- JIMENEZ DE ASUA (Luis) — La notion de culpabilité en Droit comparé (traduit de l'espagnol par J.-B. HENRIZO), dans *Revue intern. de Droit comparé*, Paris, 1954, p. 5 et s.
- JIMENEZ DE ASUA (Luis) — La faute consciente et le « dolus eventualis » (Conférence prononcée à l'Université de Bruxelles, le 10 mars 1960), dans *Revue de Droit pénal et de Criminologie*, 1959-60, p. 603 et s.
- JIMENEZ DE ASUA (Luis) — L'infraction préintentionnelle (Conférence faite à l'Institut de Droit comparé de l'Université de Paris, le 25 mars 1960), in *Revue Science crim.*, 1960, p. 567 et s.
- JIMENEZ DE ASUA (Luis) — Problèmes modernes de la culpa (faute). Rapport présenté au VIII^e Congrès de l'Association intern. de Droit pénal (Lisbonne, sept. 1961), (Session prép. de Rome), dans *Revue intern. de Droit pénal*, 1961, p. 855 et s.
- KAMR. — La responsabilité pénale en Droit hongrois, dans *La Responsabilité pénale*, travaux du Colloque de philosophie pénale (Strasbourg, janv. 1959), Paris, Dalloz, 1961, p. 489 et s.
- KINBERG (Olof) — Reflexions critiques sur la prévention, in *Revue intern. de Criminologie et de Police technique*, Genève, 1954, p. 8 et s.
- LAMBERT (Louis) — Cours de Droit spécial appliqué à l'information, 2^e éd., Lyon, Desvigne et Cie, 1950.
- LARGUIER (Jean) — La prévention des coups et blessures, dans *La Prévention des Infractions contre la vie humaine*, etc., Paris, Cujas, 1956, tome I, p. 63 et s.
- LARGUIER (Jean) — Observations sous Crim., 25 juin 1957, *J.C.P.*, 1959, II, 10.941.
- LARGUIER (Jean) — Le fondement de la repression de l'ivresse, dans *D.*, 1959, chron., p. 31 et s.
- LENTI (Jacques) — Le suicide et sa prévention, in *La Prévention des Infractions contre la Vie humaine et l'Intégrité de la Personne*, Paris, Cujas, 1956, tome II, p. 277 et s.
- LIBRET (Jean) — Les rapports posés dans le Droit pénal moderne par le développement des infractions non intentionnelles (par faute). Rapport présenté au VIII^e Congrès de l'Association intern. de Droit pénal (Lisbonne, sept. 1961), (session prépar. de Rome), dans *Revue intern. de Droit pénal*, 1961, p. 1059 et s.

- LEBRET (Jean). — Intervention au Colloque du XXV^e anniversaire de la R.S.C. (Paris, 17-18 nov. 1961), in *Revue Science crim.*, 1962, p. 260 et s.
- LEGAL (Alfred). — L'imprudence et la négligence comme source de responsabilité pénale. Rapport présenté au VIII^e Congrès de l'Association internat. de Droit pénal (Lisbonne, sept. 1961), (session prép. de Rome), dans *Revue intern. de Droit pénal*, 1961, p. 1079 et s.
- LEGAL (Alfred). — Les conditions de la responsabilité du fait d'autrui (Chronique de jurisprudence), dans *Revue de Science crim.*, etc., 1956, p. 317 à 319.
- LEGAL (Alfred). — Intervention au Colloque du XXV^e Anniversaire de la R.S.C. (Paris, 17-18 nov. 1961), in *Revue Science crim.*, 1962, p. 262 et s.
- LEGAL (Alfred). — La prévention des infractions contre la vie ou l'intégrité physique commises sous l'influence de l'alcool, dans *La Prévention des Infractions contre la Vie humaine*, etc., Paris, Cujas, 1956, tome I, p. 129 et s.
- LEGAL (Alfred). — Observ. sur Crim., 16 oct. 1957 et 27 mai 1959, in *Revue Science crim.*, 1960, p. 71 et s.
- LEGROS (Robert). — Considérations sur les délits d'imprudence. Rapport présenté aux Journées franco-belgo-luxembourgeoises de Science pénale; Paris, 7 et 8 nov. 1958, dans *Revue de Droit pénal et de Criminologie*, Bruxelles, 1958-59, p. 109 et s.
- LEGROS (Robert). — Les sanctions pénales dans la prévention des infractions involontaires, in *La Prévention des Infractions involontaires* (8^e cours intern. de criminologie), Bruxelles, oct. 1958, p. 335 et s.
- LEGROS (Robert). — L'élément moral dans les infractions. Paris, Sirey, 1952.
- LE ROY (Max). — Les contraventions à la police de la circulation, in *La Prévention des Infractions contre la Vie humaine et l'Intégrité de la Personne*, Paris, Cujas, 1956, tome I, p. 255 et s.
- LESTANG (Roger de). — Observ. sous Crim., 6 oct. 1955, *J.C.P.*, 1956, II, 9098.
- LESTANG (Roger de). — Observ. sous Crim., 26 fév. 1956, *J.C.P.*, 1956, II, 9304.
- LESTANG (Roger de). — Observ. sous Paris, 21 janv. 1957, *J.C.P.*, II, 9950.
- LESTANG (Roger de). — Observ. sous Corr. Pont-Audemer, 9 juil. 1958, *J.C.P.*, II, 10760.
- LEVASSEUR (Georges). — Le nouveau régime répressif des infractions contre l'intégrité corporelle d'autrui, dans *J.C.P.*, 1959, n^o 1515.
- LEVASSEUR (Georges). — Une révolution en Droit pénal, le nouveau régime des contraventions. *Chronique D.*, 1959, p. 121 et s.
- LEVASSEUR (Georges). — Aspects juridiques de la prévention de l'homicide volontaire, dans *La Prévention des Infractions contre la Vie humaine*, etc., Paris, Cujas, 1956, tome I, p. 45 et s.
- LEVASSEUR (Georges). — Cours de Droit pénal général, complémentaire (polycopié), 1959-60.
- LEVASSEUR (Georges). — Allocution lors de la célébration du cent cinquantième du Code pénal, in *R.S.C.*, 1960, p. 395 et s.
- LISZT (Franz von). — Traité de Droit pénal allemand, traduit sur la 17^e édition (1908) par R. LOBSTEIN. Paris, Giard et Brière, 1911, tome I, 1913, tome II.
- LOGOZ (Paul). — Commentaire du Code pénal suisse, partie gén. (a 1-110), 1941, partie spéc., 1955 et 1956, Neuchâtel, Delachaux et Niestlé.
- MALINVERNI (Alessandro). — Individus socialement dangereux et délits involontaires relativement à l'exercice des activités dangereuses ou professionnelles et à la circulation routière. Rapport présenté au IV^e Congrès intern. de défense sociale, tenu à Milan, en 1956, in *Actes de ce Congrès*, Milan, Giuffrè, 1957, tome II, p. 539 et s.
- MARX (Yvonne). — Qu'est-ce que la prévention ?, dans *La Prévention des Infractions contre la Vie et l'Intégrité de la Personne*, tome I, p. 1 et s.
- MAZEAUD (Henri) et TUNC (André). — Traité théorique et pratique de la responsabilité délictuelle et contractuelle, 5^e éd., Paris, tome I.
- MERLE (Roger). — Droit pénal général complémentaire, Paris, *P.U.F.*, Collection « Thémis », 1957.

- MERLE (Roger). — Les conséquences pénales et civiles du délit d'imprudence. Rapport aux quatrièmes journées franco-espagnoles (Barcelone, avril 1958), dans *Annales de la Faculté de Droit de Toulouse*, tome VI, 1958, fasc. 2, p. 241 et s.
- MEYER (Francis). — Rapport au VIII^e Congrès de l'Assoc. internationale de Droit pénal (Lisbonne, sept. 1961), dans *Revue intern. de Droit pénal*, 1961, p. 1107 et s.
- MEYER (Francis). — Les dispositions pénales de la loi fédérale sur la circulation routière. Rapport présenté à la session de la Société de Droit pénal de septembre 1959, à Frauenfeld, in *Revue pénale suisse*, 1960, p. 18 et s.
- MONTEILHET (Paul). — La responsabilité pénale de l'employeur du fait de ses préposés, dans *J.C.P.*, 1952, I, 1060.
- MOREL (René). — Note sous Civ., 18 déc. 1912, S., 1914, I, 249.
- MOREL (René). — Note sous Civ., 4 mars et 22 oct. 1919, S., 1921, I, 17.
- NYPELSEER (J.-L. Van). — Notes sur la psychologie de l'imprudence. Rapport présenté aux Journées franco-belgo-luxembourgeoises de science pénale (Paris, 1958), in *Revue de Droit pénal et de Criminologie*, 1958-59, p. 136 et s.
- NUVOLONE (Pietro). — Aspects juridiques de la prévention des infractions contre la vie humaine et l'intégrité corporelle de la personne, commises par dol. Rapport gén. au IV^e Congrès intern. de défense sociale (Milan, 1956), in *Actes du IV^e Congrès intern. de Défense sociale*, tome I, p. 471 à 533.
- NUVOLONE (Pietro). — Intervention au Colloque du XXV^e Anniversaire de la R.S.C. (Paris, 17-18 nov. 1961), *R.S.C.*, 1962, p. 264.
- ORTOLAN. — *Éléments de Droit pénal*, 5^e éd., par Albert DESJARDINS, Paris, Plon, 1886.
- PANSARD (Robert). — Expériences françaises de prévention en matière d'accidents de la route, in *La Prévention des Infractions involontaires* (8^e cours intern. de criminologie), Bruxelles, oct. 1958, p. 101 et s.
- PANTAZOPOULOS (Nicolas). — Introduction historique aux sources du Droit hellénique (en grec), Athènes, éd. Sakkoulas, 1952.
- PETIT (Edmond). — L'homme et son véhicule, dans *La Prévention des Infractions involontaires* (8^e cours intern. de criminologie), Bruxelles, oct. 1958, p. 63 et s.
- PINATEL (Jean). — Allocation au 8^e cours international de criminologie, in *La Prévention des Infractions involontaires* (8^e cours intern. de criminologie), Bruxelles, oct. 1958, p. 19 et s.
- PINATEL (Jean). — La prévention générale d'ordre pénal, in *Revue de Science criminelle*, 1955, p. 544 et s.
- PISAPIA (Domenico). — Prévention dans les crimes involontaires relativement aux diverses formes de la faute. Rapport présenté au IV^e Congrès intern. de défense sociale, tenu à Milan en 1956, in *Actes de ce Congrès*, Milan, Giuffré, tome II, p. 533 et s.
- POKLEWSKI-KOZIELL (Krzysztof). — De la peine comme moyen d'intimidation devant la pratique judiciaire. *Thèse* (dactylographiée), Paris, 1948.
- PORTA. — Rapport au IV^e Congrès international de défense sociale (Milan, 1956), in *Actes de ce Congrès*, Giuffré, tome II p. 351 et s.
- PLANIOL et RIPERT. — *Traité pratique de Droit civil français*, tome VI (par P. ESMEIN), 2^e éd., 1952.
- QUINTANO-RIPOLLÉS (Antonio). — Les conséquences pénales et civiles du délit d'imprudence. Rapport aux quatrièmes journées franco-espagnoles (Barcelone, avril 1958), dans *Annales de la Faculté de Droit de Toulouse*, tome VI, 1958, fasc. 2, p. 233 et s.
- RABUT (Albert). — De la notion de faute en Droit privé.
- REPAIRE (Maurice). — La justice préventive auxiliaire du Droit pénal. *Thèse*, Paris, éd. Laverne, 1941.
- RIPERT (Georges). — Les forces créatrices du Droit, Paris, *L.G.D.J.*, 1955.
- RIPERT (Georges). — Le régime démocratique et le Droit civil moderne, 2^e éd., 1949.
- RIPERT (Georges) et BOULANGER (Jean). — *Traité de Droit civil*, d'après le traité de PLANIOL, tome II, Paris, *L.G.D.J.*, 1957.

- ROLLAND (Maurice). — Contribution du Ministère public dans la prévention des infractions contre les personnes, dans *La Prévention des Infractions contre la Vie humaine*, etc., tome I, p. 25 et s.
- ROUX (J.-A.). — Cours de Droit criminel, 2^e édition, Paris, Sirey, 1927.
- ROUX (J.-A.). — La défense contre le crime. Répression et prévention. Alcan, Paris, 1922.
- ROUX (J.-A.). — Note sous Crim., 21 déc. 1907, S., 1910, I, 593.
- ROUX (J.-A.). — Note sous Crim., 15 mai 1926, S., 1928, I, 33.
- SAINT-LAURENS (Louis). — V^o Coups et blessures, dans *Répertoire de Droit criminel et de Procédure pénale* (Dalloz).
- SALINGARDES (M.). — Les problèmes posés dans le Droit pénal moderne par le développement des infractions non intentionnelles. Rapport présenté au VIII^e Congrès de l'association intern. de Droit pénal (Lisbonne, sept. 1961), (session de Rome), dans *Revue intern. de Droit pénal*, 1961, p. 1193 et s.
- SALEILLES (R.). — L'individualisation de la peine. Etude de criminalité sociale, 3^e éd., publiée avec la collaboration de G. MORIN, P.U.F., Paris, 1927.
- SALEILLES (R.). — Accidents du travail, 1897.
- SAUVAGEOT (André). — Dévaluation de la peine, dans *Revue pénitentiaire et de Droit pénal*, 1947, p. 303 et s.
- SAVATIER (René). — Traité de la responsabilité civile en Droit civil français, 2^e éd., 1951.
- SAWICKI (Jerzy) et GUBINSKI (Arnold). — La responsabilité pénale dans la conception marxiste de la théorie du Droit pénal, dans *La Responsabilité pén.*; travaux du Colloque de philosophie pénale (Strasbourg, janv. 1959), Paris, Dalloz, 1961, p. 371 et s.
- SEGUR (Louis). — Homicide, blessures et coups involontaires, dans *J.-Cl. pénal*, vol. II, art. 319, 320, 320-1.
- STARC (B.). — Domaine et fondement de la responsabilité sans faute, in *Revue trim. de Droit civil*, 1958, p. 475 et s.
- STEFANI (Gaston). — Les effets du procès pénal sur le procès engagé devant le tribunal civil, in *Revue intern. de Droit pénal*, 1955, p. 473 et s.
- STEFANI (Gaston) et LEVASSEUR (Georges). — Droit pénal général et criminologie. Précis Dalloz, Paris, 1957.
- Droit pénal général, Précis Dalloz, 1964.
- STEFANI (Gaston) et LEVASSEUR (Georges). — Procédure pénale. Précis Dalloz, Paris, 1959, ainsi que l'édition de 1964.
- THÉVENON (Jean-Maurice). — L'élément objectif et l'élément subjectif de l'infraction. Thèse, Lyon, 1942, (Editions Paquet, Lyon).
- TOUSSIS (André) et GEORGIU (Athan). — Code pénal annoté (en grec), 2^e éd., Athènes, 1958.
- VALTICOS (Nicolas). — L'autorité de la chose jugée au criminel sur le civil.
- VERHAEGEN (J.). — Chronique des journées franco-belgo-luxembourgeoises de Science pénale (Paris, 7-8 nov. 1958), dans *Revue de Droit pénal et de Criminologie*, Bruxelles, 1958-59, p. 786 et s.
- VIDAL et MAGNOL. — Cours de Droit criminel et de science pénitentiaire, 9^e édition, Paris, 1949.
- VOUIN (Robert). — Précis de Droit pénal spécial. Dalloz, 1953.
- VOUIN (Robert). — Manuel de Droit criminel. Paris, L.G.D.J., 1949.
- VOUIN (Robert). — La prévention des accidents de la route, in *La Prévention des Infractions contre la Vie humaine et l'Intégrité de la Personne*, Paris, Cujas, 1956, tome I, p. 245 et s.
- VOUIN (Robert). — Observations sous Chambéry, 8 mars 1956, *J.C.P.*, 1956, II, 9224.
- VOUIN (Robert). — Code pénal et politique criminelle, dans *Les principaux Aspects de la Politique criminelle moderne*. Recueil d'études en hommage à la mémoire du Prof. Henri DONNEDIEU DE VABRES, Paris, éd. Cujas, 1960, p. 73 et s.
- VOUIN (Robert). — Chronique législative, in *Revue de Science criminelle et de Droit pénal comparé*, 1950, p. 603.
- VOUIN (Robert) et LEAUTÉ (Jacques). — Droit pénal et criminologie. P.U.F., Collection « Thémis », Paris, 1956.

- WELZEL (Hans). — L'imprudence et les délits de la circulation (de la théorie des délits d'imprudence). Rapport présenté au VIII^e Congrès de l'Association intern. de Droit pénal (Session prép. de Rome), dans *Revue intern. de Droit pénal*, 1961, p. 985 et s.
- WURTENBERGER (Thomas). — La doctrine de Franz von LISZT de la culpabilité et de la responsabilité pénale, dans *La Responsabilité pénale*, Travaux du Colloque de philosophie pénale (Strasbourg, janvier 1959), Dalloz, Paris, 1961, p. 326 et s.
- ZAGAROLAS (Jacques). — Le principe nulla poena sine culpa et ses déviations (en grec), Athènes, Sakkoulas, 1950, 2 vol.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	1
--------------------	---

PREMIÈRE PARTIE

LA CONCEPTION CLASSIQUE DE L'INFRACTION PAR FAUTE ET SON INSUFFISANCE INTRINSEQUE (n° 1 à 50)

PREMIER CHAPITRE. — <i>La structure juridique de l'infraction par faute en tant qu'incrimination de lésion</i> (n° 2 à 17)	9
Section I. — Le comportement fautif de l'agent (n° 3 à 11)	9
Section II. — Le résultat dommageable (n° 12 à 17)	15
§ 1. Le rôle du résultat dommageable dans la constitution de l'infraction (n° 13)	15
§ 2. La prédominance du résultat dommageable dans l'organisation de la répression (n° 14 à 17)	16
SECOND CHAPITRE. — <i>Explications avancées pour justifier le fondement de l'infraction par faute sur le concept de lésion</i> (n° 18 à 35)	21
Section I. — Explication historique (n° 19 à 22)	21
Section II. — Essais de justifications théoriques et sociologiques (n° 23 à 30)	23
§ 1. L'appel fait à la mission du droit pénal (n° 23 à 26)	23
§ 2. L'argument tiré des exigences de l'opinion publique (n° 27 à 30)	26
Section III. — Le recours à des raisons de praticabilité (n° 31 à 34)	30
§ 1. Le problème de la preuve (n° 31 à 32)	30
§ 2. L'exigence des garanties contre le danger d'arbitraire (n° 33 à 34)	31
Section IV. — L'espoir que l'incrimination du résultat dommageable est en mesure d'exercer une influence décisive sur le comportement même de l'homme (n° 35)	33

TROISIÈME CHAPITRE. — <i>Examen critique de la conception classique de l'infraction par faute</i> (n°s 36 à 50)	35
Section I. — Le caractère aléatoire de la répression et ses répercussions sur le plan de l'équité (n°s 37 à 39)	35
Section II. — Le caractère aléatoire de la répression et son incidence sur le plan de l'efficacité (n°s 40 à 50)	38

DEUXIÈME PARTIE

LA DEFORMATION DE LA CONCEPTION CLASSIQUE
DE L'INFRACTION PAR FAUTE
ET LE REcul DE LA FAUTE PENALE D'IMPRUDENCE
(n°s 51 à 127)

PREMIER CHAPITRE. — <i>Les mécanismes de déformation</i> (n°s 52 à 101) ..	51
Section I. — Le principe de l'identité des fautes, civile et pénale, et la dégradation de la faute pénale (n°s 53 à 71)	52
§ 1. L'appréciation de la faute <i>in abstracto</i> et son incompatibilité avec les bases fondamentales du droit pénal (n°s 56 à 63)	55
§ 2. La dégradation progressive de la faute civile et l'effritement inquiétant de la faute pénale (n°s 64 à 71)	63
Section II. — L'assimilation de la violation d'un règlement à la faute pénale d'imprudence et ses conséquences sur la conception de la culpabilité (n°s 72 à 81)	69
Section III. — La responsabilité pénale du fait d'autrui n°s 82 à 91)	80
Section IV. — Les délits préterintentionnels et la fiction de culpabilité quant au résultat aggravant (n°s 92 à 101)	87
§ 1. L'évolution des délits préterintentionnels sur le plan du droit comparé (n°s 93 à 97)	88
A) La maxime du « <i>versari in re illicita</i> » et la théorie du dol indirect, éventuel ou indéterminé (n° 94)	89
B) L'empire des délits qualifiés par leur résultat (n° 95)	91
C) Triomphe définitif de la culpabilité dans les délits préterintentionnels (n°s 96 à 97)	92
§ 2. Les délits préterintentionnels dans le droit pénal français (n°s 98 à 101)	95

SECOND CHAPITRE. — <i>La tendance objectiviste et son appréciation critique</i> (n°s 102 à 127)	101
Section I. — La tendance objectiviste (n°s 103 à 108)	102
Section II. — Appréciation critique de la tendance objectiviste (n°s 109 à 127)	106
CONCLUSION (n°s 128 à 130)	117
BIBLIOGRAPHIE	121
TABLE DES MATIÈRES	131

LIBRAIRIE GÉNÉRALE
DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

PARIS - 1118

Dépôt légal : 4^e Trimestre 1966

Printed In France

IMPRIMERIE BOSC FRÈRES

42, quai Gailleton

LYON (2^e)

N° 3989 - 4^e Trimestre 1966

